ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 3 ΜΑΡΤΙΟΥ 1966	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 44

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4499

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται πλήρη ἰσχὺν Νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Γενεύῃ τὴν 21 Δεκεμβρίου 1959 «Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν» ἐξ ἄρθρων 52 καὶ 6 Παραρτημάτων καθὼς καὶ τὰ προσηρτημένα αὐτῇ Τελικὸν Πρωτόκολλον καὶ 4 Πρόσθετα Πρωτόκολλα, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ Πρωτοτύπῳ κειμένῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει ἕπονται κατωτέρω.

Ἄρθρον Δεύτερον.

1. Οἱ κατὰ τὰ ἄρθρα 14 καὶ 25 τῆς ἄνω Συμβάσεως προσηρτημένοι αὐτῇ Κανονισμοί: α) Τηλεγραφικός, β) Τηλεφωνικός, γ) Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ δ) Πρόσθετος Ραδιοεπικοινωνιῶν, θέλουσι κυρωθῇ δι' ἀποφάσεων τῶν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν Ὑπουργῶν, δημοσιευθησομένων εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως. Κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν θέλουσι κυρωθῇ καὶ αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἄνω Συμβάσεως ἀναθεωρήσεις τῶν Κανονισμῶν τούτων, καθὼς καὶ αἱ συναπτόμεναι βάσει τῶν ἄρθρων 7, 43 καὶ 44 Συμφωνίαι.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, μετὰ γνώμην τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου, δημοσιευομένων εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, θὰ καθορίζωνται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ Κανονισμῶν καὶ συμφωνιῶν καὶ θὰ ρυθμίζωνται τὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προαιρετικῶν διατάξεων τούτων.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήνῃσι τῇ 16 Φεβρουαρίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΑΙ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛ. ΤΣΙΡΙΜΩΚΟΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΝΔΡΙΝΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Φεβρουαρίου 1966

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PREAMBULE

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.

2 Les pays et groupes de territoires qui deviennent parties à la présente Convention constituent l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE I

Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1.

Composition de l'Union

3 1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.

4 2. Est Membre de l'Union :

a) tout pays ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte par le pays ou groupe de territoires, ou pour son compte;

5 b) tout pays, non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article 18;

6 c) tout pays souverain, non énuméré dans l'Annexe 1 et non Menmbre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 18, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union

7 3. Est Membre associé de l'Union :

a) tout pays, territoire ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 2, après signature et ratification de la Convention ou adhésion à cet Acte par ce pays, territoire ou groupe de territoires ou pour son compte;

8 b) tout pays, non Membre de l'Union aux termes des numéros 4 à 6, dont la demande d' admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 18;

9 c) tout territoire ou groupe de territoires, n'ayant pas l'entière responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présante Convention ou ya adhéré conformément aux dispositions des articles 18 ou 19, lorsque sa demande d'admision en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union;

10 d) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 20.

11 4. Si un territoire, ou groupe de territoires, faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions des numéros 7 et 9, ses droits et obligations prévus par la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.

12 5. En application des dispositions des numéros 6, 8 et 9, si une demande d'adhésion en qualité de Membre et de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres et des Membres associés

13 1. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.

14 (2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux auxquelles il participe et, s'il fait partie du Conseil d' administration, à toutes les sessions de ce Conseil.

15 (3) Chaque Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par corresponadance.

16 2. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union ni celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ils ne sont pas éligibles au Conseil d'administration.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

17 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

18 1. L'Union a pour objet :

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécomminications de toutes sortes;

19 b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunications, d'accroître leur emploi et de généraliser, le plus possible, leur utilisation par le public;

20 c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

21 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;

22 b) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de ra-

diocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre;

23 c) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière saine et indépendante des télécommunications;

24 d) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;

25 e) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunications;

26 f) procède à des études, élabore des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

27 L'organisation de l'Union repose sur :

1. la Conférence de plénipotententiaires, organe suprême de l'Union;

28 2. les Conférences administratives;

29 3. le Conseil d'administration;

30 4. les organismes permanents désignés ci-aprés
a) le Secrétariat général;

31 b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.);

32 c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.);

33 d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

34 1. La Conférence de plénipotentiaires :

a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;

35 b) examine le rapport du Conseil d'administration relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

36 c) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

37 d) fixe les traitements de base, les échelles de base des traitements, et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union;

38 e) approuve définitivement les comptes de l'Union;

39 f) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

40 g) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;

41 h) revise la Convention si elle le juge nécessaire;

42 i) conclut ou revise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire coclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ses mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

43 j) traite toutes les questions de télécommunications jugées nécessaires.

44 2. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

45 3. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :

46 a) à la demande d'au moins vingt Membres et Membres associés de l'Union adressée individuellement au secrétaire général, ou

47 b) sur proposition du Conseil d'administration

48 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 7

Conférences administratives

49 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :
a) les conférences administratives ordinaires;

50 b) les conférences administratives extraordinaires;

51 c) les conférences spéciales, qui comprennent :
–les conférences spéciales, régionales :
–les conférences spéciales de service mondiales ou régionales.

52 2. (1) Les conférences administratives ordinaires :
a) revisent, chacune dans son domaine, les Règlements visés au numéro 193;

53 b) traitent, dans les limites de la Convention et du Règlement général et des directives données par la Conférence de plénipotentiaires, toutes les autres questions jugées nécessaires.

54 (2) En outre, la conférence administrative ordinaire des radiocommunications :
a) élit les membres du Comité international d'enregistrement des frèquences;

55 b) donne à ce Comité des instructions touchant ses activités et examine celles-ci.

56 3. (1) La date et le lieu d'une conférence administrative ordinaire sont déterminés :
a) par la conférence administrative précédente, si celle-ci le juge bon, ou

57 b) à la demande d'au moins vingt Membres et Membres associés de l'Union, adréssée individuellement au secrétaire général, ou

58 c) sur proposition du Conseil d'administration.

59 (2) Dans les cas visés aux numéros 57 ou 58, la date et le lieu sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

60 4. (1) Les conférences administratives extraordinaires sont convoquées pour traiter certaines questions de télécommunications particu-

lières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues.

61 (2) Elles peuvent, chacune dans son domaine respectif, reviser certaines dispositions d'un Règlement administratif, à condition que la revision de ces dispositions soit prévue dans leur ordre du jour approuvé par la majorité des Membres de l'Union, conformément aux dispositions du numéro 65.

62 5. (1) Une conférence administrative extraordinaire peut être convoquée :

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires, qui fixe son ordre du jour ainsi que la date et le lieu de sa réunion, ou

63 b) lorsque vingt Membres et Membres associés de l'Union au moins ont fait connaître individuellement au secrétaire général leur désir de voir réunir une telle conférence pour examiner un ordre du jour proposé par eux, ou

64 c) sur proposition du Conseil d'administration.

65 (2) Dans les cas indiqués aux numéros 63 et 64, la date et le lieu de la conférence ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

66 6. Les conférences spéciales sont convoquées pour traiter les questions portées à leur ordre du jour. Leurs décisions doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention et des Règlements administratifs.

67 7. (1) Une conférence spéciale peut être convoquée :

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires ou d'une conférence administrative ordinaires ou extraordinaire qui doit fixer son ordre du jour ainsi que la date et le lieu où elle doit se réunir, ou

68 b) lorsqu'au moins vingt Membres et Membres associés de l'Union, dans le cas d'une conférence spéciale de service mondiale, ou un quart des Membres et Membres associés de la région intéressée, dans le cas d'une conférence spéciale régionale, ou d'une conférence spéciale de service régionale ont fait connaître individuellement au secrétaire général leur désir de voir une telle conférence se réunir pour examiner un ordre du jour proposé par eux, ou

69 c)sur proposition du Conseil d'administration.

70 (2) Dans les cas spécifiés aux numéros 68 et 69, la date et le lieu de réunion de la conférence ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union pour les conférences spéciales de service mondiales, ou de la majorité des Membres de la région intéressée pour les conférences spéciales régionales ou pour les conférences spéciales de service régionales.

71 8. (1) La date et le lieu, ou l'un des deux seulement, d'une conférence administrative ordinaire, d'une conférence administrative extraordinaire ou d'une conférence spéciale de service mondiale, peuvent être changés :

a) a la demande d'au moins vingt Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général, ou

72 b) sur proposition du Conseil d'administration

73 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

74 9. (1) La date et le lieu, ou l'un des deux seulement, des conférences spéciales régionales ou des conférences spéciales de service régionales peuvent être changés :

a) à la demande du quart au moins des Membres et Membres associés de la région intéressée, ou

75 b) sur proposition duConseil d'administration.

76 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union de la région intéressée.

ARTICLE 8

Règlement intérieur des conférences

77 Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Toutefois, chaque conférence peut adopter des dispositions supplémentaires reconnues indispensables.

ARTICLE 9

Conseil d' Administration

A. Organisation et fonctionnement

78 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de vingt–cinq Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires, en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

79 (2) Si entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union ayant obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres appartenant à la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

80 2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunications et s'efforcera dans la mesure du possible, d'éviter de la remplacer pendant la durée du mandat du Conseil.

81 3. Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix.

82 4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

83 5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice–président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

84 6. (1) Le Conseil se réunit, en session annuelle, au siège de l'Union.

85 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

86 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

87 7. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

88 8. Le secrétaire général de l'Union assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

89 9. (1) Dans l'intervalle des Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

90 (2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

91 10. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organisames permanents de l'Union désignés aux numéros 31, 32 et 33.

92 11. Seuls les frais de déplacement et de séjour engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

93 12. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres et les Membres associés, des dispositions de la Convention, des Règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

94 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

95 13. En particulier, le Conseil d'administration :

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires;

96 b) est chargé dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 28 et 29 de la présente Convention;

à cet effet :

97 1. il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 29 de la Convention et avec les Nations Unies en application de l'Accord contenu dans l'Annexe 6 à la Convention; ces accords provisoires doivent être soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions du numéro 42;

98 2. il désigne, au nom de l'Union, un ou plusieurs représentants pour participer aux conférences de ces organisations et, lorsque cela est nécessaire, aux conférences de coordination réunies en accord avec ces organisations;

99 c) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

100 d) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

101 e) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

102 f) examine et arrête le budget annuel de l'Union en réalisant toutes les économies possibles;

103 g) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérifications annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

104 h) ajuste, s'il est nécessaire,

1. les échelles de base des traitements du personnel des catégories des administrateurs et des directeurs, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

105 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;

106 3. les indemnités de poste de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

107 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

108 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;

109 i) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 6 et 7;

110 j) soumet à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union les avis qu'il juge utiles:

111 k) coordonne les activités des organismes des permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et examine leurs rapports annuels;

112 l) procède, s'il le juge utile, à la désignation d'un intérimaire à l'emploi devenu vacant de vice-secrétaire général;

113 m) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des Comités consultatifs internationaux;

114 n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention, et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union;

115 o) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre, à titre provisoire, les cas non prévus par la Convention et ses annexes, pour la solution desquels il n'est pas possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

116 p) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union;

117 q) favorise la coopération internationale en vue d'octroyer par tous les moyens à sa disposition et, notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, une assistance technique aux pays nouveaux ou en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE

Secrétariat général

118 1. (1) Le Secrétariat genéral est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

119 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles.

120 (3) Le secrétaire général est responsable devant la Conférence de plénipotentiaires et, dans les intervalles entre les réunions de la Conférence de plénipotentiaires, devant le Conseil d'administration pour l'ensemble des attributions dévolues au Secrétariat général et pour la totalité des services administratifs et financiers de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

121 (4) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général est chargé de l'intérim.

122 2. Le secrétaire général :

a) assure l'unité d'action des organismes permanents de l'Union au moyen d'un comité de coordination présidé par lui et composé du vice-secrétaire général et des chefs des organismes permanents; cette coordination porte sur les questions administratives, l'Assistance technique, les relations extérieures, l'information publique et sur toute autre question importante expressément formulée par le Conseil d'administration;

123 b) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

124 c) prend les mesures administratives relatives à la constitition des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se basant sur le choix de ce dernier, la décision définitive de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

125 d) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

126 e) veille à l'application dans les secrétariats spécialisés, des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

127 f) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés qui travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

128 g) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

129 h) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, sur demande, ou lorsque les Règlements annexés à la Convention le prévoient, le secrétariat des réunions des organismes permanents de l'Union ou des réunions placées sous son égide; il peut également, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toutes autres réunions relatives aux télécommunications;

130 i) tient à jour les nomenclatures officielles, établies, d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

131 j) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;

132 k) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications, qui lui sont communiqués par les parties et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

133 l) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences en exécution de ses fonctions;

134 m) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union :

135 1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

136 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prévus dans les règlements annexés à la Convention;

137 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et le Conseil d'administration;

138 n) distribue les documents publiés;

139 o) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

140 p) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L' attention de ces pays est également appelée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous l'égide des Nations Unies;

141 q) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés concernant la mise en oeuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunications et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

142 r) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il pourrait recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

143 s) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés;

144 t) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d' administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante pour examen et approbation définitive;

145 u) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d' administration, à tous les Membres et Membres associés;

146 v) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

147 3. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions imparties au secrétaire général en l'absence de ce dernier.

148 4. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

ARTICLE 11.

Les fonctionnaires et le personnel de l'Union

149 1. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

150 2. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le secrétaire général, le vice-secrétaire général, les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

151 (2) Chaque Membre et Membre associé doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires énumérés au numéro 150 et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

152 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel droit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dument prise en considération.

ARTICLE 12.

Comité international d'enregistrement des fréquences

153 1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure prévue dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, par les décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations afin d'en assurer le reconnaissance internationale officielle ;

154 b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire;

155 c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

156 d) à tenir à jour les dossiers indispensables ayant trait à l'exercice de ses fonctions.

157 2. (1) Le Comité international d'enregistrement des fréquences est un organisme composé de onze membres indépendants, désignés conformément aux dispositions des numéros 160 à 169.

158 (2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

159 (3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 154, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

160 3. (1) A chacune de ses réunions, la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications élit les onze membres du Comité. Ces membres sont choisis parmi les candidats proposés

par les pays, Membres de l'Union. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays. Chaque candidat doit posséder les qualifications indiquées aux numéros 158 et 159.

161 (2) La procédure pour cette élection est établie par la Conférence elle-même, de manière à assurer une représentation équitable des différentes régions du monde.

162 (3) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

163 (4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu' à la date fixée par la Conférence suivante, pour la prise de service de leurs successeurs.

164 (5) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre élu du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un remplaçant, ressortissant de ce pays.

165 (6) Si le pays Membre de l'Union en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée du mandat du Comité.

166 (7) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un remplaçant à son tour démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant n'a pas le droit de désigner un second remplaçant.

167 (8) Dans les cas prévus aux numéros 165 et 166, le président du Comité demande alors au pays Membre de l'Union, dont le candidat avait obtenu à la précédente élection le nombre de voix le plus élevé parmi ceux de la région considérée qui n' avaient pas été élus, de désigner ce candidat pour siéger au Comité pendant le reste du mandat du Comité. Si cette personne est indisponible, le pays en question est invité à désigner un tremplaçant, ressortissant de ce pays.

168 (9) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre élu du Comité, ou son remplaçant, décède, le pays Membre de l'Union dont il était ressortissant conserve le droit de désigner un successeur, ressortissant de ce pays.

169 (10) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications.

170 4. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

171 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, qui remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

172 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

173 5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs, ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.

174 (2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caratcère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit, en aucun cas, essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

175 (3) En dehors de ses fonctions, aucun membre du Comité et de son personnel ne doit avoir de participation active ou d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

ARTICLE 13.

Comités consultatifs internationaux

176 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation spécifiquement relatives aux radiocommunications.

177 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.

178 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.

179 (4) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les problèmes relatifs aux télécommunications nationales de ces pays.

180 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont soumises par la Conférence de plénipotentiaires, par une Conférencé administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par douze Membres et Membres associés de l'Union au moins.

181 (2) Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou des conclusions de leurs études en cours.

182 3. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

183 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui la reconnue, demande à participer aux travaux de ces comités.

184 4. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

a) l'assemblée plénière, réunie normalement tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative ordinaire correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

185 b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

186 c) un directeur élu par l'assemblée plénière. Son statut est celui d'un fonctionnaire permanent mais ses conditions de service peuvent faire l'obje de dispositions réglementaires spéciales;

187 d) un secrétariat spécialisé, qui assiste le directeur;

188 e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

189 5. (1) Les Comités consultatifs observent, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

190 (2) En vue de faciliter les travaux des Comités consultatifs, les assemblées plénières respectives peuvent adopter des dispositions supplémentaires si elles ne sont pas incompatibles avec celles du règlement intérieur des conférences.

191 6. Les méthodes de travail des Comités consultatifs sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la présente Convention.

ARTICLE 14.

Règlements

192 1. Sous réserve des dispositions de l'article 8, le Règlement général faisant l'objet de l'Annexe 5 à la présente Convention a la même portée et la même durée que celle-ci.

193 2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants, qui lient tous les Membres et Membres associés :

le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique,
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionnel des radiocommunications.

194 (2) Les Membres et Membres associés doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute revision de ces Règlements par des conférences administratives. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.

195 3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement, la Convention prévaut.

ARTICLE 15.

Finances de l'Union

196 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux secrétariats des Comités consultatifs internationaux, aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union;

197 b) aux conférences qui, tenues selon les dispositions des articles 6 et 7 de la Convention, sont convoquées sur décision ou avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union;

198 c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.

199 2. Les dépenses des conférences spéciales visées au numéro 51 qui n'entrent pas dans le cadre du numéro 197, et dont le caractère régional a été déterminé par le Conseil d'administration, après s'être assuré au préalable de l'opinion de la majorité des Membres et Membres associés de la région en cause, sont supportées par tous les Membres et Membres associés de cette région, selon la classe de contribution de ces derniers et éventuellement sur la même base par les Membres et Membres associés d'autres régions ayant participé à de telles confétences.

200 3. Les dépenses des conférences spéciales non visées aux numéros 197 et 199 sont supportées selon leur classe de contribution, par les Membres et Membres associés qui ont accepté de participer ou ont participé à de telles conférences.

201 4. Le Conseil d'administration examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires.

202 5. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et Membre associé selon le tableau suivant :

Classe	de	30	unités	Classe	de	8	unités
»	»	25	»	»	»	5	»
»	»	20	»	»	»	4	»
»	»	18	»	»	»	3	»
»	»	15	»	»	»	2	»
»	»	13	»	»	»	1	unité
»	»	10	»	»	»	½	»

203 6. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

204 7. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

205 (2) Cette décision est notifiée aux Membres et Membres associés par le secrétaire général.

206 (3) Les Membres et Membres associés qui n'auront pas fait connaître leur décision avant la date prévue au numéro 204 seront tenus de contribuer aux dépenses, d'après la classe de con-

tribution choisie par eux sous le régime de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952).

207 (4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

208 (5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution établi conformément aux numéros 204 à 206, ne peut intervenir pendant la durée de validité de la Convention.

209 8. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributuive annuelle calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

210 9. Les sommes dues sont productives d'intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3o)o (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 o)o (six pour cent) par an à partir du septième mois.

211 10. (1) Les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles ils ont accepté de participer ou ont participé.

212 (2) Les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées car le Conseil d'administration.

213 (3) Le montant des contributions est fixé par le Conseil d'administration et sera considéré comme une recette de l'Union. Il porte intérêt conformément aux dispositions fixées par le Conseil d'administration.

214 11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres ou Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

215 12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution par la vente des documents

ARTICLE 16
Langues

216 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

217 (2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.

218 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

219 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et voeux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

220 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont redigés dans les langues de travail de l'Union.

221 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prévus dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles

222 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

223 4. Tous les documents dont il est question aux numéros 219 à 222 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont prévues à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

224 5. (1) Dans les débats des conférences de l'Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, un système efficace d'interprétation réciproque dans les trois langues de travail et dans la langue russe doit être utilisé.

225 (2) Lorsque tous les participants à une séance se déclarent d'accord avec cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux quatre langues ci-dessus.

226 6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 217 et 224 peuvent être employées :

227 a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;

228 b) si une délégation prend elle-même toutes dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 224.

229 (2) Dans le cas prévu au numéro 227, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent intéressé se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

230 (3) Dans le cas prévu au numéro 228, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir d'une des langues indiquées au numéro 224.

CHAPITRE II
Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 17
Ratification de la Convention

231 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires. Les in-

struments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui procédera à leur notification aux Membres et Membres associés.

232 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 13 à 15, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au numéro 231.

233 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au numéro 231 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, ni à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé.

234 3. Après l'entrée en vigueur de cette Convention, conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt au Secrétariat général.

235 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

ARTICLE 18

Adhésion à la Convention

236 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

237 2. L'instrument d'adhésion est adressé par la voi diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union au secrétaire général, qui notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte. L'adhésion prend effet du jour de son dêpot, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement.

ARTICLE 19

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des Membres de l'Union

238 1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations extérieures.

239 2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du numéro 238 est adressée au secrétaire général de l'Union qui la notifie aux Membres et aux Membres associés.

240 3. Les dispositions des numéros 238 et 239 ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'Annexe 1 à la présente Convention.

ARTICLE 20

Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

241 Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 21

Exécution de la Convention et des Réglements

242 1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 50 de la présente Convention.

243 2. Ils doivent, en outre, prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications, qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations pouvant provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays.

ARTICLE 22

Dénonciation de la Convention

244 1. Tout Membre ou Membre associé ayant ratifié la présente Convention, ou y ayant adhéré, a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général de l'Union par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

245 2. Cette dénonciation produit son effet à l' expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

ARTICLE 23

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des Membres de l'Union

246 1. Lorsque la présente Convention a été rendu applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l'article 19, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.

247 2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au numéro 244; elles prennent effet dans les conditions prévues au numéro 245.

ARTICLE 24

Abrogation de la Convention antérieure

248 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, 1952, dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 25

Validité des Règlements administratifs en vigueur

249 Les Règlements administratifs visés au numéro 193 sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables jusqu' au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives compétentes ordinaires et éventuellement extraordinaires.

ARTICLE 26

Relations avec des Etats non contractants

250 1. Tous les Membres et Membres associés se servent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la falculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n' est pas partie à la présente Convention.

251 2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 27

Règlement des différends

252 1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 14, par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

253 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'Annexe 4.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 28

Relations avec les Nations Unies

254 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union international des télécommunications sont définies dans l'Accord dont le texte figure dans l'Annexe 6 à la présente Convention.

255 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus par cette Convention et les Règlements administratifs y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 29

Relations avec des organisations internationales

256 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 30

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

257 Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de la correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspodance, sans priorité ni préférence quelcoque.

ARTICLE 31

Arrêt des télécommunications

258 1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraître dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

259 2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit de couper toute communication télégraphique ou téléphonique privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

ARTICLE 32

Suspension du service

260 Chaque Membre et Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour un temps indéterminé, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et]ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés, par l'intermédiaire du Secrétariat général.

ARTICLE 33

Responsabilité

261 Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommuni-

cations, notamment en ce qui concerne les réclamations visant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 34

Secret des télécommunications

262 1. Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunications employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

263 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure où l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 35

Etablissement, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunications

264 1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

265 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédés les meilleurs adoptés à la suite d'expériences acquises par la pratique, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

266 3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

267 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance des sections de circuits des télécommunications internationales comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 36

Notification des contraventions

268 Afin de faciliter l'application de l'article 21 de la présente Convention, les Membres et les les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 37

Taxes et franchise

269 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 38

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

270 Les services internationaux de télécommunications doivent accorder la priorité absolue aux télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre ou dans les airs, et aux télécommunications épidémiologiques d' urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 39

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat

271 Sous réserve des dispositions des articles 38 et 48 de la présente Convention, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et les conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 40

Langage secret

272 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

273 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux ayant préalablement notifié, par l'intermédiaire du Secrétariat général, qu'ils n' admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondace.

274 3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, en provenance ou à destination de leur propre tierritoire ,doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 32 de la présente Convention.

ARTICLE 41

Etablissement et reddition des comptes

275 1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues, qui exploitent des services internationaux de télécommunications, doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

276 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 275 sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présesente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

277 3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 43 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux Règlements.

ARTICLE 42

Unité monétaire

278 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10]31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 43

Accords particuliers

279 Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitation dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des accords particuliers sur des questions de télécommunications qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces accords ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunications des autres pays.

ARTICLE 44

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales

280 Les Membres et Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunications susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Toutefois, les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V

Dispositions spéciales aux radiocommunications

ARTICLE 45

Utilisation rationnelle des fréquences et de l'espace du spectre

281 Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires.

ARTICLE 46

Intercommunication

282 1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

283 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrés scientifiques, les dispositions du numéro 282 n'empêchent pas l'emploi d'un sustème radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu' elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

284 3. Nonobstand les dispositions du numéro 282, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunications, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 47

Brouillages nuisibles

285 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunications et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

286 2. Chaque Membre ou Membre associé s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation des prescriptions du numéro 285.

287 3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 285.

ARTICLE 48

Appels et messages de détresse

288 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 49

Signaux de détresse, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs

289 Les Membres et Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de lolocaliser et identifier, à partir de leur propre pays, les stations qui émettent ces signaux.

ARTICLE 50

Installations des services de défence nationale

290 1. Les Membres et les Membres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées, de leurs forces navales et aériennes.

291 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse, aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, et les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

292 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'e écution de ces services.

CHAPITRE VI

Définitions

ARTICLE 51

Définitions

293 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définisdans l'Annexe 3 ont le sens qui leur est assigné;

294 b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 14 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

Disposition finale

ARTICLE 52

Mise en vigueur de la Convention

295 La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent soixante et un entre les pays, territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 21 décembre 1959.

Pour l'Afghanistan :
M. A. GRAN M. M. ASGHAR

Pour la République Populaire d'Albanie :
D. LAMANI

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
A. ZAIDAN M. MIRDAD

Pour la République Argentine :
M. R. PICO O. N. CARLI J. A. AUTELLI P. E. COMINO A. J. SENESTRARI M. E. ITURRIOZ

Pour la Fédération de l'Australie :
J. L. SKERRETT

Pour l'Autriche :
N. WENINGER M. KRASSER

Pour la Belgique :
R. VANDENHOVE J. ETIENNE

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :
P. V. AFANASIEV

Pour l'Union de Birmanie :
K. WIN M. LWIN

Pour la Bolivie :
J. CUADROS QUIROGA

Pour le Brésil :
L. O. DE MIRANDA

Pour la République Populaire de Bulgarie :
I. M. TRIFONOV I. PETROV

Pour le Canada :
M. H. WERSHOF

Pour Ceylan :
D. P. JAYASEKARA C. A. R. ANKETELL

Pour la Chine :
T. YU K. LIU S. CHEN T. MIAO

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :
A. STEFANIZZI J. DE RIEDMATTEN

Pour la République de Colombie :
S. QUIJANO C. R. ARCINIEGAS L. RAMIREZ ARANA M. G. VEGA S. ALBORNOZ PLATA V. JIMENEZ SUAREZ

Pour le Congo Belge et Territoire du Ruanda Urundi :
S. SEGALL J. ETIENNE

Pour la République de Corée :
Y. S. KIM N. S. LIM C. W. PAK

Pour Costa Rica :
A. P. DONNADIEU

Pour Cuba :
M. R. BOFILL AGUILAR C. ESTRADA CASTRO M. GONZALEZ LONGORIA

Pour le Danemark :
G. PEDERSEN B. NIELSEN C. B. NIELSEN

Pour la République Dominicaine :
S. E. PARADAS

Pour la République de El Salvador :
A. AMY

Pour l'Espagne :
L. G. LLERA J. GARRIDO

Pour les Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre - Mer :
H. FARAT J. MEYER E. SKINAZI M. N. TSIBA J. AGOH C. RAMANITRA M. BOUQUIN

Pour les Etats Unis d'Amerique :
F. COLT DE WOLF R. H. HYDE

Pour l'Ethiopie :
G. TEDROS B. ADMASSIE

Pour la Finlande :
S. J. AHOLA U. A. TALVITIE E. HEINO

Pour la France :
A. DREVET G. TERRAS L. A. LAMOITIER J. P GASCUEL

Pour Ghana :
E. M. KORAM

Pour la Grèce :
A. LELAKIS A. MARANGOUDAKIS

Pour la République Populaire Hongroise :
J. IVANYI

Pour la République de l'Inde :
M. B. SARWATE M. K. BASU

Pour la République d'Indonésie :
A. SUBARDIO DJOYOADISURYO

Pour l'Iran :
H. SAMIY

Pour la République d'Iraq :
M. A. BAGHDADI I. ELWALI

Pour l'Irlande :
J. A. SCANNELL G. E. ENRIGHT T. P. SEOIGHE

Pour l'Islande :
G. BRIEM S. THORKELSSON

Pour l'Etat d'Israël :
M. E. BERMAN D. HAREVEN M. KAHANY

Pour l'Italie :
A. BERIO F. NICOTERA

Pour le Japon :
K. OKUMURA H. MATSUDA T. HACHIFUJI

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :
A. M. MORTADA

Pour Kuwait :
K. A. RAZZAQ F. GHEITH M. A. ABUALAINAIN

Pour le Royaume du Laos :
T. CHANTHARANGSI G. H. SENGIER

Pour le Liban :
H. OSSEIRAN

Pour le Royaume - Uni de Libye :
K. EL ATRASH

Pour le Luxembourg :
E. RAUS

Pour la Fédération de Malaisie :
B. H. JUBIR SARDON W. STUBBS C. W. LEE

Pour le Royaume du Maroc :
M. AOUAD M. H. NASSER A. BERRADA A. BENKIRANE

Pour le Mexique :
C. NUNEZ A.

Pour Monaco :
C. SOLAMITO R. BICKERT

Pour le Népal :
J. N. SINGHA

Pour le Nicaragua :
A. A. MULLHAUPT

Pour la Norvège :
Sv. RYNNING - TONNESEN L. LARSEN A. STRAND

Pour la Nouvelle - Zélande :
J. B. DARNELL E. S. DOAK

Pour le Pakistan :
M. N. MIRZA

Pour le Paraguay :
S. GUANES B. GUANES W. GARCIA

Pour le Royaume des Pays - Bas :
J. D. H. VAN DER TOORN A. J. EHNLE H. J. SCHIPPERS

Pour le Pérou :
M. DE LA FUENTE LOCKER

Pour la République des Philippines :
J. S. ALFONSO G. CANON F. TRINIDAD A. P. B. FRAGO

Pour la République Populaire de Pologne :
H. BACZKO K. KOZLOWSKI

Pour le Portugal :
H. M. PEREIRA M. A. VIEIRA F. ELOY A. DE SOUSA A. OLIVEIRA BAPTISTA L. GOIS FIGUEIRA

Pour les Provinces portugaises d'Outre - Mer :
A. J. MAGRO J. A. ROGADO QUINTINO A. A. DOS SANTOS

Pour la République Arabe Unie :
M. M. RIAD G. M. MEHREZ A. EL. BARDAI A. S. SAFWAT

Pour la Republique Fédérale d'Allemagne :
R. THIERFELDER O. KIRCHNER

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
V. SENK

Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine :
I.P. LIKSO

Pour la République Populaire Roumaine :
M. GRIGORE B. IONITA P. POSTELNICU

Pour le Royaume - Uni de la Grande - Bretagne et de l'Irlande du Nord, y compris les Iles Anglo - Normandes et l'Ile de Man :
T. C. RAPP W. A. WOLVERSON H. A. DANIELS ELIZABETH M. PERRY

Pour la République du Soudan :
S. HOSSEIN H. I. BESHIR

Pour la Suède :
H. STERKY B. OLTERS S. HULTARE

Pour la Confédération Suisse :
E. WEBER A. WETTSTEIN A. LANGENBERGER F. LOCHER C. CHAPPUIS

Pour la Tchécoslovaquie :
J. MANAK G. VODNANSKY

Pour les Territoires d'Outre - Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume - Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord :
A. H. SHEFFIELD J. BOURN L. W. DUDLEY

Pour la Thailande :
M. CHULLAKESA M. L. O. SIRIVONGS

Pour la Tunisie :
M. MILI

Pour la Turquie :
G. YENAL I. BILGIC A. RIZA HIZAL

Pour l'Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud - Ouest :
J. E. MELLON

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :
I. KLOKOV

Pour la République Orientale de l'Uruguay :
V. POMES A. GALIMBERTI B. BARREIRO

Pour la République de Vénézuéla :
J. A. LOPEZ

Pour la République du Viet - Nam :
NGUYEN-KHAC-THAM NGUYEN-QUANG-TUAN

Pour l'Afrique orientale britannique :
Pour le Gouvernement du Royaume - Uni de la Grande - Bretagne et de l'Irlande du Nord en ce qui concerne l'Afrique Orientale Britannique :
M. W. MANSON R. BOLTON

ANNEXE 1

(voir numéro 4)

Afghanistan.
Albanie (République Populaire d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Fédération de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République Populaire de)
Cambodge (Royaume du)
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo Belge et Territoire du Ruanda - Urundi
Corée (République de)
Costa Rica
Cuba
Danémark
Dominicaine (République)
El Salvador (République de)
Equateur
Espagne
Etats d'Outre - Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre - Mer
Etats - Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Haïti (République d')
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kuwait
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria
Libye (Royaume - Uni de)
Luxembourg
Malaisie (Fédération de)
Maroc (Royaume du)
Mexique
Monaco
Népal
Nicaragua
Norvège
Nouvelle - Zélande
Pakistan
Panama
Paraguay
Pays - Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Provinces espagnoles d'Afrique
Provinces portugaises d'Outre - Mer
République Arabe Unie
République Fédérale d'Allemagne
République Fédérative Populaire de Yougoslavie
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Rhodésie et Nyassaland (Fédération)
Roumaine (République Populaire)
Royaume - Uni de la Grande - Bretagne et de l'Irlande du Nord
Soudan (République du)
Suède
Suisse (Confédération)
Tchécoslovaquie
Territoires des Etats - Unis d'Amérique
Territoires d'Outre - Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume - Uni de la Grande - Bretagne et de l'Irlande du Nord
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud - Ouest
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République Orientale de l')
Vénézuéla (République de)
Viet - Nam (République du)
Yémen

ANNEXE 2

(voir numéro 7)

Afrique occidentale britannique
Afrique orientale britannique
Bermudes - Caraibes britanniques (Groupe des)
Singapore - Bornéo britannique (Groupe)
Territoire sous tutelle de la Somalie sous Administration italienne

ANNEXE 3

(Voir article 51)

Définition de termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

300 Administration : Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunicat'ons et des Règlements y annexés.

301 Exploitation privée : Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunicsations destinée à assurer un service de télécommunications international ou qui est susceptible de produire des brouillages nyisibles à un tel service.

302 Exploitation privée reconnue : Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 21 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel est /installé le siège social de cette-exploitation ou par le Membre ou Membre asso

cié qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunications sur son territoire.

303 Délégué : Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

304 Représentant : Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

305 Expert : Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

306 Observateur : Personne envoyée par :

—les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 28 de la Convention;

—une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence;

—le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence spéciale de caractère régional conformément aux dispositions de l'article 7 de la Convention.

307 Délégation : Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent au domaines des télécommunications.

308 Télécommunication : Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

309 Télégraphe : Système de télécommunications qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règleglement des radiocommunications, le terme «télégraphie», signifie, sauf avis contraire, «un système de télécommunications assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'uh code de signaux».

310 Téléphonie : Système de télécommunications établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

311 Radiocommunication : Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

312 Radio : Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

313 Brouillage nuisible : Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité (1) ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunications fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

314 Service international : Service de télécommunications entre bureaux ou stations de télécommunications de toute nature, qui sont dans des pays différents ou appartiennent à des pays différents.

315 Service mobile : Service de radiocommunications entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

316 Service de radiodiffusion : Service de radiocommunications dont les émissions sont destinése à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision, ou d'autres genres d'émissions.

317 Correspondance publique : Toute télécommunication qui les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

318 Télégramme : Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

319 Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat : Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après;

—chef d'un Etat;

—chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;

—chef d'un territoire ou chef d'un territoire compris dans un groupe de territoires Membre ou Membre associé;

—chef d'un territoire sous tutelle ou sous mandat, soit des Nations Unies, soit d'un Membre ou Membre associé;

—commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

—agents diplomatiques ou consulaires;

—secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;

—Cour internationale de Justice de La Haye.

320 Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

321 Télégrammes privés : Télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

322 Télégrammes de service : Télégrammes échangés entre :

a) les administrations;

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues;

d) les administrations et les exploitations privées reconnues, d'une part, et le secrétaire général d'autre part,

---

1. On considère comme service de sécurité tout service radioélectricue exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

ANNEXE 4

(voir article 27)

Arbitrage

400 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

401 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

402 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent être ni des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

403 4. Si l'arçitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

404 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause en cause désigne un arbitre.

405 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 403 et 404.

406 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 402 et qui. de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général de l'Union procède alors à un tirage au/sort pour désigner le troisième arbitre.

407 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de l'Union de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

408 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

409. 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

410 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a exposées à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

411 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

ANNEXE 5

Règlement général annexé à ba Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPITRE 1

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires en cas de participation d'un gouvernement invitant

500 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

501 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

502 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

503 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

504 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce sernier, peut inviter les institutions spécialisées qui sont en rapport avec l'Organisation des Nations Unies et qui admettent réciproquement la représentation de l'Union à leurs réunions, à envoyer des observateurs pour pârticiper aux conférences avec voix consulairetative.

505 5. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

506 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

507 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 307 de l'Annexe 3 à la Convention;

508 b) les observateurs des Nations Unies;

509 c) les observateurs des institutions spécialisées, conformément au numéro 504.

CHAPITRE 2

Invitation et admission aux conférences administratives en cas de participation d'un gouvernement invitant

510 1. (1) Les dispositions des numéros 500 à 505 sont applicables aux conférences administratives.

511 (2) Toutesfois, en ce qui concerne les conférences administratives extraordinaires et les conférences spéciales, le délai pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois.

512 (3) Les Membres et Membres associés de l' Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

513 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qyui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer aux travaux de la conférence à titre consultatif.

514 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

515 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes, et la décision d'admission est prise par la conférence elle—même.

516 3. (1) Sont admis aux conférences administratives :

les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 307 de l'Annexe 3 à la Convention;

517 b) les observateurs des Nations Unies;

518 c) les observateurs des institutions spécialisées conformément sau numéro 504;

519 d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 513 à 515;

520 e) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent;

521 f) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions prévues au numéro 506.

522 (2) En outre sont admis aux conférences spéciales de caractère régional les observateurs des Membres et Membres associés qui n'appartiennent pas à la région intéressée.

CHAPITRE 3

Dispositions particulières aux conférences qui se réunissent sans la participation d'un gouvernement invitant

523 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans la participation d'un gouvernement invitant, les dispositions des chapitres 1 et 2 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération Suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

CHAPITRE 4

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

524 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs proposition relatives aux travaux de la conférence.

525 2. Toute proposition présentée dont l'adoption entraîne la revision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références permettant d'identifier par numéro de chapitre, d'article ou de paragraphe les parties du texte qui appellent cette revision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

526 3. Le secrétaire général réunit et coordone les propositions reçues des administrations et des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir à tous les Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

CHAPITRE 5

Pouvoirs aux conférences

527 1. (1) La délégation envoyée par un Membre de l'Union pour participer à une conférence doit être dûment accréditée en vue d'exercer son droit de vote et être munie des pouvoirs nécessaires pour signer les Actes finals.

528 (2) La délégation envoyée à une conférence par un Membre associé doit être dûment accréditée pour participer aux travaux, conformément au numéro 16.

529 2. Pour les Conférences de plénipotentiaires :

(1) a) les délégations sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères;

530 b) elles peuvent cependant être provisoirement accréditées par le chef de la mission diplomatique auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence;

531 c) toute délégation représentant un territoire sous tutelle, au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention, conformément à l' article 20, doit être habilitée par le secrétaire général des Nations Unies.

532 (2) En vue de signer les Actes finals de la Conférence, les délégations doivent être munies de pleins pouvoirs signés par les autorités désignées au numéro 529. Les pouvoirs adressés par télégramme ne sont pas acceptables.

533 3. Pour les conférences administratives :

(1) les dispositions des numéros 529 à 532 sont applicables;

534 (2) indépendamment des autorités mentionnées au numéro 529, le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence peut accréditer une délégation et la munir de pouvoirs l'habilitant à participer aux travaux et à signer les Actes finals.

535 4. Une commission spéciale est chargée de vérifier les pouvoirs de chaque délégation; elle formule ses conclusions dans le délai spécifié par l'assemblée plénière.

536 5. (1) La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dès l'instant où elle commence à participer aux travaux de la conférence.

537 (2) Toutefois, une délégation n'aura plus droit de vote à partir du moment où l'assemlée

plénière estime que ses pouvoirs ne sont pas en règle et tant que la situation ne sera pas régularisée.

538 6. En règle générale, les pays Membres doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l' Union leurs propres délégations. Néanmoins, si pour des raisons exceptionnelles, un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut accréditer la délégation d'un autre Membre de l'Union et donner à cette dernière le pouvoir d' agir et de signer en son nom.

539 7. Une délégation dûment accréditée peut donner mandat à une autre délégation dûment accréditée d'exrcer son droit de vote au cours d' une ou de plusiers séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. Dans ce cas, elle doit en informer le président de la conférence.

540 8. Dans tous les cas prévus aux numéros 538 et 539, une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

CHAPITRE 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives extraordinaires à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition de Conseil d'administration

541 1. Les Membres de l'Union désirant qu'une conférence administrative extraordinaire soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la convocation.

542 2. Le secrétaire général, au reçu de vingt requêtes concordantes, transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

543 3. Si la majorité des Membres se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

544 4. (1) Si la proposition acceptée tend à rénir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

545 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

546 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

547 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 3 sont applicables.

548 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres ,le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive sur le ou les points controversés.

549 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres.

550 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative extraordinaire est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7

Procédure pour la convocation de conférences administratives spéciales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition su Conseil d'administration

551 1. Les dispositions du chapitre 6 sont intégralement applicables aux conférences spéciales mondiales.

552 2. Dans le cas des conférences spéciales régionales, la procédure prévue au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

CHAPITRE 8

Dispositions communes à toutes les conférences
Changement de date et de lieu d'une conférence

553 1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu ou l'un des deux seulement, de la réunion d'une conférence. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés s'est prononcée en leur faveur.

554 2. Tout Membre ou Membre associé qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui d'autres Membres et Membres associés au nombre requis.

555 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 542, les conséquences financières probables résultant du changement de lieu ou du changement de date, par example lorsque des dépenses ont été faites pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 9

Règlement intérieur des conférences

ARTICLE 1

Ordre des places

556 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 2

Inauguration de la conférence

557 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle sera préparé l'ordre du jour de la première assemblée plénière.

558 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 559 et 560.

559 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant

560 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

561 3. (1) A la première séance de l'assemblée plénière, il est procédé à l'élection du préside qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

562 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la propo-sition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 557.

563 4. La première plénière procède également à :

a) l'élection des vice-présidents de la conférences;

564 b) la constitution des commissions de la conférence et l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

565 c) la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel de l'administration du gouvernement invitant.

ARTICLE 3

Prérogatives du président de la conférence

566 1. Outre l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées par le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de l'assemblée plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

567 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances de l'assemblée plénière. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d' une séance. Il peut aussi d'ajourner la convocation d'une a ssemblée ou d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

568 3. Il protége le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

569 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

ARTICLE 4

Institution des commissions

570 1. L'assemblée plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

571 2. Les commissions et sou-commissions ne constituent des sous-commissions et des groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

ARTICLE 5

Commission de contrôle budgétaire

572 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, l'assamblée plénière nomme une commission de contrôle budgétaire, chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des Membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, en cas de participation d'un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

573 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à l'assamblée plénière un état provisoire des dépenses déjà encourues. L'assemblée plénière en tient compte, afin de décider si les progrés réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

574 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à l'assemblée plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses effectuées à la clôture de la conférence ou réunion.

575 4. Après avoir été examiné et approuvé par l'assemblée plénière, ce rapport est transmis, avec les observations de l'assemblée plénière, au secrétaire général, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

ARTICLE 6

Composition des commissions

576 1. Conférences de plénipotentiaires :

Les commissions sont compsées des délégués des Membres et Membres associés et des observateurs prévus aux numéros 508 et 509, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

577 2. Conférences administratives :

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 517 à 520, qui en ont fait le demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

ARTICLE 7

Rapporteurs. Présidents et vice-présidents des sous-commissions

578 Le président de chaque commission propose à sa commission la nomination des rapporteus et le choix des présidents, voce-présidents et rapporteurs des sous-commissions qu'elle institue.

ARTICLE 8

Convocation aux séances

579 Les séances de l'assemblée plénière, des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au siège de la conférence.

ARTICLE 9

Propositions soumises avant l'ouverture de la conférence

580 Les propositions soumises avant l'ouverture de la conférence sont réparties par l'assemblée plénière entre les commissions compétentes, constituées confotmément aux dispositions de l'article 4 du présent règlement. Toutefois, l'assemblée plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

ARTICLE 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférônce

581 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence seront remis au président de la conférence ou au président de la commission compétente selon le cas, ou bien ou bien au secrétariat de la conférence en vue de la publication et de la distribution comme document de conférence.

582 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

583 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

584 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

585 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis par écrit pour publication et distribution dans les conditions prévues au numéro 581.

586 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée plénière doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

587 (3) En outre, le président de la conférence qui reçoit les propositions ou les amendements visés au numéro 581, doit les aiguiller, selon le cas, vers les commissions compétentes ou l'assemblée plénière.

588 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander qu'il soit donné lecture en séance plénière de toute proposition ou amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

ARTICLE 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

589 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

590 2. Toute proposition ou amendement dument appuyé doit être, après discussion, mis au vote.

ARTICLE 12

Propositions ou amendements omis ou différés

591 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté doit veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

ARTICLE 13

Conduite des débats en assemblée plénière

592 1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance d'assemblée plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentées ou treprésentées à la séance.

593 2. Ordre de discussion

(1) Les personnes désirant prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

594 (2) Toute personne ayant la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaire pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée,.

595 3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision du président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si elle n'est pas annulée par la majorité des délégations présentes et votant.

596 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

597 4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 595 et 596 est le suivant :

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

598 b) suspension de la séance;

599 c) levée de la séance;

600 d) ajournement du débat sur la question en discussion;

601 e) clôture du débat sur la question en discussion;

602 f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

603 5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole

est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

604 6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion est suivie d'un débat, seuls trois orateurs, outre l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, l'un en faveur de la motion et deux contre.

605 7. Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture après, quoi la motion est mise aux voix.

606 8. Limitation des interventions

(1) L'assemblée plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

607 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

608 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

609 9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à tout discours prononcé, même après la clôture de la liste.

610 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

611 10. Question de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

612 11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise soit par la délégation auteur de l'amendement soit par toute autre délégation.

ARTICLE 14

Droit de vote

613 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer aux travaux de la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2 de la Convention.

614 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

ARTICLE 15

Vote

615 1. Définition de la majorité

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

616 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

617 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

618 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

619 2. Non-participation au vote

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes, en vue de la détermination du quorum dans le sens du numéro 592, ni comme s'étant abstenues, pour l'application des dispositions du numéro 621 du présent article .

620 3. Majorité spéciale

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité nécessaire est fixée par l'article 1 de la Convention.

621 4. Plus de cinquante pour cent d'abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

622 5. Procédures de vote

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro 625, les procédures de vote sont les suivants :

623 a) à main levée, en règle générale;

b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

624 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

625 6. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

626 7. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

627 8. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégation qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

628 9. Vote d'une proposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation

de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

629 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

630 10. Ordre de vote des propositions relatives à une même question.

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

631 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

632 11. Amendements.

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification comportant uniquement une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la revision d'une partie de cette proposition.

633 (2) Tout amendement à une proposition accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

634 (3) Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle se révèle incompatible avec la proposition initiale.

635 12. Vote sur les amendement

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, il est voté en premier lieu sur cet amendement.

636 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, il est voté en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original, il est ensuite voté sur celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

637 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même aux voix.

638 (4) Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

ARTICLE 16.

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

639 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues par l'article 3 au président de la conférence.

640 2. Les dispositions prévues à l'article 13 pour la conduite des débats en assemblée plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

641 3. Les dispositions prévues à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions, sauf dans le cas du numéro 620.

ARTICLE 17.

Réserves

642 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

643 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la revision des Règlements, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

ARTICLE 18,

Procès-verbaux des assemblées plénières

644 1. Les procès-verbaux des assemblées plénières sont établis par le secrétariat de la conférence qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examiné

645 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations intéressées peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

646 3. (1) En règle générale, les procès - verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi consise que possible.

647 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso, de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-meme le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

648 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numero 647, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

ARTICLE 19.

Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

649 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

650 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 647.

651 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se rèfére l'alinéa-ci-dessus.

652 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de

leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent, sous une forme consise, les rpopositions et les conclusions qui, résultent des études qui leur ont été confiées.

ARTICLE 20

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

653 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance d'assemblée plénière, ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procés-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

654 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

655 2. (1) Le procès-verbal de la dernière assemblée plénière est examiné et approuvé par le président de cette assemblée.

656 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

ARTICLE 21

Commission de rédaction

657 1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions, en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens, et de les assembler avec les textes anciens non amendés.

658 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à l'assemblée plénière de la conférence qui les approuve ou les renvoie pour nouvel examen, à la commission compétente.

ARTICLE 22

Numérotage

659 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à revision sont conservés, jusqu'à première lecture en assemblée plénière. Les textes ajoutés prennent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif en y ajoutant «a», «b», etc...

660 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture

ARTICLE 23

Approbation définitive

661 Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par l'assemblée plénière.

ARTICLE 24

Signature

662 Les textes définitivement approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pleins pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 25

Communiqués de presse

663 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents.

ARTICLES 26

Franchise

664 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d' administration, les hauts fontionnaires des organismes permanents de l'Union et le personnel du Secrétariat de l'Union détachés à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et avec les exploitations privées reconnues intéressées

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10

Dispositions générales

665 1. Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complétent l'article 13 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des Comités consultatifs internationaux.

666 2. (1) Les Comités consultatifs doivent également observer, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences conténu dans la première partie du Règlement général.

667 (2) En vue de faciliter les travaux de son Comité cosultatif, chaque assemblée plénière peut adopter des dispositions additionnelles si elles ne sont pas incompatibles avec celles du Règlement intérieur des conférences. Ces dispositions additionnelles sont publiées sous forme de résolution dans les documents de l'assemblée plénière.

CHARITRE 11

Conditions de participation

668 1. (1) Les membres de chque Comité consultatif international sont :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

669 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce comité.

670 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

671 2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre cosultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

672 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demende; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le rséultat de cette consultation à la connaissance detous les Membres et Membres associés et du directeur du Comité consultatif intéressé.

673 3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunications ou à l'étude ou à la fabrication de matériels destinés aux services de télécommunications, peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations despays intéressés.

674 (2) La première demande d'admission aux séances des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel, est adressé au directeur de ce Comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

CHARITRE 12

Rôle de l'assemblée plénière

L'assemblée plénière :

675 a) examine les rapports des commissions d' études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

676 b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions du numéro 180 et, si besoin est, établit un programme d'études;

677 c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles;

678 d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

679 e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

680 f) approuve un rapport sur les besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, rapport qui sera soumis au Conseil d' administration;

681 g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 13 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHARITRE 13

Réunions de l'assemblée plénière

682 1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans à la date et au lieu fixés

683 par l'assemblée plénière précédente.

2. La date d'une réunion de l'assemblée plénière peut être modifiée avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui avaient participé à l'assemblée plénière précedente ou qui, n'ayant pas participé à cette assemblée, ont néanmoins fait savoir au secrétaire général leur intention de prendre une part active aux travaux du Comité.

684 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice—présidents élus par l'assemblée plénière.

685 4. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce Comité, avec, si cela est nécessaire, le councours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du Sécrétariat général.

CHARITRE 14

Langues et mode de votation des assemblés plénières

686 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles prévues à l'article 16 de la Convention.

687 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procés-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

688 2. Les Membres qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numéros 14 et 232. Toutefois, lorsqu' un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix.

CHARITRE 15

Constitution des commissions d'études

689 1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions des numéros 671 et 672, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, donnent leur nom soit à la réunion de l'assemblée pléniére, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

690 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 673 et 674, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commission d' études.

691 3. L'assemblée plénière nomme le rapporteur principal qui doit présider chacune de ces commissions d'études et un vice-rapporteur principal. Si dans l'intervalle de deux réunions de l' assmblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit, au cours de sa réunion sui-

vante, parmi ses membres, un nouveau vice-rapporteur principal. Elle élit de même un nouveau vice-rapporteur principal si, au cours de cette même période, le vice-rapporteur principal n'est plus en mesure d'exercer ses fronctions.

CHARITRE 16

Traitement des affaires des commissions d'études

692 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont normalement traitées par correspondance.

693 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des reunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

694 (2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'essemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n' ont pu être traitées par correspondance, le rapporteur peut, avec l'autorisation de son administration et aprés consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant comte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

695 3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux, présidents des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu, pendant la même période.

696 4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et éventuellement, aux organisations internationales qui auront participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils leur parviennent au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée. plénière. II peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant la réunion de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblèe plénière.

CHARITRE 17

Fonctions du directeur. Secrétariat spécialisé

697 1. (1) Le directeur d'un Commité consultatif coordone les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité consultatif.

698 (2) II a la garde des archives de Comité.

699 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spésialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

700 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, laboratoires et installations techniques d'un Comité consultatif relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général.

701 2. Le ditecteur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

702 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. II prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

703 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière de l'activité du Comité consultatif, depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

704 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente aux fins d'information du Conseil et des Membres et Membres associés de l'Union.

705 6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière un rapport sur les besoins financiers du Comité consultatif jusqu' à la prochaine assemblée plénière; ce rapport, après approbation par l'assemblée, est transmis au secrétaire général qui le soumettra au Conseil d'administration.

706 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dèpenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur le rapport relatif aux besoins financiers du Comité approuvé par l'assemblée plénière.

707 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités d'Assistance technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

CHARITRE 18

Propositions pour les conférences administratives

708 1. Conformément au numéro 181 les Comités consultatifs peuvent formuler des propositions de modification des Règlements visés au numéro 193.

709 2. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 526.

CHARITRE 19

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales

710 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

711 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs

principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d' études des deux Comités consultatifs, en vue d' étudier et de préparer des projets d' avis sur des questions d' intérêt commun. Ces projets d' avis sont soumis à la prochaine réunion de l' assembée plénière de chacun des Comités consultatifs.

2. L' assembée plénière ou le directeur d' un Comité consultatif peut inviter un représentant de ce Comité pour assister, à titre consultatif aux réunions de l' autre Comité consultatif ou aux réunions d' autres organisations internationales auxquelles ce Comité consultatif a été invité.

713 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire géneral, le président du Comité international d'entregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à litre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n' a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

ANNEXE 6

(voir article 28)

Accord entre l'organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

PRÉAMBULE

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internatlonale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ciaprés «l'Union», comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conforme à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu' elle s' est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, aprés s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunications.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commission et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemlée générale, du Conseil économique et social et des ses commissions, et du Conseil de tutelle. selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront dostribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrîra à l' ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes generaux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe appropprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l' Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L' Union convient d' entrer en consultation avec l' Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaitre en temps voulu, à l' Organisation des Nations Unies, les mesures qu' auront prises l' Union ou ses Mrmbres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L' Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activites des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous rensei-

gnements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent :

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) Le Secrétaire général des Nations Unies procèdera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignement qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l' assistance qu' il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenants pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII

Relations avec la Cour internationale de Justice.

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son Statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compètence autres que les questions consernant les relations multuelles de l'Union avec l'Orga nisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d' une autorisation de la Conférence plénipotentiare.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

ARTICLE VIII

Dispositions concernant le personnel

L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible. l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisation internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l' Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiquess, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l' Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l' Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu' il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports scéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d' autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépences de la manière la plus équitable possible.

2. L' Organisation des Nations Unies et l' Union se consulteront également pour prendre les dipositions qu' elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administatifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l' Union.

ARTICLE XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d' utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l' Union.

ARTICLE XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qut peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

ARTICLE XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

ARTICLE XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu' il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraitront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII

Revision

Cet accord sera sujet à revision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d' un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. La présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la désicion de l'Union.

PROTOCOL FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications . Genève, 1959

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959 :

I

Pour la Rèpublique Argentine:

La délégation argentine déclare :

La Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) dispose au numéro 4 qu'est Membre de l'Union tout pays ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 1. Cette Annexe 1 mentionne, à cet effet, les «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord».

Le Gouvernement précité a coutume d'inclure dans cet ensemble le territoire qu'il dénomme les «Iles Falkland et leurs dépendances», acte qui se reflète dans les documents officiels publiés par l'Union internationale des télécommunications. Pour cette raison la délégation argentine déclare formellement que ce fait ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de l'Argentine sur les îles dont il s'agit. Le Royaume-Uni occupe ces îles en vertu d'un acte de force que n'a jamais accepté le Gouvernement argentin, lequel réaffirme les droits imprescriptibles et inaliénables de la République et déclare que les Iles Malouines, les Iles Sandwich du Sud, les Iles de la Géorgie du Sud et les îles comprises dans le secteur antarctique argentin ne sont ni colonie, ni possession d'aucune nation et que faisant partie intégrante du territoire argentin, elles appartiènnent à son domaine national et relèvent de sa souveraineté.

La déclaration ci-dessus doit être considérée comme s'appliquant également à toute autre citation du même ordre qui serait incluse dans la Convention ou ses Annexes.

II

Pour le Canada :

En signant la Convention iàternationale des télécommunications (Genève, 1959), le Canada se réserve de ne pas accepter le numéro 193 de la dite Convention. Le Canada reconnaît les obligations du Règlement des radiocommunications, du Règlement télégraphique et, moyennant une réserve, du Règlement additionnel des radiocommunications, tous trois annexés à ladite Convention, mais il n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique.

III

Pour la Chine :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, de même qu'à Atlantic City et Buenos Aires, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence, et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves soumises à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, faites par des Membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente Convention, la République de Chine n' accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), ni d'aucune protocole s'y rapportant.

IV

Pour le Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), le Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi déclare formellement se réserver le droit de ne respecter l'article 3 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959) que dans la mesure où l'application des dispositions de cet article permettra de donner satisfaction aux besoins indispensables de leur radiodiffusion intérieure.

V

Pour Costa Rica :

La délégation de la République de Costa Rica déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou non les conséquences des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à cette Conférence et qui pourraient entraîner une augmentation de la quote-part contributive de Costa Rica aux dépenses de l'Union

VI

Pour Cuba :

En signant la présente Convention au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Réglement additionnel des radiocommunications cités à l'article 14 de ladite Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

VII

Pour la République de El Salvador :

A

Le Gouvernement de la République de El Salvador se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires ou utiles pour protéger ses intérêts au cas où un Membre ou un Membre Associé ne contribuerait pas aux dépenses de l'Union ou formulerait des réserves de nature à accroître la quote-part des dépenses qu'il assume dans le budget de l'Union.

B

En signant la présente Convention au nom de la République de El Salvador, le délégué soussigné réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou non les obligations découlant du Règlement téléphonique et celles découlant du Règlement aditionnel de Radiocommunications mentionnés à l'article 14 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

VIII

Pour les Etats Unis d'Amérique :

La signature de la présente Convention pour et au nom des Etats-Unis d'Amérique vaut aussi conformément à la procédure constitutionnelle, pour tous les Territoires des Etats—Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant

le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 14 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

IX

Pour la Grèce :

La délégation Hellénique déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

X

Pour la République de l'Inde :

1. En signant les Actes finals de la Conférence internationale des télécommunications, Genève, 1959, la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à la présente conférence.

2. La délégation de la République de l'Inde déclar que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d'accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'article 14 de la Convention.

3. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'article 14 de la Convention, si un pays quelconque fait des réserves et)ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XI

Pour la Rèpublique d'Indonésie :

Etant donné que, aux termes de sa constitution. Itian Barat (Nouvelle Guinée occidentale) fait partie intégrante de la République d'Indonésie, la Délégation de l'Indonésie à la Conférence de plénipotentiaires et à la Conférence administrative des radiocommunications, Genève, 1959, déclare formellement que sa signature au bas de cette Convention et du Règlement des radiocommunications n'implique aucunement qu'elle accepte que le nom de Irian Barat (Nouvelle Guinée) soit précédé du mot«Pays-Bas» dans les documents de l'Union et dans le Règlement des radiocommunications ainsi que dans leurs annexes et appendices.

XII

Pour l'Etat d'Israël :

La délégation de l'Etat d'Israël ne peut pas accepter les réserves faites par les délégations du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de Kuwait, du Liban, du Royaume Uni de Libye, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie en ce qui concerne Israël et réserve le droit de son Gouvernement de prendre les mesures appropriées qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder les ihtérêts de l'Etat d'Israël dans l'application de la présente Convention et des Règlements qui y sont annexés, dans la mesure où cette application intéresse les Membres susmentionnés.

XIII

Pour le Japon :

Le Japon se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XIV

Pour le Royaume des Pays-Bas :

La délégation du Royaume des Pays-Bas déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration formulée officiellement par la délégation de la République d'Indonésie, pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement des Pays-Bas sur le territoire non autonome de la Nouvelle-Guinée néerlandaise,.

La dénomination de «Nouvelle-Guinée néerlandaise» est constitutionnellement correcte : elle est formellement reconnue comme telle, et appliquée par le Secrétariat des Nations Unies.

XV

Pour la République des Philippines :

En signant la présente Convention, la République des Philippines déclare formellement qu'elle ne peut, actuellement, accepter d'être liée par les Règlements téléphonique et télégraphique visés au numéro 193 de ladite Convention.

XVI

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

La délégation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté sur les Iles Falkland et leurs dépendances et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont l'ensemble constitue le Membre de l'Union connu jusqu'ici sous le nom de «Colonies, Protectorats Territoires d'Outre-Mer et territoires sous mandat ou tutelle ele du Royame-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord» au nom duquel le Royaume-Uni de la Grande -Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré à la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires 1952), le 16 novembre 1953 et qui, dans la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), est désigné de la façon suivante : «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord».

XVII

Pour la République Tchècoslovaque :

La délégation tchécoslovaque déclare, au nom du Gouvernement de la République Tché-

coslovaque, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XVIII

Pour la Turquie :

La délégation de la Turquie déclare que le Gouvernement de la République de Turquie ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la présente Conférence.

XIX

Pour l'Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest déclare que la signature de la présente Convention par l'Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest est donnée sous-réserve que l'Union de l'Afrique du Sud et territoire de l'Afrique du Sud-Ouest n'accepte pas d'être liée par le Règlement téléphonique visé à l'article 14 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

XX

Pour la République de Vénézuéla :

En signant la présente Convention, la délégation, la de la République de Vénézuéla déclare au nom de son Gouvernement qu'elle maintient les réserves formulées au sujet du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) ainsi qu'au sujet du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

XXI

Pour l'Afghanistan, la République Argentine, la Belgique, la République de Colombie, le Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi, le Danemark, l'Espagne, les Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer, la France, le Mexique, Monaco, la Norvège. le Paraguay le Pérou, le Portugal, les Provinces portugaises d'Outre-Mer, la République Fédérale d'Allemagne. la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, la Suède et la Suisse :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu' elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXII

Pour la République Populaire d'Albanie, la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Populaire Roumaine, la République Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kai-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine, est illégale, car les représetants légitimes de la Chine ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

XXIII

Pour la République Populaire d'Albanie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Populaire Roumaine et la République Tchécoslovaque :

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), les délégations des pays suivants : République Populaire d'Albanie. République Populaire de Bulgarie, République Populaire Hongroise, République Populaire de Pologne, République Populaire Roumaine, République Tchécoslovaque, déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XXIV

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, Kuwait, le Liban, le Royaume-Uni de Libye, le Royaume du Maroc, la République d'Arabe Unie, la République du Soudan et la Tunisie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXV

Pour l'Autriche et l'Italie :

L'Autriche et l'Italie se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles estimeront nécessaires pour assurer leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés ne contribuent pas aux dépenses de l'Union sur la base des dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) et si les réserves d'autres pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

XXVI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

En signant la présente Convention, les délégations de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent formellement maintenir les réserves relatives au Règlement des radiocommunications que leurs Gouverne-

ments avaient formulées en ratifiant la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952).

XXVII

Pour le Ghama, la République de Guinée et l'Iran:

Les délégations des pays mentionnés ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils estimeront nécessaires pour protéger leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

XXVIII

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie et la République Arabe Unie :

Les délégations du Royaume Hachémite de Jordanie et de la République Arabe Unie déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'elles n'approuvent pas le numéro 42 ni le numéro 97, qui autorisent le Conseil d'administration à conclure au nom de l'Union des accords avec des organisations internationales. Leurs pays ne seront liés par aucun de ces accords qu'ils considéreront comme contraires à leurs intérêts.

XXIX

Pour la Fédération de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la République des Philippines, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :

Les délégations des pays mentionnés- dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts au cas ou certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs propres services de télécommunications

---

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, hcinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 21 décembre 1959.

Suivent les mêmes signatures que eour la Convention

PROTOCOLES ADDITIONNELS

à la

Convention internationale des télécommunications Genève, 1959

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959 :

I

PROTOCOLE

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés envue du choix de leur clase de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra avant le 1er juillet 1960, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant au numéro 202 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

2. Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1960, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Buenos Aires.

II

PROTOCOLE

Dépenses de l'Union pour la période 1961 à 1965

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles

—du Conseil d'administration
—du Secrétariat général
—du Comité international d'enregistrement des fréquences
—des secrétariats des Comités consultatifs internationaux
—des laboratoires et installations techniques de l'Union

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1961 et suivantes jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires de l'Union :

11.000.000 francs suisses pour l'année 1961
11.500.000 francs suisses pour l'année 1962
11.500.000 francs suisses pour l'année 1963
11.845.000 francs suisses pour l'année 1964
12.200.000 francs suisses pour l'année 1965

Pour les années postérieures à 1965, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3% chaque année la somme fixée pour l'année précédente. Dans ces sommes devront être compris les montants versés à titre de location du nouvel immeuble de l'Union.

2. Toutefois, dans des cas tout à fait exceptionnels, le Conseil d'administration est autorisé à disposer de crédits ne dépassant pas de 3% au maximum les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus. En pareil cas, le Conseil d'administration devra predre une résolution dans laquelle seront indiquées les raisons précises ayant motivé cette mesure.

3. Le Conseil est autorisé également à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour tenir compte :

3.1. des augmentations des échelles de traitement, des contributious au titre des pensions ou indemnités, y compris les inde-

mnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève; et

3.2. des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar U.S. qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

4. En vue du déménagement des services de l'Union vers le nouvel immeuble qui leur est destiné, le Conseil d'administration pourra inscrire au budget une dépense supplémentaire spéciale d'un montant maximum de 715.000 francs suisses. Les Membres et Membres associés de l'Union seront tenus de participer à cette dépence selon les classes de contribution qu'ils ont choisies conformément à l'article 15 de la Convention.

5. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 197 et 198 de la Convention jusqu'à un montant maximum de 13.189.000 francs suises pour la période de cinq ans comprise entre 1961 et 1965.

5.1. Durant les années 1961 à 1965, le Conseil d'administration, compte tenu, éventuellement, des dispositions de l'alinéa 5.3. ci-dessous, s'efforcera de maintenir ces dépenses dans la limite des montants suivants :

780 000 francs suisses pour l'année 1961
1 184 000 francs suisses pour l'année 1962
4 000 000 francs suisses pour l'année 1963
3 225 000 francs suisses pour l'année 1964
4 000 000 francs suisses pour l'année 1965

5.2. La dépense prévue pour 1965 sera réduite de :

–1.000.000 francs suisses si aucune conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1965, et de

–2.120.000 francs suisses si aucune conférence administrative ordinaire des radiocommunications ne se réunit cette même année 1965.

Si la conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1965, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1965, les créditr qu'il jugera opportum d'affecter au titre des dépenses afférentes aux conférences et aux réunions prévues aux numéros 197 et 198 de la Convention.

5.3. Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées aux alinéas 5.1. et 5.2. ci-dessous, si ce dépassement peut être compensé par des crédits :

–demeurés disponibles sur une année précédente, ou

–à prélever sur une anné future.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1, 4 et 5 ci-dessus.

7. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives et les assemblées plénières des Comités consultatifs devront avoir une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

9. Il ne sra donné suite à aucune décision d' une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif ayant pour consequence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 5 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 7.

III

PROTOCOLE

Limites des dépenses ordinaires
Budget ordinaire de l'Union pour 1960

1. Au cours de sa session ordinaire de 1960, le Conseil d'administration établira le budget de l'Union pour 1960 dans sa forme définitive et en restant dans les limites d'une somme totale de neuf millions de francs suisses correspondant aux dépenses :

- du Conseil d'administration,
- du Secrétariat général,
- du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,
- des laboratoires et installations techniques de l'Union, à l'exclusion des sommes prélevées sur le Fonds de réserve du C.C.I.T.T.

2. Pour l'infirmation du Conseil d'administration, il est indiqué que la somme de neuf millions de francs suisses a été établie de la façon suivante :

	Francs suisses	Francs suisses
2.1. Total des dépenses proposées par le Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires dans l'annexe 8 à son rapport (non compris l'Assistance technique)...		7.483.000
moins :		
a) Somme prévue pour le deuxième poste de secrétaire général adjoint	90.000	
b) Somme prévue pour le personnel supplémentaire que demandait l'I.F.R.B., en plus de l'effectif approuvé de 86 fonctionnaires	154.000	
c) Dépenses actuelles des circulaires de l' I.F.R.B à imputer au budget des publications	115.000	359.000
soit		7.124.000
2.2. Sommes proposées par le secrétaire général par intérim au toitre des frais divers indiqués dans l'annexe au document no 339 de la Conférence (page 7)		101.000
2.3. Augmentation des crédits pour le Conseil d'administration et l'utilisation de la langue russe (pour une session de 5 semaines)		117.000
2.4. Extension de la vérification externe des comptes		5.000
2.5. Expertise sur le fonctionnement des secrétariats de l'Union.. ...		15.000
2.6. Augmentation de l'allocation de cherté de vie au personnel retraité		17.000
2.7. Intégration du personnel temporaire du service offset dans les cadres du personnel permanent..		48.000
2.8. Application au personnel de l'Union des conditions du régime commun des Nations Unies à partir du 1er janvier 1960 (coût net)..		500.000
A reporter :		7.927.000

	Francs suisses
Report :	7.927.000
2.8. Besoins de l'I.F.R.B. en ce qui concerne les tâches supplémentaires qui lui incomberont à la la suite des décisions prises par la Conférence de plénipotentiaires et la Conférence administrative des radiocommunications.....	800.000
2.10. Dépenses supplémentaires pour le Secrétariat général résultant du point 2.9.....	44.000
2.11. Frais de déménagement et autres dépenses résultant de la nomination d'un secrétaire général, d'un vice-secrétaire général et de modifications dans la composition de l'I.F.R.B.....	179.000
2.12. Utilisation de calculatrices électroniques	50.000
Total	9.000.000

3. Avant d'établir le budget ordinaire dans sa forme définitive, le Conseil d'administration réexaminera en détail les diverses rubriques et les sommes indiquées au paragraphe 2 ci-dessus, en vue de ramener les dépenses au niveau le plus bas possible. A dater du 1er janvier 1960 et jusqu'à ce que le budget ait été établi dans sa forme définitive, il est donné au secrétaire général pouvoir d'engager, dans des limites raisonnables, des dépenses imputables au budget ordinaire, dans le cadre des estimations qui figurent au dit paragraphe 2.

4. Reconnaissant que les Membres et Membres associés ont été invités à effectuer avant le 1er janvier 1960 un versement provisionnel sur leurs parts contributives pour 1960, que les sommes dues à ce titre portent intérêt à partir de cette date, et que le versement complémentaire résultant de l'application du présent Protocole ne pourra être réclamé aux Membres et Membres associés avant que le budget ait été établi dans sa forme définitive, la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959, décide que, nonobstant les dispositions des paragraphes 8 et 9 de l'article 13 de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952), le complément de contribution des Memlbres et Membres associés résultant du présent Protocole pourra exceptionnellement être versé à une date quelconque pendant l'année 1960, et que ce complément ne commencera à porter intérêt qu'à partir du 1er janvier 1961.

IV

PROTOCOLE

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, a approuvé les dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu' à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

1. (1) Le Conseil d'administration élu par cette Conférence dans les conditions prévues à l'article 9 de la Convention et qui a tenu sa première session à Genève avant la signature du présent protocole, contnuera à exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la Convention.

(2) Le président et le vice-président élus par le Conseil d'administration au cours de cette première session demeureront en fonctions jusqu' à l'élection de leurs successeurs, lors de l'ouverture de la session annuelle de 1961.

2. Les onze membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, élus par la Conférence administrative des radiocommuncations, Genève, 1959, dans les conditions prévues aux numéros 160 à 169 de la Convention, entreront en fonctions à la date fixée par cette Conférence.

3. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires dans les conditions prévues à l'article 6 de la Convention entreront en fonctions le 1er janvier 1960.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise' chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l' Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacune des pays signataires.

Fait à Genève, le 21 décembre 1959.
Suivent les mêmes signatures que pour le Convention

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

1 Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἑκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν της, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ τὴν σύναψιν τῆς ἀκολούθου Συμβάσεως ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

2 Αἱ Χῶραι καὶ ὁμάδες ἐδαφῶν, αἵτινες καθίστανται Μέρη τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνιστῶσι τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 1.

Σύνθεσις τῆς Ἑνώσεως.

3 1. Ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

4 2. Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Πᾶσα χώρα ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα Ι, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινος τῆς Ἑνώσεως διὰ λογαριασμὸν τούτων.

5 β) Πᾶσα χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα Ι, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 18.

6 γ) Πᾶσα κυρίαρχος χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα Ι καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 18 μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

7 3. Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Πᾶσα χώρα, ἔδαφος ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν ἀναγραφόμεναι εἰς τὸ Παράρτημα 2, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας, τοῦ ἐδάφους ἢ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινος διὰ λογαριασμὸν τούτων.

8 β) Πᾶσα χώρα μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 4 ἕως 6, τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις περὶ εἰσδοχῆς της εἰς τὴν Ἕνωσιν ὡς συνεργαζομένου Μέλους γίνεται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ ἥτις προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 18.

9 γ) Πᾶν ἔδαφος ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν μὴ ἔχουσα ἐξ ὁλοκλήρου τὴν εὐθύνην τῶν διεθνῶν της σχέσεων, διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἓν Μέλος τῆς Ἑνώσεως ὑπέγραψε καὶ ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἢ προσεχώρησεν εἰς αὐτὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 18 ἢ 19, ἐφ' ὅσον ἡ σχετικὴ αἴτησις εἰσδοχῆς της ὡς συνεργαζομένου Μέλους ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

10 δ) Πᾶν ἔδαφος ὑπὸ κηδεμονίαν, τοῦ ὁποίου ἡ αἴτησις ὅπως γίνῃ δεκτὸν ὡς συνεργαζόμενον Μέλος, ὑπεβλήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἐν ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη προσεχώρησαν εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20.

11 4. Ἐὰν ἔδαφός τι ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἀποτελοῦσα μέρος ὁμάδος ἐδαφῶν, ἥτις τυγχάνει Μέλος τῆς Ἑνώσεως, καταστῇ ἢ ἔχει καταστῇ συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 7 καὶ 9 δὲν ἔχει πλέον εἰμὴ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνεργαζομένου Μέλους.

12 5. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 6, 8 καὶ 9, ἐὰν μία αἴτησις προσχωρήσεως ὡς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τῇ μεσολαβήσει τῆς χώρας ἔνθα ἐδρεύει ἡ Ἕνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλεύεται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐζητήθη ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχεν.

Ἄρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν καὶ τῶν Συνεργαζομένων Μελῶν.

13 1. (1) Πάντα τὰ Μέλη ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετέχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ ἐκλέγωνται εἰς πάντας τοὺς ὀργανισμούς της.

14 (2) Ἕκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς ὅλας τὰς συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ὁποίας μετέχει καί, ἐὰν ἀποτελεῖ Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἁπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.

15 (3) Ἕκαστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μιᾶς ψήφου, εἰς ἁπάσας τὰς δι' ἀλληλογραφίας ἐνεργουμένας ψηφοφορίας.

16 2. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἔχουσι τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις ὡς καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐν τούτοις δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς διασκέψεις καὶ λοιποὺς Ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, οὔτε δικαίωμα νὰ ὑποβάλωσιν ὑποψηφιότητας εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων. Δὲν εἶναι ἐκλέξιμα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 3.

Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως.

17 Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως ὁρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον 4.

Ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως.

18 1. Σκοποὶ τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογιστικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἴδους.

19 β) Νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.

20 γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπαθείας τῶν ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν κοινῶν τούτων σκοπῶν.

21 2. Πρὸς τοῦτο ἡ Ἕνωσις εἰδικώτερον:

α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομὴν τῶν συχνοτήτων τοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν χορηγουμένων συχνοτήτων εἰς τρόπον ὥστε ν' ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν.

22 β) Συντονίζει τὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ φάσματος.

23 γ) Εὐνοεῖ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν της καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατὸν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιοῦς βάσεως.

24 δ) Ἐνθαρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δικτύων εἰς τὰς νέας ἢ εἰς τὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς ἀναπτύξεως χώρας, δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως διὰ τῆς συμμετοχῆς της εἰς τὰ οἰκεῖα προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

25 ε) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλιζόν-

των τὴν ἀνθρωπίνην ζωὴν διὰ τῆς συνεργασίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας.

26 στ) Προβαίνει εἰς μελέτας, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχάς, συλλέγει καὶ δημοσιεύει πληροφορίας, ἀφορώσας τὰς τηλεπικοινωνίας ἐπ' ὠφελείᾳ πάντων τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

27 Ἡ ὀργάνωσις τῆς Ἑνώσεως ἐδράζεται ἐπί:

1. Τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ἀνωτάτου ὀργάνου τῆς Ἑνώσεως.

28 2. Τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων.

29 3. Τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

30 4. Τῶν κάτωθι μονίμων ὀργανισμῶν:

α) Τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

31 β) Τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς συχνοτήτων (I.F.R.B.).

32 γ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

33 δ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (C.C.I.T.T.).

Ἄρθρον 6.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

34 1. Ἡ διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων :

α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἕνωσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

35 β) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεώς του καὶ ἐπὶ τῆς τοιαύτης τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

36 γ) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν δαπανῶν αὐτῆς, διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικνουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων.

37 δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχάς, τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστὼς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ἀπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἑνώσεως.

38 ε) Ἐγκρίνει τελικῶς τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἑνώσεως.

39 στ) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, ἅτινα θὰ ἀποτελέσωσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

40 ζ) Ἐκλέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

41 η) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἂν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

42 θ) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὀργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν ἣν κρίνει κατάλληλον συνέχειαν.

43 ι) Ἀσχολεῖται μὲ ὅλα τὰ ὑπ' αὐτῆς κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ζητήματα Τηλεπικοινωνιῶν.

44 2. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων συνέρχεται κανονικῶς εἰς τόπον καὶ ἡμερομηνίαν καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διασκέψεως πληρεξουσίων.

45 3. (1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἢ καὶ μόνον τὸ ἕν ἐκ τῶν δύο, δύνανται νὰ μεταβληθῶσι :

46 α) Ἐπὶ τῇ αἰτήσει εἴκοσι τοὐλάχιστον Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀπευθυνομένῃ κατ' ἰδίαν παρ' ἑκάστου τούτων πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

47 β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

48 (2) Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις, ὁρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο.

Ἄρθρον 7.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

49 1. Αἱ Διοικητικαὶ Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν :

α) Τὰς Τακτικὰς Διοικητικὰς διασκέψεις.

50 β) Τὰς Ἐκτάκτους Διοικητικὰς διασκέψεις.

51 γ) Τὰς Εἰδικὰς διασκέψεις, αἵτινες περιλαμβάνουν:

— τὰς εἰδικὰς περιοχικὰς διασκέψεις,

— τὰς εἰδικὰς παγκοσμίους ἢ περιοχικὰς ὑπηρεσιακὰς διασκέψεις.

52 2. (1) Αἱ Τακτικαὶ διοικητικαὶ διασκέψεις :

α) Ἀναθεωροῦν, ἑκάστη ἐν τῇ ἁρμοδιότητί της, τοὺς ἐν ἀριθμῷ 193 προβλεπομένους Κανονισμούς.

53 β) Πραγματεύονται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων διδομένων κατευθύνσεων, πᾶν ἄλλο ζήτημα κρινόμενον ἀναγκαῖον.

54 (2) Ἐπὶ πλέον, ἡ Τακτικὴ διοικητικὴ διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν :

α) Ἐκλέγει τὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

55 β) Δίδει εἰς τὴν ἐπιτροπὴν ταύτην ὁδηγίας ἀφορώσας τὰς δραστηριότητάς της καὶ ἐξετάζει τὰς δραστηριότητας αὐτάς.

56 3. (1) Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος Τακτικῆς Διοικητικῆς διασκέψεως, καθορίζονται :

α) Ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διοικητικῆς διασκέψεως ἐὰν αὕτη κρίνῃ τοῦτο καλόν, ἢ

57 β) τῇ αἰτήσει εἴκοσι τοὐλάχιστον Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀπευθυνομένῃ κατ' ἰδίαν παρ' ἑκάστου τούτων, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ

58 γ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

59 (2) Εἰς τὰς ἐν ἀριθμοῖς 57 ἢ 58 ἀναφερομένας περιπτώσεις, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

60 4. (1) Αἱ Ἔκτακτοι διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται διὰ νὰ πραγματευθῶσιν ἰδιάζοντα ζητήματα τηλεπικοινωνίας. Κατὰ τὰς διασκέψεις ταύτας, μόνον τὰ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῶν ἐγγεγραμμένα ζητήματα δύνανται νὰ συζητηθῶσι.

61 (2) Αἱ διασκέψεις αὗται δύνανται, ἑκάστη ἐν τῇ οἰκείᾳ αὐτῆς ἁρμοδιότητι, νὰ ἀναθεωρῶσιν ὡρισμένας διατάξεις Διοικητικοῦ κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ ἀναθεώρησις αὕτη προβλέπηται εἰς τὴν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 65, ἐγκεκριμένην ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῶν.

62 5. (1) Ἔκτακτος διοικητικὴ διάσκεψις δύναται νὰ συγκληθῇ :

α) Δι' ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ ὁποία ὁρίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν ὡς καὶ τὸν χρόνον καὶ τόπον τῆς συγκλήσεώς της ἢ

63 β) Ὅταν εἴκοσι τοὐλάχιστον Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, γνωρίσωσι κατ' ἰδίαν ἕκαστον εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι ἐπιθυμοῦσι νὰ συγκληθῇ τοιαύτη διάσκεψις διὰ νὰ ἐξετάσῃ προτεινομένην ὑπ' αὐτῶν ἡμερησίαν διάταξιν.

64 γ) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

65 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τῶν ἀριθμῶν 63 καὶ 64 ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὡς καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς, ὁρίζονται κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

66 6. Αἱ Εἰδικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται ἵνα πραγματευθῶσι τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα

ζητήματα. Αἱ ἀποφάσεις των δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶ Διοικητικῶν κανονισμῶν.

67 7. (1) Εἰδικὴ διάσκεψις δύναται νὰ συγκληθῇ :

α) Κατόπιν ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ Τακτικῆς ἢ Ἐκτάκτου Διοικητικῆς διασκέψεως ἥτις ὀφείλει νὰ ὁρίσῃ τὴν ἡμερησίαν αὐτῆς διάταξιν ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον ἔνθα δέον νὰ συνέλθῃ, ἢ

68 β) Ὅταν εἴκοσι τοὐλάχιστον Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως προκειμένου περὶ παγκοσμίου Εἰδικῆς Ὑπηρεσιακῆς Διασκέψεως, ἢ τὸ τέταρτον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς προκειμένου περὶ εἰδικῆς περιοχικῆς διασκέψεως ἢ Εἰδικῆς περιοχικῆς Ὑπηρεσιακῆς Διασκέψεως, γνωρίσωσιν ἀτομικῶς ἕκαστον εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι ἐπιθυμοῦσι νὰ συγκληθῇ τοιαύτη διάσκεψις διὰ νὰ ἐξετάσῃ προτεινομένην παρ' αὐτῶν ἡμερησίαν διάταξιν, ἢ

69 γ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

70 (2) Εἰς τὰς ἐν ἀριθμοῖς 68 καὶ 69 ὁρζομένας περιπτώσεις, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως, καθὼς καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς, καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως διὰ τὰς παγκοσμίους Εἰδικὰς Ὑπηρεσιακὰς διασκέψεις ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς διὰ τὰς περιοχικὰς Εἰδικὰς ἢ τὰς περιοχικὰς Εἰδικὰς Ὑπηρεσιακὰς διασκέψεις.

71 8. (1) Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο, Τακτικῆς Διοικητικῆς, Ἐκτάκτου Διοικητικῆς ἢ παγκοσμίου Εἰδικῆς Ὑπηρεσιακῆς διασκέψεως, δύνανται νὰ τροποποιηθῶσι :

α) τῇ αἰτήσει εἴκοσι τοὐλάχιστον Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀπευθυνομένων ἀτομικῶς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ

72 β) τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

73 (2) Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ὁρίζονται, κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο.

74 9. (1) Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο, τῶν περιοχικῶν Εἰδικῶν διασκέψεων ἢ τῶν περιοχικῶν Εἰδικῶν Ὑπηρεσιακῶν διασκέψεων, δύνανται νὰ τροποποιηθῶσιν :

α) Κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑνὸς τετάρτου τοὐλάχιστον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἢ

75 β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

76 (2) Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ὁρίζονται, κατόπιν συμφωνίας τῆς πελιοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο.

Ἄρθρον 8.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν διασκέψεων.

77 Ἐν τῇ ὀργανώσει τῶν ἐργασιῶν των καὶ τῇ διευθύνσει τῶν συζητήσεών των, αἱ διασκέψεις ἐφαρμόζουσι τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν. Ἐν τούτοις, ἑκάστη διάσκεψις, δύνανται νὰ υἱοθετήσῃ συμπληρωματικὰς διατάξεις κρινομένας ἀπαραιτήτους.

Ἄρθρον 9.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Α' Ὀργάνωσις καὶ λειτουργία.

78 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐξ εἴκοσι πέντε Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς ἀνάγκης δικαίας ἐκπροσωπήσεως ὅλων τῶν μερῶν τοῦ κόσμου. Τὰ εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολήν των μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου. Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

79 (2) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χηρεύσῃ μία ἕδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, αὕτη καταλαμβάνεται αὐτοδικαίως ὑπὸ τοῦ Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ὅπερ κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν.

80 2. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἕδραν αὐτοῦ πρόσωπον ἔμπειρον περὶ τὰ ζητήματα τηλεπικοινωνίας καὶ προσπαθεῖ κατὰ τὸ δυνατὸν νὰ ἀποφύγῃ τὴν ἀντικατάστασιν αὐτοῦ διαρκούσης τῆς θητείας τοῦ Συμβουλίου.

81 3. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Συμβουλίου διαθέτει μίαν ψῆφον.

82 4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.

83 5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης ἐτησίας συνόδου, ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντά των μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐπομένης ἐτησίας συνόδου, εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. Ἀπουσιάζοντος τοῦ Προέδρου, τοῦτον ἀναπληροῖ ὁ ἀντιπρόεδρος.

84 6. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως.

85 (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται ν' ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.

86 (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ κατ' ἀρχὴν ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν αὐτοῦ.

87 7. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ ἀντιπρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, μετέχουσιν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνωσι μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας.

Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις μόνον ἐκ τῶν Μελῶν του.

88 8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα Γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

89 9. (1) Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐκχωρηθέντων αὐτῷ ὑπ' αὐτῆς δικαιωμάτων.

90 (2) Τὸ Συμβούλιον ἐνεργεῖ μόνον ὁσάκις εὑρίσκεται ἐν ἐπισήμῳ συνόδῳ.

91 10. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἑκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητής, εἰς πᾶσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 31, 32 καὶ 33.

92 11. Μόνον τὰ ἔξοδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἑκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουσι τὴν Ἕνωσιν

Β'. Ἁρμοδιότητες.

93 12. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς, ὑπὸ τῶν μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν

Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων τῆς Ἑνώσεως.

94 (2) Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμὸν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἑνώσεως.

95 13. Εἰδικώτερον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον:

α) Ἐκτελεῖ πᾶν ἔργον, τὸ ὁποῖον ἀνατίθεται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

96 β) Ἐπιφορτίζεται ὅπως ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μεθ' ὅλων τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 28 καὶ 29 τῆς παρούσης Συμβάσεως, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον:

97 1. Συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς Συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 29 τῆς Συμβάσεως ἀναφερομένων διεθνῶν ὀργανώσεων καὶ μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐν τῷ Παραρτήματι 6 τῆς Συμβάσεως περιλαμβανομένης Συμφωνίας. Αἱ προσωρινα ὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν προσεχῆ Διάσκεψιν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 42.

98 2. Ὑποδεικνύει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως, ἕνα ἢ περισσοτέρους ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν εἰς τὰς Διασκέψεις τῶν ὀργανώσεων τούτων καί, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς τὰς διασκέψεις συντονισμοῦ, αἵτινες συγκαλοῦνται ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τῶν ὀργανώσεων τούτων.

99 γ) Ὁρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.

100 δ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς οὓς κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως, καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν, οἵτινες ἐφαρμόζουσι τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.

101 ε) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.

102 στ) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας.

103 ζ) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἑπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων.

104 η) Ἀναπροσαρμόζει ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον:

1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῶν κατηγοριῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ διευθυντῶν, ἐξαιρέσει τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.

105 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς ἀποδοχάς, αἵτινες ἐφαρμόζονται ὑπὸ τοῦ ΟΗΕ καὶ τῶν παρὰ τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως εἰδικευμένων ὀργανισμῶν.

106 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς κατηγορίας τῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἰσχυούσας διὰ τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

107 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὁποίας δικαιοῦται ἅπαν τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἁρμονίᾳ μὲ τὰς υἱοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

108 5. Τὴν συμβολὴν τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ εἰς τὸ κοινὸν Ταμεῖον συντάξεων τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμείου τούτου.

109 θ) Φροντίζει διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 6 καὶ 7.

110 ι) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους.

111 ια) Συντονίζει τὰς ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνει τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ὀργανισμῶν τούτων ὑποβαλλομένας αἰτήσεις ἢ συστάσεις καὶ ἐξετάζει τὰς ἐτησίας ἐκθέσεις αὐτῶν.

112 ιβ) Προβαίνει, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο χρήσιμον, εἰς τὸν διορισμὸν ἑνὸς προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς περίπτωσιν κενώσεως τῆς θέσεως τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

113 ιγ) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς τὰς χηρευούσας θέσεις Διευθυντοῦ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

114 ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς λοιπὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως λειτουργίας καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου ταύτης καὶ τῶν Κανονισμῶν, πάσας τὰς λειτουργίας, αἵτινες κρίνονται ἀναγκαῖαι διὰ τὴν καλὴν διοίκησιν τῆς Ἑνώσεως.

115 ιε) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν ἐπίλυσιν, προσωρινῶς, τῶν περιπτώσεων, αἵτινες δὲν προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων της, ἡ λύσις τῶν ὁποίων δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἁρμοδίας προσεχοῦς Διασκέψεως.

116 ιστ) Ὑποβάλλει πρὸς ἐξέτασιν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ἔκθεσιν περὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καθὼς καὶ τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως.

117 ιζ) Εὐνοεῖ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν ἐπὶ σκοπῷ τῆς παραχωρήσεως δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ μέσων καὶ εἰδικώτερον διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ οἰκεῖα Προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τεχνικῆς βοηθείας πρὸς τὰς νέας καὶ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν χώρας, συμφώνως πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως, συνιστάμενον εἰς τὸ νὰ ὑποβάλπῃ δι' ὅλων τῶν δυνατῶν μέσων τὴν ἀνάπτυξιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 10.

Γενικὴ Γραμματεία.

118 1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία διευθύνεται ὑπὸ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐπικουρουμένου ὑπὸ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

119 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλαμβάνουσιν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ἡμέρας, ἥτις καθορίζεται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐκλογῆς των. Παραμένουσιν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας ἥτις καθορίζεται ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἑπομένης συνόδου της καὶ δύνανται νὰ ἐπανεκλεγῶσι.

120 (3) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων καὶ κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν συνόδων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διὰ τὸ σύνολον τῶν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν ἀνατεθειμένων ἁρμοδιοτήτων καὶ διὰ τὸ σύνολον τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ἑνώσεως. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

121 (4) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ,

ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται νὰ καταλάβῃ ταύτην προσωρινῶς.

122 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς:

α) Ἐξασφαλίζει τὴν ἑνότητα δράσεως τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως διὰ συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς, προεδρευομένης ὑπ' αὐτοῦ καὶ ἀποτελουμένης ἐκ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τῶν προϊσταμένων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν. Ὁ συντονισμὸς οὗτος ἀνάγεται εἰς τὰ διοικητικὰ θέματα, τὴν Τεχνικὴν Βοήθειαν, τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις, τὴν πληροφοριοδότησιν τοῦ κοινοῦ καὶ εἰς πᾶν ἄλλο σπουδαῖον θέμα, τὸ ὁποῖον ρητῶς καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

123 β) Ὀργανώνει τὴν ἐργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης, συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τούς, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτιζομένους κανονισμούς.

124 γ) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα, τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προϊσταμένου ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἢ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

125 δ) Φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πᾶσαν ἀπόφασιν, λαμβανομένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν, ἀφορῶσαν τοὺς ὅρους ἐργασίας ἀποζημιώσεων καὶ παροχῶν κοινῆς ἐφαρμογῆς.

126 ε) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν εἰς τὰς εἰδικευμένας γραμματείας τῶν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γενομένων ἀποδεκτῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν.

127 στ) Ἀσκεῖ ἐποπτείαν, ἀποκλειστικῶς διοικητικήν, ἐπὶ τοῦ προσωπικοῦ τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν προϊσταμένων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

128 ζ) Ἐξασφαλίζει τὴν ἐργασίαν γραμματείας, ἥτις προηγεῖται καὶ ἕπεται τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως.

129 η) Ἐξασφαλίζει, ἐνδεχομένως ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως τὴν γραμματείαν ὅλων τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καὶ κατόπιν αἰτήσεως ἢ ὁσάκις προβλέπουσι τοῦτο οἱ προσηρτημένοι εἰς τὴν Σύμβασιν Κανονισμοί, τὴν γραμματείαν τῶν συνελεύσεων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν τιθεμένων ὑπὸ τὴν αἰγίδα της συνελεύσεων. Δύναται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως ἢ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν γραμματείαν οἱωνδήποτε ἄλλων συνελεύσεων, σχετικῶν μὲ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

130 θ) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὀνοματολόγια, τὰ καταρτιζόμενα βάσει τῶν, πρὸς τοῦτο, παρεχομένων στοιχείων, ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων ἐξαιρέσει τῶν εὑρετηρίων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φακέλλων, οἵτινες δύναται νὰ ἔχωσι σχέσιν μὲ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

131 ι) Δημοσιεύει τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

132 ια) Δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας τὰς Τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἵτινες ἀνακοινοῦνται αὐτῷ ὑπὸ τῶν Μερῶν καὶ ἐνημερώνει τὰ σχετικὰ στοιχεῖα.

133 ιβ) Δημοσιεύει τοὺς τεχνικοὺς ὅρους τῆς Διεθνοὺς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο στοιχεῖον ἀφορῶν τὴν ἐγχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων, ὡς ἐπεξειργάσθη τοῦτο ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων της.

134 ιγ) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει, βοηθούμενος, περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως:

135 1. Σειρὰν στοιχείων δεικνυόντων τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάθρωσιν τῆς Ἑνώσεως.

136 2. Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν Σύμβασιν Κανονισμῶν.

137 3. Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἡ τήρησις τῶν ὁποίων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

138 ιδ) Διανέμει τὰ δημοσιευόμενα στοιχεῖα.

139 ιε) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφήν, πληροφορίας ἐθνικοῦ καὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος, ἐνδιαφερούσας τὰς Τηλεπικοινωνίας, καθ' ὅλον τὸν κόσμον.

140 ιστ) Συλλέγει καὶ δημοσιεύει, ἐν συνεργασίᾳ μὲ τοὺς ἄλλους μονίμους ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, τὰς πληροφορίας τεχνικοῦ ἢ διοικητικοῦ χαρακτῆρος, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι, ἰδιαιτέρως διὰ τὰς νέας Χώρας ἢ τὰς εὑρισκομένας εἰς τὴν ὁδὸν τῆς ἀναπτύξεως, πρὸς βελτίωσιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν των δικτύων.

Ἐφιστᾶται ἐπίσης ἡ προσοχὴ τῶν χωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἵτινες παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

141 ιζ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώσας τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνίας καὶ ἰδίᾳ πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατὸν χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.

142 ιη) Δημοσιεύει περιοδικῶς, τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρωμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσίν του πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας δύναται νὰ λάβῃ ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, ἐφημερίδα πληροφοριοδοτήσεως καὶ γενικῆς ἐνημερώσεως ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

143 ιθ) Προπαρασκευάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὅστις ἐγκρινόμενος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, ὑπὸ τύπον πληροφοριακόν, εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

144 κ) Καταρτίζει ἔκθεσιν οἰκονομικῆς διαχειρίσεως, ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογαριασμὸν πρὸ ἑκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀφοῦ ἐλεγχθῶσι ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἔγκρισιν.

145 κα) Καταρτίζει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ἑνώσεως, ἥτις ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

146 κβ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

147 3. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς συντρέχει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του καὶ ἐκτελεῖ τὰς εἰδικὰς ἐργασίας τὰς ὁποίας ἐμπιστεύεται εἰς αὐτὸν ὁ Γενικὸς Γραμματεύς. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀπουσίας τοῦ τελευταίου τούτου.

148 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἀναπληρωὴς Γενικὸς Γραμμαεὺς δύναται νὰ παρίσταται, ὑπὸ τύπον συμβουλευτικόν, εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός του δύναται νὰ μετέχῃ, συμβουλευτικῶς, εἰς πάσας τὰς λοιπὰς συνελεύσεις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 11.

Οἱ ἀνώτεροι ὑπάλληλοι καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως.

149 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δέον ἅπαντες νὰ προέρχωνται ἐκ Χωρῶν διαφόρων, Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

150 2. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γεν. Γραμματεύς, τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, καθὼς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως δὲν δύνανται νὰ ζητήσωσι οὔτε νὰ δέχωνται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος ἢ ἄλλης τινος Ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν. Ὀφείλουν νὰ ἀπέχωσιν πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.

151 (2) Ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν καθηκόντων τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 150 ἀναφερομένων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.

152 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις εἰς τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὅρων χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ δέον νὰ εἶναι ἡ ἀνάγκη ὅπως ἐξασφαλισθῶσιν εἰς τὴν Ἕνωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων τὰ ἀνωτέρα προσόντα ἱκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιότητος. Δέον νὰ λαμβάνηται δεόντως ὑπ' ὄψιν ἡ σπουδαιότης προσλήψεως προσωπικοῦ γενομένης ἐπὶ εὐρυτέρας κατὰ τὸ δυνατὸν γεωγραφικῆς βάσεως.

Ἄρθρον 12.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

153 1. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι:

α) Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν παραχωρουμένων συχνοτήτων κατὰ τρόπον, ὥστε νὰ καθορίζωνται, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἁρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ἡ χρονολογία, ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ ἑκάστης παραχωρουμένης συχνότητος, ἵνα ἐξασφαλίζηται ἡ ἐπίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

154 β) Νὰ παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνοτήτων ὅπου δύνανται νὰ παράγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

155 γ) Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων ἐργασίας, τὰς διαγραφομένας ὑπὸ ἁρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῇ συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐν ὄψει προπαρασκευῆς μιᾶς τοιαύτης Διασκέψεως ἢ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.

156 δ) Νὰ τηρῇ ἐνημερωμένους τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

157 (1). Ἡ Διεθνὴς ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι ὀργανισμὸς ἀποτελούμενος ἐξ ἕνδεκα ἀνεξαρτήτων Μελῶν, ὁριζομένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 160 ἕως 169.

158 (2) Τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς δέον νὰ εἶναι τελείως κατάλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἁρμοδιότητα αὐτῶν ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχωσι πρακτικὴν πεῖραν εἰς τὰ ζητήματα τῆς παραχωρήσεως καὶ χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων.

159 (3) Πλὴν τούτου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 154 ἕκαστον μέλος δέον νὰ εἶναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.

160 3. (1) Ἡ Τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις Ραδιοεπικοινωνιῶν ἐκλέγει εἰς ἑκάστην τῶν συνόδων της τὰ ἕνδεκα Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς. Τὰ Μέλη ταῦτα ἐκλέγονται μεταξὺ ὑποψηφίων προτεινομένων ὑπὸ τῶν Χωρῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἕκαστον Μέλος τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ προτείνῃ ἕνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς Χώρας του. Πᾶς ὑποψήφιος δέον νὰ κατέχῃ τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 158 καὶ 159 ἀναφερόμενα προσόντα.

161 (2) Ἡ διαδικασία τῆς ἐκλογῆς ταύτης καθορίζεται ὑπ' αὐτῆς τῆς Διασκέψεως κατὰ τρόπον ὥστε νὰ διασφαλίζηται ἀντιπροσώπευσις δικαία τῶν διαφόρων περιοχῶν τοῦ κόσμου.

162 (3) Εἰς ἑκάστην ἐκλογὴν δύναται νὰ προταθῇ ἐκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς Χώρας ἐξ ἧς προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς.

163 (4) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὁριζομένην ὑπὸ τῆς Τακτικῆς Διοικητικῆς Διασκέψεως Ραδιεπικοινωνιῶν, ἥτις ἐξέλεξε ταῦτα.

Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, ἥτις ὡρίσθη ὑπὸ τῆς ἑπομένης Διασκέψεως διὰ τὴν ἀνάληψιν ὑπηρεσίας ὑπὸ τῶν διαδόχων των.

164 (5) Ἐάν, κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Τακτικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων Ραδιεπικοινωνιῶν μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα, ἐκλεγὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς παραιτηθῇ ἢ ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μεῖζον τοῦ τριμήνου, προσκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς ἡ χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως ἐξ ἧς προέρχεται τοῦτο ὅπως ὑποδείξῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδοχόν του προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς χώρας.

165 (6) Ἐὰν ἡ ἐν λόγῳ Χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως δὲν ὑποδείξῃ ἀντικαταστάτην ἐντὸς διαστήματος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προσκλήσεως ταύτης, χάνει τὸ δικαίωμά της ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάσχῃ τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸ ὑπόλοιπον τοῦ χρόνου τῆς θητείας τῆς Ἐπιτροπῆς.

166 (7) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Τακτικῶν Διασκέψεων Ραδιοεπικοινωνιῶν μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα ὁρισθεὶς ἀντικαταστάτης παραιτηθῇ καὶ οὗτος ἢ ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὴν περίοδον ὑπερβαίνουσαν τοὺς τρεῖς μῆνας, ἡ Χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται οὗτος δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ δεύτερον ἀντικαταστάτην.

167 (8) Εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 165 καὶ 166 περιπτώσεις ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὴν Χώραν Μέλος τῆς Ἑνώσεως τῆς ὁποίας ὁ ὑποψήφιος εἶχε συγκεντρώσει κατὰ τὴν προηγουμένην ἐκλογὴν τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν μὴ ἐκλεγέντων ὑποψηφίων τῆς αὐτῆς περιοχῆς, νὰ ὁρίσῃ τὸν ὑποψήφιον τοῦτον ὅπως μετάσχῃ τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸν ὑπόλοιπον χρόνον τῆς θητείας τῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐὰν τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν εἶναι διαθέσιμον, ἡ ἐν λόγῳ Χώρα καλεῖται νὰ ὁρίσῃ ἀντικαταστάτην προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς Χώρας.

168 **(9)** Ἐὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο τακτικῶν **Διοικητικῶν** Διασκέψεων Ραδιοεπικοινωνιῶν διάστημα, ἐκλεγὲν Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὁ ἀντικαταστάτης τούτου ἀποθάνῃ, ἡ Χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως ἐκ τῆς ὁποίας προήρχετο διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ διάδοχον προερχόμενον ἐκ τῆς Χώρας ταύτης.

169 (10) Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς, πᾶσα Χώρα ἐξ ἧς προέρχεται ἐκλεγὲν Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, ὀφείλει ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ ἀποφύγῃ νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦτο κατὰ τὸ μεταξὺ δύο τακτικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα.

170 4. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

171 (2) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγουν, μεταξύ των ἕνα Πρόεδρον καὶ ἕνα Ἀντιπρόεδρον, οἵτινες ἀσκοῦσι τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἓν ἔτος. Ἐν συνεχείᾳ ὁ Ἀντιπρόεδρος διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Πρόεδρον καὶ ἐκλέγεται νέος Ἀντιπρόεδρος.

172 (3) Ἡ Ἐπιτροπὴ διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματείαν.

173 5. (1) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκτελοῦσι τὰ καθήκοντά των, οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων Χωρῶν των ἢ περιοχῆς τινος, ἀλλὰ ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες περιβεβλημένοι μὲ διεθνῆ ἐντολήν.

174 (2) Οὐδὲν Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἢ νὰ δέχεται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος εἴτε μέλους οἱασδήποτε Κυβερνήσεως εἴτε οἱασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς καὶ οἱουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἂν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ἰδιότητα ἢ εἶναι ἰδιώτης. Ἐπὶ πλέον ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβηται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν Μελῶν της καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἱουδήποτε Μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

175 (3) Οὐδὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τοῦ Προσωπικοῦ αὐτῆς ἐπιτρέπεται νὰ ἔχῃ ἔξω τῶν καθηκόντων του, ἐνεργὸν συμμετοχὴν ἢ οἰκονομικὰ συμφέροντα οἱασδήποτε φύσεως, εἰς οἱανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας. Οὐχ' ἧττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα πρὸς τὴν συνέχισιν συνταξιοδοτήσεως λόγῳ προγενεστέρας ὑπαλληλικῆς σχέσεως ἢ ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 13.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

176 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (CCIR) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῶς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

177 (2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ τηλεγραφικὴ καὶ τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.

178 (3) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων της, ἑκάστη Ἐπιτροπὴ δέον νὰ δίδῃ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων, συνδεομένων ἀπ' εὐθείας μὲ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς νέας ἢ ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας, ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.

179 (4) Τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν, δύναται ἐπίσης ἑκάστη Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ νὰ ἐνεργῇ μελέτας καὶ νὰ παρέχῃ συμβουλὰς ἐπὶ προβλημάτων σχετικῶν μὲ τὰς ἐθνικὰς τηλεπικοινωνίας τῶν Χωρῶν τούτων.

180 2. (1) Τὰ ὑφ' ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα ζητήματα, ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωματεύσεις, ὑποβάλλονται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἢ ἄλλης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

Τὰ ζητήματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα αὐτὴ αὕτη ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Ἐπιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ διατηρήσῃ ἢ ἐκεῖνα τῶν ὁποίων ἡ ἐγγραφὴ ἐζητήθη ἢ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ δώδεκα τοὐλάχιστον Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.

181 (2) Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἐξουσιοδοτοῦνται νὰ ὑποβάλλωσιν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπ' εὐθείας ἀπορρεούσας ἐκ τῶν γνωμοδοτήσεών των ἢ ἐκ συμπερασμάτων τῶν τρεχουσῶν μελετῶν των.

182 3. Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουσιν ὡς Μέλη:

α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

183 β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν, ἥτις τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

184 4. Ἡ λειτουργία ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς διασφαλίζεται διά:

α) Τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, συνερχομένης κανονικῶς ἀνὰ τρία ἔτη. Ἐὰν συνεκλήθη ἀντίστοιχος Τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις, ἡ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καλεῖται, κατὰ τὸ δυνατόν, ὀκτὼ τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.

185 β) Τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διὰ τὴν ἔρευναν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων.

186 γ) Ἑνὸς Διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἡ ὑπηρεσιακὴ κατάστασις τούτου εἶναι ὁμοία μὲ τὴν τοῦ μονίμου ἀνωτέρου ὑπαλλήλου, ἀλλὰ οἱ ὅροι τῆς ὑπηρεσίας του δύνανται νὰ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον εἰδικῶν κανονιστικῶν διατάξεων.

187 δ) Μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας, ἥτις βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.

188 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

189 5. (1) Αἱ Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ὀφείλουν νὰ τηροῦν, ἐν ᾧ μέτρῳ εἶναι οὗτος ἐφαρμόσιμος δι' αὐτάς, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν Διασκέψεων τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.

190 (2) Πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνωνται αἱ ἐργασίαι τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, αἱ ἀντίστοιχοι Γενικαὶ Συνελεύσεις, δύνανται νὰ υἱοθετῶσι συμπληρωματικὰς διατάξεις, ἐὰν αὗται δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὰς τοιαύτας τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ τῶν διασκέψεων.

191 6. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸ δεύτερον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις εἶναι προσηρτημένος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 14.

Κανονισμοί.

192 1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8 ὁ Γενικὸς Κανονισμός, ὅστις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τοῦ ὑπ' ἀριθ. 5 παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχει τὴν αὐτὴν ἰσχὺν καὶ τὴν αὐτὴν διάρκειαν μὲ ταύτην.

193 2. (1) Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων διοικητικῶν Κανονισμῶν, οἵτινες δεσμεύουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

Τοῦ Τηλεγραφητοῦ Κανονισμοῦ.

Τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

Τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

Τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

194 (2) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ γνωστοποιῶσιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν Κανονισμῶν τούτων, γενομένης ὑπὸ Διοικητικῶν Διασκέψεων.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ πᾶσαν τοιαύτην ἀποδοχήν, κατὰ τὴν σειρὰν λήψεως αὐτῆς, εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

195 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ διατάξεώς τινος τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεώς τινος ἑνὸς Κανονισμοῦ, ἡ Σύμβασις εἶναι ἐπικρατεστέρα.

Ἄρθρον 15.

Οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως.

196 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα:

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, τὴν Γενικὴν Γραμματείαν, τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων, τὰς Γραμματείας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, τὰ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως δημιουργούμενα ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις.

197 β) Τὰς Διασκέψεις αἵτινες, συνερχόμεναι κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 6 καὶ 7 τῆς Συμβάσεως, συγκαλοῦνται δι' ἀποφάσεως ἢ κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

198 γ) Ἁπάσας τὰς Συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

199 2. Αἱ δαπάναι τῶν Εἰδικῶν Διασκέψεων, αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸν ἀριθμὸν 51 καὶ δὲν περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν πλαισίων τοῦ ἀριθμοῦ 197 καὶ τῶν ὁποίων ὁ περιοχικὸς χαρακτὴρ ἔχει καθορισθῆ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου μετὰ προηγουμένην ἐξασφάλισιν τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς ἐν λόγῳ περιοχῆς, βαρύνουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς περιοχῆς αὐτῆς, ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετοχῆς τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἄλλων περιοχῶν ἅτινα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.

200 3. Αἱ δαπάναι τῶν μὴ προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 197 καὶ 199 Εἰδικῶν Διασκέψεων βαρύνουσιν ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετοχῆς των, τὰ μέλη καὶ συνεργαζόμενα μέλη ἅτινα ἐδέχθησαν νὰ μετάσχωσιν ἢ μετέσχον εἰς τοιαύτας Διασκέψεις.

201 4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ὁρίων ἅτινα καθωρίσθησαν διὰ τὰς δαπάνας ὑπὸ τῆς Διεσκέψεως Πληρεξουσίων.

202 5. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συνδρομῶν τῶν μελῶν καὶ συνεργαζομένων μελῶν αὐτῆς, καθοριζομένων συναρτήσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἵτινες ἀντιστοιχοῦσιν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς ἣν ἐξέλεξεν ἕκαστον μέλος καὶ συνεργαζόμενον μέλος, κατὰ τὸν ἑπόμενον πίνακα:

Τάξις	30	μονάδων	
»	25	»	
»	20	»	
»	18	»	
»	15	»	
»	13	»	
»	10	»	
Τάξις	8	μονάδων	
»	5	»	
»	4	»	
»	3	»	
»	2	»	
»	1	μονάδος	
»	1)2	»	

203 6. Τὰ μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα μέλη, ἐκλέγουσιν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετέχωσι τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως.

204 7. (1) Ἕκαστον μέλος ἢ συνεργαζόμενον μέλος γνωρίζει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἓξ μῆνες τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἐξέλεξε τοῦτο.

205 (2) Ἡ ἀπόφασις αὕτη ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

206 (3) Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἅτινα δὲν ἤθελον ἀνακοινώσῃ τὴν ἀπόφασίν των πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 204 ὁριζομένης χρονολογίας ὑποχρεοῦνται νὰ μετέχουσι τῶν δαπανῶν, κατὰ τὴν τάξιν συμμετοχῆς ἥτις εἶχεν ἐκλεγῆ παρ' αὐτῶν ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μπουένος Ἄϊρες 1952).

207 (4) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐκλέξωσι τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον πράτερον ἀποδεχθῆ.

208 (5) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν καθορισθεισῶν συμφώνως πρὸς τοὺς ἀριθμοὺς 204 ἕως 206, δύναται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

209 8. Τὰ μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα μέλη προπληρώνουσι τὴν ἐτησίαν συνδρομὴν αὐτῶν ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καταρτιζόμενον προϋπολογισμόν.

210 9. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἑνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος ὁρίζεται εἰς 3 ο)ο (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως κατὰ τοὺς πρώτους ἓξ μῆνας καὶ εἰς 6 ο)ο (ἓξ τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.

211 10. (1) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ οἱ Ἐπιστημονικοὶ ἢ Βιομηχανικοὶ Ὀργανισμοὶ μετέχουσι τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων ἢ Συνόδων, εἰς τὰς ὁποίας ἐδέχθησαν νὰ λάβωσι μέρος ἢ εἰς τὰς ὁποίας ἔλαβον μέρος.

212 (2) Οἱ Διεθνεῖς Ὀργανισμοὶ μετέχουσιν ἐπίσης τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων ἢ Συνόδων εἰς τὰς ὁποίας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχήν, πλὴν ἄν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος, ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

213 (3) Τὸ ποσὸν συμμετοχῆς ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ θεωρεῖται ὡς ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκειται εἰς τόκον, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις αἵτινες καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

214 11. Αἱ δαπᾶναι αἵτινες προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις τῆς Ἑνώσεως, διὰ μετρήσεις, δοκιμὰς ἢ εἰδικὰς ἐρεύνας διὰ λογαριασμὸν ὡρισμένων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, ὁμάδος Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, περιοχικῶν ὀργανισμῶν ἢ ἄλλων, βαρύνουσι τὰ Μέλη ταῦτα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, τὰς ὁμάδας, τοὺς ὀργανισμοὺς ἢ τοὺς ἄλλους.

215 12. Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μὲ γνώμονα τὴν κάλυψιν γενικῶς, διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τούτων, τῶν δαπανῶν ἐκτυπώσεως καὶ διανομῆς.

Ἄρθρον 16.

Γλῶσσαι.

216 1. (1) Ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Κινεζική, ἡ Ἱσπανική, ἡ Γαλλικὴ καὶ ἡ Ρωσσική.

217 (2) Γλῶσσαι ἐργασίας, τῆς Ἑνώσεως, εἶναι: ἡ Ἀγγλική, ἡ Ἱσπανικὴ καὶ ἡ Γαλλική.

218 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβητήσεως τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

219 2. (1) Τὰ τελικὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, αἱ τελικαὶ πράξεις αὐτῶν, τὰ πρωτόκολλα, αἱ ἀποφάσεις, αἱ συστάσεις καὶ αἱ εὐχαί, συντάσσονται εἰς τὰς ἐπισήμους γλώσσας τῆς Ἑνώσεως, εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

220 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων τούτων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

221 3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα εἰς τοὺς Διοικητικοὺς Κανονισμοὺς δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας.

222 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν τῇ ἁρμοδιότητί του, νὰ διανέμῃ

γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

223 4. Πάντα τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 219 ἕως 222 ἀναφερόμενα στοιχεῖα, δύνανται νὰ δημοσιεύωνται καὶ εἰς ἄλλην γλώσσαν ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς αὐτούς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὰ Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἅτινα ζητοῦν τὴν τοιαύτην δημοσίευσιν ἀναλάβωσιν τὸ σύνολον τῶν συνεπαγομένων δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

224 5. (1) Κατὰ τὰς συζητήσεις τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καί, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, κατὰ τὰς συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν, δέον νὰ ἐφαρμόζηται ἀποτελεσματικὸν σύστημα ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας καὶ εἰς τὴν Ρωσσικὴν γλῶσσαν.

225 (2) Ὁσάκις πάντες οἱ μετέχοντες εἴς τινα συνεδρίασιν συμφωνήσωσι, εἰς τοιαύτην διαδικασίαν, αἱ συζητήσεις δύνανται νὰ λαμβάνωσι χώραν εἰς ἀριθμὸν γλωσσῶν κατώτερον τῶν ἀνωτέρω τεσσάρων.

226 6. (1) Κατὰ τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ κατὰ τὰς συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν, δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται γλῶσσαι διάφοροι τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 217 καὶ 224 μνημονευομένων:

227 α) Ἐὰν ζητηθῇ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ ἀπὸ τὸν προϊστάμενον τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν μιᾶς ἢ πλειόνων συμπληρωματικῶν γλωσσῶν, προφορικῶν ἢ γραπτῶν, καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου προκύπτουσαι συμπληρωματικαὶ δαπάναι θὰ βαρύνωσι τὰ Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἅτινα ὑπέβαλον ἢ ὑπεστήριξαν τὴν αἴτησιν ταύτην.

228 β) Ἐὰν ἀντιπροσωπεία τις λάβῃ αὐτὴ αὕτη πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ἰδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν τῶν ἐν ἀριθμῷ 224 μνημονευομένων γλωσσῶν.

229 (2) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένῃ ἐν τῷ ἀριθμῶν 227, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ προϊστάμενος τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναλάβωσιν ἔναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλωσι δεόντως εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκυπτούσας δαπάνας.

230 (3) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένῃ ἐν τῷ ἀριθμῷ 228, ἡ ἐνδιαφερομένη ἀντιπροσωπεία δύναται, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, νὰ ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῆς γλῶσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἔκ τινος ἐκ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 224 ἀναφερομένων γλωσσῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν

Ἄρθρον 17.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

231 1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἑκάστης τῶν ὑπογραψασῶν Κυβερνήσεων. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἀπευθυνθῶσιν, ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος θέλει προβῇ εἰς κοινοποίησιν αὐτῶν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

232 2. (1) Ἐπὶ διετίαν ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἀπολαύει τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐγχωρουμένων εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 13 ἕως 15 ἔστω καὶ ἐὰν δὲν ἔχει καταθέσει κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 231.

233 (2) Ἅμα τῇ παρελεύσει διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις δὲν κατέθεσε κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 231 εἰς οὐδεμίαν διάσκεψιν τῆς Ἑνώσεως ἢ σύνοδον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ συνέλευσιν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου, τοῦτο δὲ ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει καταθέσει τὸ κυρωτικὸν ἔγγραφον.

234 3. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 52 ἕκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον ἄρχεται ἰσχῦον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεώς του εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

253 4. Ἐν ἡ περιπτώσει μία ἢ πλείονες ἐκ τῶν ὑπογραψασῶν τὴν Σύμβασιν Κυβερνήσεων, δὲν ἤθελον ἐπικυρώσῃ ταύτην, αὕτη δὲν παύει ἰσχύουσα δι' ἐκείνας, αἵτινες τὴν ἐκύρωσαν.

Ἄρθρον 18.

Προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν.

236 1. Ἡ Κυβέρνησις χώρας τινός, ἥτις δὲν ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην ὁποτεδήποτε συμμορφουμένη πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1.

237 2. Ἡ πρᾶξις προσχωρήσεως ἀπευθύνεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις ἀνακοινοῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, καὶ διαβιβάζει εἰς ἕκαστον τούτων κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς Πράξεως. Ἡ προσχώρησις ἄρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεως, πλὴν ἂν ἄλλως ὁρίζεται διὰ ταύτης.

Ἄρθρον 19.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς Χώρας ἢ ἐδάφη τῶν ὁποίων αἱ ἐξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγονται διὰ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

238 1. Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ δηλώσωσιν ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν διὰ τὸ σύνολον, δι' ὁμάδα ἢ διὰ μίαν μόνον τῶν χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τὰς ὁποίας ἐκπροσωποῦσιν εἰς τὰς ἐξωτερικάς των σχέσεις.

239 2. Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 238 ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὁ ὁποῖος τὴν κοινοποιεῖ εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη.

240 3. Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 238 καὶ 239 δὲν εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς χώρας, τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδας ἐδαφῶν τὰς ἀναγραφομένας εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 20.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς ἐδάφη τελοῦντα ὑπὸ τὴν κηδεμονίαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

241 Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ἐδάφους ἢ ὁμάδος ἐδαφῶν ἐμπεπιστευμένων εἰς τὴν διοίκησίν των δυνάμει συμφωνίας περὶ κηδεμονίας συναφθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 75 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 21.

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

242 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς πάντα τὰ γραφεῖα καὶ εἰς πάντας τοὺς σταθμοὺς τηλεπικοινωνίας, τοὺς ἐγκατεστημένους ὑπ' αὐτῶν ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἐκμετάλλευσις ἀσκεῖται ὑπ' αὐτῶν, ἐφ' ὅσον διεξάγουσι διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσωσιν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν, πλὴν ἂν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν, αἵτινες ἀπαλλάσσονται τῆς ὑποχρεώσεως ταύτης, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 50 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

243 2. Ὀφείλουσι, πρὸς τούτοις, νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐπιβάλλωσι τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ τὰς λοιπὰς ἐπιχειρήσεις τὰς ἐξουσιοδοτημένας νὰ ἐγκαθιστῶσι καὶ ἐκμεταλλεύωνται διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκμεταλλεύωνται σταθμοὺς δυναμένους νὰ προκαλέσωσιν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 22.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

244 1. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, τὸ ὁποῖον ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησεν εἰς ταύτην, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

245 2. Ἡ καταγγελία αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα μετὰ πάροδον ἑνὸς ἔτους, ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 23.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὑπὸ χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αἱ ἐξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγονται ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

246 1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τινα χώραν, ἔδαφος ἢ ὁμάδα ἐδαφῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19, δύναται νὰ τερματισθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν. Ἐὰν ἡ χώρα αὕτη, τὸ ἔδαφος ἢ ἡ ὁμὰς ἐδαφῶν εἶναι συνεργαζόμενον Μέλος, παύει αὐτοστιγμεὶ νὰ ἔχῃ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

247 2. Ἡ διὰ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένη καταγγελία γνωστοποιεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 244 καὶ ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 245.

Ἄρθρον 24.

Κατάργησις τῆς προηγουμένης Συμβάσεως.

248 Ἡ παροῦσα Σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϋρες 1952, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Κυβερνήσεων σχέσεις.

Ἄρθρον 25.

Ἐγκυρότης τῶν ἰσχυόντων Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

249 Οἱ ἐν τῷ ἀριθμῷ 193 προβλεπόμενοι διοικητικοὶ Κανονισμοὶ θεωροῦνται ὡς προσηρτημένοι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἰσχύοντες μέχρι τῆς στιγμῆς τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν νέων Κανονισμῶν τῶν συνταχθησομένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων, ταχτικῶν καὶ ἐνδεχομένως ἐκτάκτων Διοικητικῶν Διασκέψεων.

Ἄρθρον 26.

Σχέσεις μετὰ μὴ συμβαλλομένων χωρῶν.

250 1. Πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὸ δικαίωμα νὰ καθορίζωσι τοὺς ὅρους ὑφ' οὓς δέχονται τὴν ἀνταλλαγὴν τηλεπικοινωνιῶν μετὰ Κράτους μὴ μετέχοντος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

251 2. Ἐὰν τηλεπικοινωνία τις, καταγομένη ἐκ Κράτους μὴ συμβληθέντος γίνῃ δεκτὴ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, αὕτη πρέπει νὰ μεταδιβασθῇ, ἐφ' ὅσον δὲ γίνεται χρῆσις ὁδῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἔχουσι ἐφαρμογὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν, ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 27.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

252 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται νὰ διευθετῶσι τὰς διαφοράς των ἐπὶ ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν ἐν ἄρθρῳ 14 προβλεπομένων Κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ θεμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συναμολογηθεισῶν μεταξύ των πρὸς διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν καθιερωθείσας διαδικασίας, ἢ κατ' οἱανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἣν ἤθελον υἱοθετήσει κοινῇ συμφωνίᾳ.

253 2. Ἐν ἢ περιπτώσει οὐδὲν ἐξ αὐτῶν τῶν μέσων διακανονισμοῦ ἠθέλεν υἱοθετηθῇ, πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, δύνανται, πρὸς λύσιν ὑπαρχούσης διαφορᾶς, νὰ καταφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῷ παραρτήματι 4 καθοριζομένην διαδικασίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 28.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

254 1. Αἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται ἐν τῇ Συμφωνίᾳ τῆς ὁποίας τὸ κείμενον περιλαμβάνεται εἰς τὸ παράρτημα 6 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

255 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης Συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουσι τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν Κανονισμῶν.

Αὗται ἔχουσι, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς ὅλας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 29.

Σχέσεις μετὰ Διεθνῶν Ὀργανώσεων.

256 Πρὸς ὑποβοήθησιν τῆς πραγματοποιήσεως πλήρους διεθνοῦς συντονισμοῦ εἰς τὴν σφαίραν τῶν τηλεπικοινωνιῶν, ἡ Ἕνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες ἔχουσι συναφὲς ἐνδιαφέρον καὶ δραστηριότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 30.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιῇ τὴν ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνιῶν.

257 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναγνωρίζουσιν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνοῦς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως. Ἡ ὑπηρεσία, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις, ἐφαρμόζονται ὁμοιομόρφως δι' ὅλους τοὺς πελάτας εἰς ἑκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεων ἄνευ οἱασδήποτε προτεραιότητος ἢ προτιμήσεως.

Ἄρθρον 31.

Κατακράτησις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

258 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀναστέλλωσι τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἰδιωτικοῦ τηλεγραφήματος, τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ

ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῶσι ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος, ὁλικῆς ἢ μερικῆς, πλὴν ἂν ἡ εἰδοποίησις αὕτη κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

259 2. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσιν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτωσι πᾶσαν ἰδιωτικὴν τηλεγραφικὴν ἢ τηλεφωνικὴν συγκοινωνίαν, ἡ ὁποία ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

Ἄρθρον 32.

Ἀναστολὴ τῆς Ὑπηρεσίας.

260 Ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἰς τινας μόνον σχέσεις καὶ ἢ διά τινας κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 33.

Εὐθύνη.

261 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουσιν ἔναντι τῶν πελατῶν τῶν διεθνῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημίωσιν.

Ἄρθρον 34.

Ἀπόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

262 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

263 2. Ἐν τούτοις διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶσι, τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας ἢ ἐκτέλεσιν διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς ἃς ἔχουσι προσχωρήσει.

Ἄρθρον 35.

Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Μηχανημάτων καὶ ὁδῶν τηλεπικοινωνίας.

264 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὀργάνωσιν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους τεχνικοὺς ὅρους, τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀπροσκόπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

265 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων, δέον, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκῆται κατὰ τὰς καλυτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας δέον δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

266 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐξασφαλίζουσι τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

267 4. Πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ ἐπωφελῆ μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, ἅτινα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, πλὴν ἂν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὅρους.

Ἄρθρον 36.

Ἀνακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

268 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 37.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

269 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιπτώσεις καθ' ἃς χορηγεῖται ἀτέλεια ὁρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 38.

Προτεραιότης τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

270 Αἱ διεθνεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὀφείλουν νὰ παραχωρῶσιν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν τῇ θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηρὰν καὶ εἰς τὸν ἀέρα, καὶ εἰς τὰς ἐχούσας χαρακτῆρα ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

Ἄρθρον 39.

Προτεραιότης τῶν ἐπισήμων τηλεγραφημάτων καὶ τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

271 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 38 καὶ 48 τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπολαύουσιν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, ὅταν ὁ ἀποστολεὺς ζητήσῃ τοῦτο.

Αἱ κρατικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχῃ δυνατότης, νὰ τύχωσι προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 40.

Μυστικὴ γλῶσσα.

272 1. Τὰ κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

273 2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλὴν ἐκείνων, αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὰς τὰς κατηγορίας τῶν ἀνταποκρίσεων.

274 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἢ προοριζόμενα διὰ τὸ ἔδαφός των, ὀφείλουσι νὰ δέχωνται αὐτὰ ὡς διαβατικὰ πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης ἐν ἄρθρῳ 32 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 41.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

275 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουσι νὰ ἔρχωνται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν των.

276 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεων καὶ πιστώσεων οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 275, καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

277 3. Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγαὶ καὶ ἐνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουσι σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων. Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 43 τῆς παρούσης Συμβάσεως

προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν γίνονται συμφώνως πρὸς τοὺς Κανονισμούς.

Ἄρθρον 42.

Νομισματικὴ μονάς.

278 Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ ἑκατὸν ἑκατοστῶν, βάρους 10)31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

Ἄρθρον 43.

Ἰδιαίτεραι συμφωνίαι.

279 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουσιν εἰς ἑαυτά, εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτωσιν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἐνδιαφέρουσι τὸ σύνολον τῶν Μελῶν καὶ Συνενεργαζομένων Μελῶν. Ἐν τούτοις αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει ν' ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 44.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ περιοχικαὶ Ὀργανώσεις.

280 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιῶσι Περιοχικὰς Διασκέψεις, νὰ συνάπτωσι Περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ δημιουργῶσι περιοχικὰς ὀργανώσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν ζητημάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου. Ἐν τούτοις περιοχικαὶ Συμφωνίαι δὲν πρέπει νὰ εὑρίσκωνται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Εἰδικαὶ διατάξεις διὰ τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 45.

Ὀρθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τῶν συχνοτήτων καὶ τῆς περιοχῆς τοῦ φάσματος.

281 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, κρίνουν εὐκταῖον ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιουμένη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζονται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν ὅριον τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξάσφαλισιν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 46.

Ἀλληλεπικοινωνία.

282 1. Οἱ σταθμοὶ οἵτινες ἐκτελοῦσι ραδιοεπικοινωνίαν εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποιήσεως, ν' ἀνταλλάσσωσιν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.

283 2. Οὐχ' ἧττον, διὰ νὰ μὴ παρακωλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 282 δὲν ἐμποδίζουσι τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.

284 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 281, σταθμὸς τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιωρισμένης διεθνοῦς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἢ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

Ἄρθρον 47.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

285 1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἱοδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ἀντικείμενόν των, πρέπει νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ ὑπόκεινται εἰς ἐκμετάλλευσιν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ μὴ προκαλῶσιν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας τῶν ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν ἄλλων ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων διὰ τὴν διεξαγωγὴν ραδιοεπικοινωνίας καὶ αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦσι συμμορφούμεναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

286 2. Ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ἀπὸ τὰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις τὰς δεόντως ἐξουσιοδοτημένας πρὸς τοῦτο, τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 285.

287 3. Ἔτι πλέον, τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσι ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν λῆψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων, ἵνα ἡ λειτουργία ἠλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ ἐγκαταστάσεων πάσης φύσεως, μὴ προκαλῇ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐν ἀριθμῷ 285 ἀναφερομένας ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 48.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

288 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνίας ὑποχρεοῦνται νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσίς των, ν' ἀπαντῶσιν ὁμοίως εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδωσιν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

Ἄρθρον 49.

Ψευδῆ ἢ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος.

289 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταδιβάσεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν σημάτων κινδύνου ἀσφαλείας ἢ ἀναγνωρίσεως καὶ νὰ συνεργάζωνται διὰ τὸν ἐντοπισμὸν καὶ ἀναγνώρισιν, ἀπὸ τῆς ἰδίας αὐτῶν Χώρας, τῶν σταθμῶν οἵτινες ἐκπέμπουσι τὰ σήματα ταῦτα.

Ἄρθρον 50.

Ἐγκαταστάσεις τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐθνικῆς Ἀμύνης.

290 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι πλήρη ἐλευθερίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τῶν στρατιωτικῶν, ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν δυνάμεων αὐτῶν.

291 2. Ἐν τούτοις, αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται πρέπει, ὅσον εἶναι δυνατὸν νὰ τηρῶσι τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παροχὴν βοηθείας ἐν περιπτώσει κινδύνου, τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων ὡς καὶ τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς χρησιμοποιητέας συχνότητας, ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦσιν.

292 3. Πλὴν τούτου, ὅταν αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουσι τῆς ὑπηρεσίας τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν διεπομένων ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν, ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται γενικῶς πρὸς τὰς κανονιστικὰς διατάξεις ἐκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 51.

293 Εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, πλὴν ἀντιφάσεως μὲ τὸ κείμενον:

α) Οἱ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται ἐν τῷ Παραρ-

τήματι 3 ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτούς.

294 6) Οἱ λοιποὶ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται διὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 14 προβλεπομένων Κανονισμῶν, ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτοὺς εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Τελικὴ διάταξις.

Ἄρθρον 52.

Ἔναρξις ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

295 Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα τὴν πρώτην Ἰανουαρίου χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα ἕν, μεταξὺ τῶν Χωρῶν, ἐδαφῶν ἢ ὁμάδων ἐδαφῶν δι' ἃς αἱ προσχωρήσεις θὰ ἔχωσι κατατεθῇ πρὸ τῆς χρονολογίας ταύτης.

Εἰς τὴν πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον, συντεταγμένον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου, ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως.

Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Δεκεμβρίου 1959

(Ἕπονται αἱ ὑπογραφαί)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1.

(Βλέπε ἀριθμὸν 4)

Ἀφγανιστὰν
Ἀλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Σαουδικὴ Ἀραβία (Βασίλειον τῆς)
Ἀργεντινὴ (Δημοκρατία)
Αὐστραλία (Ὁμοσπονδία τῆς)
Αὐστρία
Βέλγιον
Λευκορωσσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βιρμανία
Βολιβία
Βραζιλία
Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Καμβότζη (Βασίλειον τῆς)
Καναδᾶς
Κεϋλάνη
Χιλὴ
Κίνα
Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
Βελγικὸν Κογκὸ καὶ ἔδαφος τοῦ Ρουάντα—Οὐρούντι
Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
Κόστα—Ρίκα
Κούβα
Δανία
Δομινικανὴ Δημοκρατία
Ἔλ Σαλβαντὼρ (Δημοκρατία τοῦ)
Ἰσημερινὸς
Ἱσπανία
Ὑπερπόντια Κράτη τῆς Κοινοπολιτείας καὶ Γαλλικὰ ὑπερπόντια ἐδάφη
Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς
Αἰθιοπία
Φιλλανδία
Γαλλία
Γκάνα
Ἑλλὰς
Γουατεμάλα
Γουϊνέα (Δημοκρατία τῆς)
Χαϊτὴ (Δημοκρατία τῆς)
Χοντουρὰς (Δημοκρατία τῆς)
Οὐγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἰνδία (Δημοκρατία τῆς)
Ἰνδονησία (Δημοκρατία τῆς)
Ἰρὰν
Ἰρὰκ (Δημοκρατία τοῦ)
Ἰρλανδία
Ἰσλανδία
Ἰσραὴλ (Κράτος τοῦ)
Ἰταλία
Ἰαπωνία
Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
Κουβεὶτ
Λάος (Βασίλειον τοῦ)
Λίβανος
Λιβερία
Λιβύη (Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς)
Λουξεμβοῦργον
Μαλαισία (Ὁμοσπονδία τῆς)
Μαρόκον (Βασίλειον τοῦ)
Μεξικὸν
Μονακὸ
Νεπάλ
Νικαράγουα
Νορβηγία
Νέα Ζηλανδία
Πακιστὰν
Παναμᾶς
Παραγουάη
Κάτω Χῶραι (Βασίλειον τῶν)
Περοῦ
Φιλιππῖναι (Δημοκρατία τῶν)
Πολωνία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Πορτογαλλία
Ἱσπανικαὶ Ἀποικίαι Ἀφρικῆς
Ὑπερπόντιαι Πορτογαλλικαὶ Ἀποικίαι
Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας
Ὁμοσπονδιακὴ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Γιουγκοσλαβίας
Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
Ροδεσία καὶ Νυασάλαντ (Ὁμοσπονδία)
Ρουμανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία)
Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας
Σουδὰν (Δημοκρατία τοῦ)
Σουηδία
Ἑλβετία (Συνομοσπονδία)
Τσεχοσλοβακία
Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς
Ὑπερπόντια ἐδάφη τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας
Ταϊλάνδη
Τυνησία
Τουρκία
Νοτιοαφρικανικὴ Ἕνωσις καὶ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς
Ἕνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
Οὐραγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βιὲτ—Νὰμ (Δημοκρατία τοῦ)
Βιέτ—Νὰμ (Δημοκρατία τῆς)
Ὑεμένη

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2.

(Βλέπε ἀριθμὸν 7)

Δυτικὴ Βρετανικὴ Ἀφρικὴ
Ἀνατολικὴ Βρετανικὴ Ἀφρικὴ
Βρετανικαὶ Βερμοῦδαι—Καραϊβικὴ (Ὁμὰς τῶν)
Σιγκαπούρη—Βρετανικὴ Βόρνεος (Ὁμὰς)
Ἐδάφη ὑπὸ κηδεμονίαν τῆς Σομαλίας ὑπὸ Ἰταλικὴν Διοίκησιν

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3.

(Βλέπε ἄρθρον 51)

Καθορισμὸς ὅρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

300 Διεύθυνσις: Πᾶσα κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸ ςἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναληφθεισῶν διὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

301 Ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶς ἰδιώτης ἢ ἑταιρεία μὴ κρατική, ἥτις ἐκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐκτελῇ ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκπαιδευτικὴν νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς ὁμοιοειδῆ ὑπηρεσίαν.

302 Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις , ὡς ὁρίζεται ἀνωτέρω, ἡ ὁποία ἐκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 21 προβλεπόμεναι ὑπαχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἡ ἕδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἐξουσιοδοτήσει τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ νὰ ἐκμεταλλεύηται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

303 Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διάσκεψιν Πληρεξουσίων, ἢ πρόσωπον ἀντιπροσωπεῦον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινὸς ἢ συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

304 Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτκῆς Ἐπιτροπῆς.

305 Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ἐθνικοῦ ἱδρύματος, ἐξουσιοδοτημένου ὑπὸ τῆς Κυβερνσήεως ἢ τῆς Διευθύνσεως τῆς Χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθ. Συμβουλευτικῆς Ἐπιτραπῆς.

306 Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπό:

Τῶν Ἡνωμένω ν Ἐθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28 τῆς Συμβάσεως. Μιᾶς τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅπως μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν Διασκέψεώς τινός.

Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς εἰδικὴν διάσκεψιν περιφερειακοῦ χαρακτῆρος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 τῆς Συμβάσεως.

307 Ἀντιπροσωπεία: Τὸ σύνολον τῶν πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων, ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίζῃ τὴν ἀντπιροσωπείαν του κατὰ βούλησιν. Ἰδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα πληρεξουσίων ἢ ἀκολούθων, πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς τηλεπικοινωνίας.

308 Τηλεπικοινωνίαι: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λῆψις σημείων, σημάτων, κειμένων, εἰκόνων, ἤχων ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως, διὰ σύρματος, διὰ ραδιοηλεκτρισμοῦ, ὀπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἠλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.

309 Τηλεγραφία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως χειρογράφου, ἐντύπου ἢ εἰκόνος ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἴδους πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφὴν ταύτην. Εἰς τὸν Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν ὁ ὅρος (τηλεγραφία «σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνείας, σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως κώδικος σημείων»).

310 Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐγκαθιστάμενον διὰ τὴν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἴς τινας δὲ περιπτώσεις καὶ ἄλλων ἤχων.

311 Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιουμένη τῇ βοηθείᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

312 Ράδιον: Πρόθεμα χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

313 Ἐπιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἐκπομπή, πᾶσα ἀκτινοβολία ἢ πᾶσα ἐπαγωγή, ἥτις διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοπλοΐας ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἀσφαλείας (*) ἢ προξενεῖ σοβαρὰν βλάβην τῆς ποιότητος ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως τῷ Κανονισμῷ Ραδιοεπικοινωνιῶν ,τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν διακόπτει κατὰ τρόπον ἐπαναλαμβανόμενον.

314 Διεθνὴς Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξὺ Γραφείων ἢ σταθμῶν τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους Χώρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους Χώρας.

315 Κινητὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία ραδιοεπικοινωνίας μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς ἢ μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν.

316 Ραδιοφωνικὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας τῆς ὁποίας αἱ ἐκπομπαὶ προορίζονται διὰ τὴν λῆψιν ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ Ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ ἠχητικὰς ἐκπομπάς, ἐκπομπὰς τηλεοράσεως, ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπάς.

317 Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις: Πᾶσα τηλεπικοινωνία ἣν τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοί, ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουσι τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ, ὀφείλουσι νὰ δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.

318 Τηλεγράφημα : Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν μὲ σκοπὸν νὰ ἐπιδοθῇ εἰς τὸν παραλήπτην. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιθέτου ὁρισμοῦ.

319 Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις.

Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις ἀποστελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν :

— Ἀρχηγοῦ Κράτους.
— Προέδρου Κυβερήσεως καὶ Μελῶν Κυβερνήσεως.
— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ἢ Ἀρχηγοῦ ἐδάφους περιλαμβανομένου εἰς ὁμάδα ἐδαφῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.
— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν ἢ ὑπὸ ἐντολὴν εἴτε τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἴτε Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.
— Ἀρχηγῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀέρος.
— Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.

(*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσκαίρως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν.

— Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, Ἀρχηγοῦ τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
— Διεθνοῦς Δικαστηρίου τῆς Χάγης.

320 Αἱ ἀπαντήσεις εἰς τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα, ὡς ταῦτα ὁρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

321 Ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα : Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.

322 Ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα : τηλεγραφήματα διαμειβόμενα μεταξύ :

α) Τῶν Διευθύνσεων.

β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἀφ' ἑτέρου, καὶ τὰ ὁποῖα εἶναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4.

(βλέπε ἄρθρον 27)

Διαιτησία.

400 1. Τὸ μέρος τὸ ὁποῖον ἐγκαλεῖ ἀρχίζει τὴν σχετικὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἕτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.

401 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ ἀναθέσωσι τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, Διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν, παρελθούσης προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.

402 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικῶσιν εἰς ταύτας, οὔτε νὰ χρησιμοποιῶναι εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.

403 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεχόντων τῆς συμφωνίας ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας προεκάλεσε τὴν διαφοράν.

404 5. Ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὁρίζει ἕνα διαιτητήν.

405 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουσιν ἐμπλακῇ εἰς τὴν διαφοράν, ἑκάστη ὁμὰς ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, ὁρίζει ἕνα διαιτητὴν συμφώνως πρὸς τὴν ἐν ἀριθμοῖς 403—404 προβλεπομένην διαδικασίαν.

406 7. Οἱ δύο οὕτω ὁριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὅστις, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὄχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 402 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου, ἕκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητήν, οὐδὲν συμφέρον ἔχοντα εἰς τὴν διαφοράν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.

407 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑφ' ἑνὸς μόνου διαιτητοῦ, ὁριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ὁρίζωσιν, ἕκαστον, ἕνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητῶσι ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὅπως ἐκ τῶν δύο ἐκλέξῃ ἕνα διὰ κληρώσεως.

408 9. Ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουσιν ἐλευθέρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

409 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς περισσοτέρους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειοψηφίας τῶν διαιτητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.

410 11. Ἕκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς ὁποίας τὸ ἴδιον προεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιποι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.

411 12. Ἡ Ἕνωσις παρέχει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφορὰν πληροφορίας ὧν ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ θὰ ἠδύναντο νὰ ἔχωσιν ἀνάγκην.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5.

Γενικὸς Κανονισμὸς προσηρτημένος εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Γενικαὶ διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς Διασκέψεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων, ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

500 1. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁρίζει τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς Διασκέψεως.

501 2. (1) Ἓν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστης χώρας Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς ἕκαστον συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως.

502 (2) Αἱ προσκλήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.

503 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 28 τῆς Συμβάσεως.

504 4. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητ. Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ τὰς Εἰδικευμένας Ὀργανώσεις αἵτινες εὑρίσκονται εἰς σχέσεις μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ αἵτινες ἀποδέχονται ἐπ' ἀμοιβαιότητι τὴν ἀντιπροσώπευσιν τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς συνελεύσεις αὐτῶν, ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν διασκέψεων μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

505 5. Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν πρέπει νὰ περιέρχωνται εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχωσι κατὰ τὸ δυνατόν, πάσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.

506 6. Πᾶς μόνιμος ὀργανισμὸς τῆς Ἑνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν Διάσκεψιν ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα ὁσάκις αὕτη συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἁρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ καλέσῃ καὶ ὀργανισμὸν ὅστις δὲν ἔκρινεν ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.

507 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων:

α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 307 τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως.

508 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

509 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων, συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 504.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

510 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 500 ἕως 505 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

(2) Ἐν τούτοις, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ἐκτάκτους Διοικητικὰς Διασκέψεις καὶ τὰς εἰδικὰς Διασκέψεις ἡ προθεσμία διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἓξ μῆνας.

512 (3) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινῶσι τὴν πρόσκλησιν, ἥτις ἀπηυθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.

513 2. (1) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες ἐνδιαφέρονται ὅπως ἀποστέλλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα.

514 (2) Αἱ ἐνδιαφερόμεναι διεθνεῖς ὀργανώσεις ἀπευθύνουσιν εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν αἴτησιν συμμετοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.

515 (3) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις ἡ δὲ ἀπόφασις περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.

516 3. (1) Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις:

α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 307 τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως.

517 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

518 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 504.

519 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 513 ἕως 515.

520 ε) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῆς Χώρας Μέλους ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.

521 στ) Οἱ μόνιμοι ὀργανισμοὶ τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 506 προβλεπομένους ὅρους.

522 (2) Ἐπὶ πλέον, γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Εἰδικὰς Διασκέψεις περιοχικοῦ χαρακτῆρος οἱ παρατηρηταὶ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν ἅτινα δὲν ἀνήκουσιν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3.

Εἰδικαὶ διατάξεις διὰ τὰς Διασκέψεις αἵτινες συνέρχονται ἄνευ συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

523 Ὁσάκις πρόκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ἄνευ τῆς συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 1 καὶ 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὀργάνωσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4.

Προθεσμία καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

524 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὅπως τῷ ἀποστείλωσι ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις των τὰς σχετικὰς μὲ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

525 2. Πᾶσα ὑποβαλλομένη πρότασις ἧς ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Κανονισμῶν, δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς ἐπιτρεπούσας τὴν εὐχερῆ ἀνεύρεσιν, κατ' ἀριθμὸν κεφαλαίου, ἄρθρου ἢ παραγράφου, τῶν μερῶν τοῦ κειμένου ἅτινα χρήζουσι τῆς ἀναθεωρήσεως ταύτης. Ἡ αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφαίνηται εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ὅσον εἶναι δυνατὸν συνοπτικῶς.

526 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συντονίζει τὰς ληφθείσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινοῖ αὐτὰς τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Διαπιστευτήρια εἰς τὰς Διασκέψεις.

527 1. (1) Ἡ ὑπὸ Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἀποστελλομένη ἀντιπροσωπεία διὰ νὰ μετάσχῃ Διασκέψεως, δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένη διὰ νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς καὶ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένη διὰ τῶν ἀπαραιτήτων πληρεξουσίων ἐγγράφων ἵνα ὑπογράψῃ τὰς Τελικὰς Πράξεις.

528 (2) Ἡ ὑπὸ Συνεργαζομένου Μέλους ἀποστελλομένη εἰς Διάσκεψιν ἀντιπροσωπεία, δέον ὅπως τυγχάνῃ ἐξουσιοδοτημένη δεόντως, ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν, συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 16.

529 2. Διὰ τὰς Διασκέψεις πληρεξουσίων.

(1) α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.

530 β) Δύνανται ἐν τούτοις, νὰ διαπιστεύωνται προσωρινῶς ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ Διάσκεψις διπλωματικῆς ἀποστολῆς.

531 γ) Πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἐκπροσωποῦσα Ἔδαφος ὑπὸ ἐντολήν, ἐπ' ὀνόματι τοῦ ὁποίου ἔχουσι προσχωρήσει τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη εἰς τὴν Σύμβασιν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 20, δέον νὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

532 (2) Διὰ νὰ ὑπογράψωσι τὰς Τελικὰς Πράξεις, οἱ ἀντιπρόσωποι δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ πληρεξουσίων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τῶν ἐν ἀριθμῷ 529 καθοριζομένων Ἀρχῶν. Τὰ πληρεξούσια ἅτινα ἀποστέλλονται διὰ τηλεγραφήματος δὲν εἶναι δεκτά.

533 3. Διὰ τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις:

(1) Ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 529 ἕως 532.

534 (2) Ἀνεξαρτήτως τῶν ἐν ἀριθμῷ 529 μνημονευομένων Ἀρχῶν, ὁ ἁρμόδιος Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν συζητηθησομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως θεμάτων, δύναται νὰ διαπιστευθῇ μίαν ἀντιπροσωπείαν καὶ νὰ τὴν ἐφοδιάσῃ διὰ πληρεξουσίων ἐξουσιοδοτῶν αὐτὴν νὰ μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν καὶ νὰ ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς Πράξεις.

535 4. Εἰδικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται νὰ ἐλέγξῃ τὰ διαπιστευτήρια ἑκάστης ἀντιπροσωπείας. Αὕτη διατυπώνει τὰ συμπεράσματά της ἐντὸς τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προθεσμίας.

536 5. (1) Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου ἀφ' ἧς στιγμῆς ἀρχίσῃ αὕτη νὰ μετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως

537 (2) Ἐν τούτοις ἀντιπροσωπεία τις δὲν ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου, ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ Γενικὴ Συνέλευσις κρίνῃ ὅτι τὰ διαπιστευτήρια αὐτῆς δὲν εἶναι ἐν τάξει καὶ ἐφ' ὅσον ἡ θέσις αὐτῆς δὲν ἤθελε τακτοποιηθῇ

538 6. Κατὰ γενικὸν κανόνα αἱ Χῶραι Μέλη δέον νὰ προσπαθῶσι νὰ ἀποστέλλωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἰδικάς των ἀντιπροσωπείας. Ἐν τούτοις ἐὰν δι' ἐξαιρετικοὺς λόγους, Μέλος τι δὲν δύναται νὰ ἀποστείλῃ ἰδικήν του ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ διαπιστευθῇ

ἀντιπροσωπείαν ἑτέρου Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ δώσῃ εἰς αὐτὴν τὴν πληρεξουσιότητα νὰ ἐνεργῇ καὶ νὰ ὑπογράφῃ ἐπ' ὀνόματί της.

539 7. Ἀντιπροσωπεία δεόντως διαπεπιστευμένη δύναται νὰ δώσῃ ἐντολὴν εἰς ἄλλην ἀντιπροσωπείαν δεόντως διαπεπιστευμένην νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου δι' αὐτήν, κατὰ μίαν ἢ περισσοτέρας συνεδριάσεις εἰς τὰς ὁποίας δὲν εἶναι εἰς αὐτὴν δυνατὸν νὰ παραστῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἀφείλει νὰ πληροφορήσῃ περὶ τούτου τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως.

540 8. Καθ' ἁπάσας τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 538 ἕως 539 περιπτώσεις, μία ἀντιπροσωπεία δὲν δύναται νὰ διαθέτῃ κατ' ἐξουσιοδότησιν, περισσοτέρας τῆς μιᾶς ψήφου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν Ἐκτάκτων Διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

541 1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἅτινα ἐπιθυμοῦσι τὴν σύγκλησιν ἐκτάκτου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦσι περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα, καθορίζοντα τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἣν προτείνουσι διὰ τὴν σύγκλησιν.

542 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐπὶ τῇ λήψει εἴκοσι ταὐτοσήμων αἰτήσεων, διαδίδει τὴν ἀνακοίνωσιν τηλεγραφικῶς πρὸς ὅλα τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, παρακαλῶν τὰ Μέλη νὰ δηλώσωσι εἰς αὐτόν, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐὰν ἀποδέχωνται ἢ ὄχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.

543 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν Μελῶν ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ συνόλου τῆς προτάσεως, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τόσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην χρονολογίαν καὶ τόπον συνόδου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.

544 4.(1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτὴ πρότασις προβλέπει τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς ἄλλο μέρος καὶ οὐχὶ εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης Χώρας ἂν δέχεται νὰ γίνῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.

545 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.

546 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα ἐζήτησαν τῆς σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέας προτάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον τῆς συνόδου.

547 5. Ὅταν ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις ἀφορᾷ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου 3.

548 6.(1) Ἐὰν δὲν ἐγκριθῇ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ χρονολογία) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὰς ληφθείσης ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, καλῶν τὰ Μέλη νὰ ἀποφανθοῦν κατὰ τρόπον ὁριστικὸν ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἀμφισβητηθέντων σημείων.

549 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς γενόμενα ἀποδεκτά, ὅταν ἐγκριθοῦν ἀπὸ τὴν πλειοψηφίαν τῶν Μελῶν.

550 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπίσης ὅταν ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως ἐκτάκτου Διοικητικῆς Διασκέψεως γίνεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν Εἰδικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

551 1. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου 6 ἐφαρμόζονται ἐξ ὁλοκλήρου εἰς τὰς παγκοσμίους Εἰδικὰς Διασκέψεις.

552 2. Ἐν περιπτώσει Εἰδικῶν Περιοχικῶν Διασκέψεων, ἡ ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 6 προβλεπομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς. Ἐὰν ἡ σύγκλησις πρόκειται νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ Μελῶν τῆς περιοχῆς, εἶναι ἀρκετὸν νὰ λάβῃ ὁ Γραμματεὺς ταὐτοσήμους αἰτήσεις προερχομένας ἀπὸ τὸ τέταρτον τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς ταύτης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8.

Κοιναὶ διατάξεις δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις. Ἀλλαγὴ τῆς χρονολογίας καὶ τοῦ τόπου Διασκέψεως.

553 1. Αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν, ὅταν πρόκειται περὶ ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας καὶ τοῦ τόπου τῆς συνόδου Διασκέψεως, ἢ μόνον τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο, αἰτουμένης ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ προτεινομένης ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἐν τούτοις τοιαῦται ἀλλαγαὶ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιῶνται εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν ἀποφανθῇ ὑπὲρ αὐτῶν.

554 2. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὁποῖον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑποστήριξιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἀριθμοῦ ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν.

555 3. Περίπτωσις τυχούσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἀναφέρει εἰς τὰς ἐν ἀριθμῷ 542 προβλεπομένας γνωστοποιήσεις τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς Χρονολογίας, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι ὅταν ἔχουσι γίνει δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 9.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων.

Ἄρθρον 1.

Σειρὰ τῶν θέσεων.

556 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 2.

Κήρυξις ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

557 1. (1) Τῆς ἐναρκτηρίου συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγεῖται συνέλευσις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὁποίαν προπαρασκευάζεται ἡ ἡμερησία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

558 (2) Ὁ πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὁρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 559 καὶ 560.

559 2. (1) Ἡ ἔναρξις τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὁριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

560 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἡ ἔναρξις κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

561 3. (3) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου ὁ ὁποῖος, γενικῶς, εἶναι προσωπικότης ὁριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

(2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ὁ Πρόεδρος ἐκλέγεται βάσει προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, διατυπουμένης κατὰ τὴν ἐν ἀριθμῷ 557 προβλεπομένην συνέλευσιν.

563 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως:

α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιστοίχων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.

565 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἥτις συντίθεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχούσης ἐκ Προσωπικοῦ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 3.

Προνομίαι τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως.

566 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἵτινες ἐκχωροῦνται εἰς τὸν Πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἔναρξιν καὶ τὸ πέρας ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀναγιγνώσκει τὰς γενομένας δεκτὰς ἀποφάσεις.

567 2. Ἔχει τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τῆς τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως, τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συζητήσεως, τὴν διακοπὴν ἢ τὴν ἀναβολὴν συνεδριάσεώς τινος. Δύναται ἐπίσης ν' ἀποφασίζῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως γενικῆς συνελεύσεως ἢ ὁλομελείας,, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

568 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζωσι ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

569 4. Μεριμνᾷ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπτῃ πάντα ρήτορα ὅστις ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος, ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

Ἄρθρον 4.

Σύστασις τῶν Ἐπιτροπῶν.

570 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων ἅτινα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπάς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται ὡσαύτως νὰ συνιστῶσιν ὁμάδας ἐργασίας.

571 2. Αἱ Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπὰς καὶ ὁμάδας ἐργασίας, μόνον ὅταν εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

Ἄρθρον 5.

Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ.

572 Κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾷ μίαν Ἐπιτροπὴν ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτιζομένην νὰ παρακολουθῇ, τὴν ὀργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως ἅτινα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων· νὰ ἐξετάζῃ καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου δαπανῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἵτινες ἐπιθυμοῦσι νὰ μετάσχωσι αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως, ἀντιπρόσωπον ταύτης.

573 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ἐγκριθέντος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Διασκέψεως ἢ Συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Γραμματέως τῆς Διασκέψεως ἢ Συνόδου, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν πραγματοποιηθεισῶν ἤδη δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπ' ὄψιν προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐὰν αἱ γενόμεναι πρόοδοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς χρονολογίας καθ' ἣν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος Προϋπολογισμός.

574 3. Κατὰ τὸ τέλος ἑκάστης Διασκέψεως ἢ Συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσῃ δυνατῇ ἀκριβείᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν, αἵτινες θὰ πραγματοποιηθῶσι μέχρι τῆς λήξεως τῆς Διασκέψεως ἢ Συνόδου.

575 4. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔρευναν καὶ ἔγκρισίν της ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα τεθῇ ὑπ' ὄψιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῆ ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ.

Ἄρθρον 6.

Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

576 1. Διασκέψεις Πληρεξουσίων.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν μελῶν καὶ συνεργαζομένων μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 508 καὶ 509 ἀναφερομένων παρατηρητῶν οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

577 2. Διοικητικαὶ διασκέψεις.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν μελῶν καὶ συνεργαζομένων μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 517 ἕως 550 ἀναφερομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 7.

Εἰσηγηταί, Πρόεδροι καὶ Ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

578 Ὁ Πρόεδρος ἑκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς τὴν Ἐπιτροπήν του τὸν διορισμὸν εἰσηγητῶν καὶ τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων, Ἀντιπροέδρων καὶ Εἰσηγητῶν ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

Ἄρθρον 8.

Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

579 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν, ὑποεπιτροπῶν καὶ ὁμάδων ἐργασίας, ἀναγγέλλονται ἀρκούντως προηγουμένως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 9.

Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

580 Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἱανδήποτε πρότασιν.

Ἄρθρον 10.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

581 Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς Διασκέψεως θὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς διασκέψεως ἢ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἁρμοδίας Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἢ εἰς τὴν γραμματείαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς ὑπηρεσιακοῦ στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

582 2. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ὑποβληθῇ γραπτῶς, ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ

τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας, ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

583 3. Ὁ Πρόεδρος Διασκέψεως ἢ Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποβάλῃ ὁποτεδήποτε προτάσεις προοριζομένας νὰ ἐπιταχύνωσι τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

584 4. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

585 5. (1) Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἢ ὁ Πρόεδρος τῆς ἁρμοδίας Ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, ἐὰν ὑποβαλλομένη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἢ ἂν πρέπει νὰ κατατεθῇ γραπτῶς πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 581 προβλεπομένους ὅρους.

586 (2) Τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως, ἐν γένει, ἥτις πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, δέον νὰ διανέμηται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἀρκούντως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶναι δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

587 (3) Ἐξ ἄλλου, ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως, ὅστις λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθμῷ 581 ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτὰς κατὰ τὴν περίπτωσιν πρὸς τὰς ἁρμοδίας Ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

588 6. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται ν' ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διασκέψεως καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

Ἄρθρον 11.

Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἢ τροπολογίας.

589 1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἢ ὑποβαλλομένη ὑπό τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐάν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηριχθῇ ὑπὸ μιᾶς τοὐλάχιστον ἑτέρας ἀντιπροσωπείας.

590 2. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

Ἄρθρον 12.

Προτάσεις τῶν ὁποίων ἡ ἐξέτασις παρελείφθη ἢ ἀνεβλήθη.

691 Ὁσάκις πρότασις ἢ τροπολογία παραλείπεται ἢ ὁσάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασίς της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη, ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ, ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

Ἄρθρον 13.

Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνελεύσει.

592 1. Ἀπαρτία.

Διὰ νὰ διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται ὅπως πλέον τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ Διασκέψει καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύωνται εἰς τὴν συνεδρίασιν.

593 2. Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβωσιν τὸν λόγον, δὲν δύνανται νὰ ὁμιλήσωσιν, ἐὰν δὲν λάβωσι τὴν συγκατάθεσιν τοῦ προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουσιν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα ὁμιλοῦσι.

594 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ σαφῶς, νὰ χωρίζῃ καλῶς τὰς λέξεις καὶ νὰ σταματᾷ ἀναλόγως κατὰ περιόδους, ἵνα ἐπιτρέπῃ εἰς πάντας νὰ ἐννοῶσι καλῶς τὴν σκέψιν του.

595 3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ ζητήματα ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ ὑποβάλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κρίνῃ κατάλληλον.

Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ἀμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη ὅμως παραμένει ἰσχυρὰ ἐφ' ὅσον δὲν ἀκυροῦται ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρουσῶν ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

596 (2) Ἡ ἀντιπροσωπεία, ἥτις ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ δὲν δύναται, ἐν τῇ παρεμβάσει της, νὰ θίξῃ ἐν τῇ οὐσίᾳ του, τὸ συζητούμενον θέμα.

597 4. Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, περὶ ὧν οἱ ἀριθμοὶ 595 καὶ 596 εἶναι ἡ ἀκόλουθος:

α) Πᾶν ζήτημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παροντος Κανονισμοῦ.

598 β) Ἀναβολὴ τῆς συνεδριάσεως.

599 γ) Διακοπὴ τῆς συνεδριάσεως.

600 δ) Ἀναβολὴ τῆς συζητσήεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

601 ε) Περαίωσις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

602 στ) Οἱαιδήποτε ἄλλαι προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ ὑποβληθῶσι καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

603 5. Πρότασις ἀναβολῆς ἢ διακοπῆς τῆς συνεδριάσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν ἑνὸς θέματος ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὁποίων στηρίζει τὴν πρότασίν της.

Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ρήτορας, ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν διακοπήν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

604 6. Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα. Ἐν ᾗ περιπτώσει μίαν τοιαύτην πρότασιν ἐπακολουθήσῃ συζήτησις, τρεῖς μόνον ρήτορες, ἐπὶ πλέον τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν, δύνανται νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, ὁ εἷς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ οἱ δύο κατ' αὐτῆς.

605 7. Πρότασις περαιώσεως τῆς συζητήσεως.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ ὅπως ἡ συζήτησις ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος περαιωθῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ρήτορας ἀντιτιθεμένους πρὸς τὴν περαίωσιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

606 8. Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων.

(1) Ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίζῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἑνὸς καθωρισμένου θέματος.

607 (2) Οὐχ ἧττον, ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἑκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτὰ κατ' ἀνώτατον ὅριον.

608 (3) Ὁσάκις ρήτωρ ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ πρόεδρος πληροφορεῖ

περὶ τούτου τὴν συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ρήτορα ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ περαιώσῃ τὸν λόγον του συντόμως.

609 9. Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ρητόρων.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεως τινός, ὁ πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ρητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἵτινες ἐκδηλώνουν σχετικὴν ἐπιθυμίαν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς συνελεύσεως, δύναται νὰ κηρύξῃ τὸν κατάλογον κεκλεισμένον.

Ἐν τούτοις ὁ πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξαίρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πάντα ἐκφωνηθέντα λόγον, ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.

610 (2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ρητόρων ἐξαντληθῇ, ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως.

611 10. Ζητήματα ἁρμοδιότητος.

Τὰ ἀναφυόμενα ζητήματα ἁρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

612 11. Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.

Ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινα δύναται νὰ ἀποσύρῃ αὐτὴν πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις ὑποστᾶσα τροπολογίαν ἢ οὗ, ἥτις οὕτω ἀποσύρεται, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

Ἄρθρον 14.

Δικαίωμα ψήφου.

613 1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως, δεόντως διαπεπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς Συμβάσεως.

614 2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 15.

Ψηφοφορία.

615 1. Ὁρισμὸς τῆς πλειοψηφίας.

(1) Ἡ πλειοψηφία σχηματίζεται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

616 (2) Αἱ ἀποχαὶ δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.

617 (3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ὡς ἀπορριφθεῖσα.

618 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, θεωρεῖται ὡς «παροῦσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεία» πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἥτις κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ προτάσεώς τινος.

619 2. Μὴ συμμετοχὴ εἰς τὴν ψηφοφορίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες εἶναι παροῦσαι καὶ δὲν μετέχουσι μιᾶς ὡρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦσι ρητῶς ὅτι δὲν θέλουσι νὰ μετάσχωσι αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι, προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὕπαρξις ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 592 οὔτε ὡς ἀποσχοῦσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

620 3. Εἰδικὴ πλειοψηφία.

Εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν εἰσδοχὴν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ 1ου ἄρθρου τῆς Συμβάσεως.

621 4. Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἑκατόν.

Ὁσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνει τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπέρ, κατά, ἀποχαί), ἡ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν καθ' ἣν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.

622 5. Διαδικασίαι ψηφοφορίας.

(1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 625 προβλεπομένης περιπτώσεως, αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι:

613 α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρός, κατὰ γενικὸν κανόνα.

β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως· ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ζητήσωσι τοῦτο δύο τοὐλάχιστον ἀντιπροσωπεῖαι.

624 (2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.

625 6. Μυστικὴ ψηφοφορία.

Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσάκις ζητήσωσι τοῦτο πέντε τοὐλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.

626 7. Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.

Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχει ἀρχίσει, οὐδεμία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ αὐτήν, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.

627 8. Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.

Ὁ Πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἵτινες ἐπιθυμοῦσι νὰ δικαιολογήσωσι τὴν ψῆφον των κατόπιν τῆς ψηφοφορίας.

628 9. Ψηφοφορία ἐπὶ προτάσεώς τινος κατὰ μέρη.

(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινα ζητήσῃ τοῦτο ἢ ὅταν ἡ συνέλευσις κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, ἢ ὅταν ὁ Πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο, ἡ πρότασις αὕτη κατατέμνεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κεχωρισμένως. Τὰ ἐκ τῆς προτάσεως ψηφιζόμενα μέρη, τίθενται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν ἐν τῷ συνόλῳ των.

629 (2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέρη προτάσεώς τινος καταψηφισθῶσι, ἡ πρότασις θεωρεῖται καὶ αὐτὴ αὕτη ὡς ἀπορριφθεῖσα.

630 10. Σειρὰ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς ἓν καὶ τὸ αὐτὸ θέμα.

(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων, αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν καθ' ἣν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.

631 (2) Μεθ' ἑκάστην ψηφοφορίαν, ἡ συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ οὐ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἑπομένη πρότασις.

632 11. Τροπολογίαι.

(1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφήν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως ταύτης.

633 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ προτάσεώς τινος γινομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.

624 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἐμφανίζεται ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.

635 12. Ψηφοφορία ἐπὶ τῶν τροπολογιῶν.

(1) Ἐὰν πρότασίς τις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.

636 (2) Ἐὰν πρότασίς της ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων τροπολογιῶν, διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν τροπολογιῶν ἥτις ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν, ἥτις ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς, μέχρις οὗ ἐξετασθῶσιν ἅπασαι αἱ τροπολογίαι.

637 (3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι γίνωσι δεκταί, ἡ οὕτω τραποποιουμένη πρότασις τίθεται ἀκολούθως καὶ αὐτὴ αὕτη εἰς ψηφοφορίαν.

638 (4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνῃ δεκτή, ἡ ψηφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.

Ἄρθρον 16.

Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.

639 1. Οἱ πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουσι καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα ἅτινα ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 3 εἰς τὸν πρόεδρον τῆς συνελεύσεως.

640 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 προβλεπόμεναι διατάξεις διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων ἐν τῇ γενικῇ συνελεύσει, ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.

641 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 προβλεπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ἐν ταῖς ἐπιτροπαῖς καὶ ὑποεπιτροπαῖς διεξαγομένας ψηφοφορίας, πλὴν τῆς περιπτώσεως τοῦ ἀριθμοῦ 620.

Ἄρθρον 17.

Ἐπιφυλάξεις.

642 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες δὲν δύνανται νὰ πείσωσι τὰς λοιπὰς ἀντιπροσωπείας ὅπως συμμερισθῶσι τὴν ἄποψίν των, δέον νὰ προσπαθῶσι, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσωνται μὲ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.

643 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἱαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ κυρώσῃ τὴν Σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὁριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 18.

Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων.

644 1. Τὰ πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς γραμματείας τῆς διασκέψεως, ἥτις ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίζῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας ὅσον τὸ δυνατὸν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἐξετασθῶσι.

645 2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶσι, αἱ ἐνδιαφερόμεναι ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσωσι εἰς τὴν γραμματείαν τῆς διασκέψεως γραπτῶς, καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμποδίζει αὐτὰς νὰ ὑποβάλωσι καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίασιν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικά.

646 3.(1) Κατὰ γενικὸν Κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουσι μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν ἐπιχειρημάτων ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸν συντομώτερον δυνατὸν τρόπον.

647 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει, πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγείλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν εἰσηγητῶν. Ὀφείλει, ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὐτὴ αὕτη τὸ κείμενον εἰς τὴν γραμματείαν τῆς Διασκέψεως ἐντὸς δύο ὡρῶν ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.

648 4. Μετὰ φειδοῦς, πάντως, δέον νὰ γίνεται χρῆσις τῆς ἐν ἀριθμῷ 647 παρεχομένης εὐχερείας, καθ' ὅτι ἀφορᾷ τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.

Ἄρθρον 19.

Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.

649 1.(1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἑκάστην συνεδρίασιν εἰς πρακτικὰ εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνῶμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφῶσι, ὡς καὶ αἱ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα ἐξάγονται τελικῶς.

650 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ 647 προβλεπομένης εὐχερείας.

651 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέρειαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.

651 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσωσι τὰς μερικὰς ἐκθέσεις ἃς κρίνουσιν ἀναγκαίας, καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ ὑποβάλωσι τελικὴν ἔκθεσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ ἀνακεφαλαιοῦσι, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα προκύπτουσι ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖαι ἀνετέθησαν αὐταῖς.

Ἄρθρον 20.

Ἔγκρισις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.

653 1.(1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἢ ἑκάστης συνεδριάσεως ἐπιτροπῆς τινος ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχωσι νὰ διατυπώσωσι παρατηρήσεις εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθὲν ἐὰν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθη εἰς τὴν γραμματείαν ἢ ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις ἐξεδηλώθη προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.

654 (2) Πᾶσα ἔκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

655 2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας γενικῆς συνελεύσεως ἐξετάσεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς συνελεύσεως ταύτης.

656 (2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

Ἄρθρον 21.

Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

657 1. Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως συντεταγμένα ὑπὸ τὴν ὁριστικήν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει, τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτιζομένην ὅπως τελειοποιήσῃ τὴν μορφὴν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλῃ τὴν ἔννοιάν των καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.

658 2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως ἥτις ἐγκρίνει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει πρὸς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἐπιτροπήν.

Ἄρθρον 22.

Ἀρίθμησις.

659 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέντων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχρι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν γενικῇ συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνωσι προσωρινῶς τὸν ἀριθμὸν τῆς τελευταίας παραγράφου, ἢ-

τις προηγείται τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, μὲ τὴν προσθήκην εἰς αὐτὴν «α» «β» κ.λ.π.

660 2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

Ἄρθρον 23.

Τελικὴ ἔγκρισις.

661 Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὡς ὁριστικὰ ἀφοῦ ἐγκριθῶσιν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 24.

Ὑπογραφή.

662 Τὰ τελικῶς ἐγκριθέντα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων οἵτινες εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὁριζομένων πληρεξουσίων ἐγγράφων κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Χωρῶν

Ἄρθρον 25.

Δελτία Τύπου.

663 Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰμὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἑνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 26.

Ἀτέλειαι.

664 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουσι δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἠδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀναγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 10.

Γενικαὶ Διατάξεις.

665 1. Αἱ διατάξεις τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ συμπληροῦσι τὸ ἄρθρον 13 τῆς Συμβάσεως ἐν ᾧ καθορίζονται ἡ δικαιοδοσία καὶ ἡ διάρθρωσις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

666 2 (1) Αἱ συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ὀφείλουσιν ἐπίσης νὰ τηρῶσι, ἐν ᾧ μέτρῳ εἶναι ἐφαρμόσιμος δι' αὐτάς, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν διασκέψεων, τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸ πρῶτον μέτρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

667 (2) Πρὸς τὸν σκοπὸν διευκολύνσεως τῶν ἐργασιῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἑκάστη Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ ἀποδεχθῇ προσθέτους διατάξεις, ἐὰν αὗται δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς ἐκείνας τοῦ Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῶν διασκέψεων. Αἱ πρόσθετοι αὗται διατάξεις δημοσιεύονται ὑπὸ τύπον ἀποφάσεως, εἰς τὰ δημοσιεύματα τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 11.

Ὅροι Συμμετοχῆς.

668 1 (1) Μέλη ἑκάστης διεθνοῦς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι :

α) Αὐταδικαίως, αἱ Διευθύνσεις ὅλων τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως

669 β) Πᾶσα ἀναγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ἥτις, τῇ ἐγκρίσει τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς κατωτέρω διαδικασίας, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

670 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἀναγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις πληροφορεῖ σχετικῶς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴν τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις ἀναγνωρισμένης τινὸς ἰδιωτικῆς Ἐπιχειρήσεως δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν.

671 2. (1) Αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες συντονίζουσι τὰς ἐργασίας των πρὸς ἐκείνας τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ ὁποῖαι ἀσκοῦσι συναφεῖς δραστηριότητας, δύνανται νὰ γίνωσι δεκταί, ὅπως συμμετάσχωσιν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

672 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις διεθνοῦς τινος Ὀργανώσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις γνωστοποιεῖ αὐτήν, τηλεγραφικῶς, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ καλεῖ τὰ Μέλη ὅπως ἀποφανθῶσιν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ταύτης. Ἡ αἴτησις γίνεται δεκτή, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐντὸς μηνὸς ληφθεισῶν ἀπαντήσεων τῶν Μελῶν εἶναι εὐνοϊκή. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ψηφοφορίας ταύτης εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

673 3. (1) Οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοί, οἵτινες ἀσχολοῦνται μὲ τὴν μελέτην Τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ἢ μὲ τὴν μελέτην ἢ μὲ τὴν κατασκευὴν ὑλικῶν, προοριζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύνανται νὰ γίνωνται δεκτοί, ὅπως μετέχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν Διευθύνσεών των ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

674 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀργανισμοῦ περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις αὕτη, δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς ἐνδιαφερομένης Χώρας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 12.

Ἁρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις:

675 α) Ἐξετάζει τὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἐγκρίνει, τροποποιεῖ ἢ ἀπορρίπτει τὰ σχέδια γνωματεύσεων, τὰ ὁποῖα περιέχουσιν αἱ ἐκθέσεις αὗται.

676 β) Καταρτίζει τὸν κατάλογον τῶν νέων, πρὸς μελέτην, ζητημάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 180 καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, καταρτίζει πρόγραμμα μελετῶν.

677 γ) Ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν, διατηρεῖ τὰς ὑφισταμένας ἐπιτροπὰς μελετῶν καὶ ἱδρύει νέας τοιαύτας.

678 δ) Κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην ζητήματα.

679 ε) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

680 στ) Ἐγκρίνει ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, μέχρι τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἔκθεσις, ἥτις θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως.

681 ζ) ,Εξετάζει τὰ λοιπὰ ζητήματα, τὰ κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 13 τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 13.

Σύνοδοι τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

682 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κανονικῶς ἀνὰ τριετίαν ,εἰς τόπον καὶ χρόνον, οἵτινες καθορίζονται ὑπὸ τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως.

683 2. Ὁ χρόνος συγκλήσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δύναται νὰ τροποποιεῖται, τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἅτινα μετέσχον τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ ἅτινα δὲν μετέσχον μὲν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἐγνωστοποίησαν ὅμως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν πρόθεσίν των ὅπως μετάσχωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

684 3. Εἰς ἑκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας, ἐν ᾗ συνέρχεται αὕτη, ἢ ὁσάκις ἡ σύνοδος αὕτη συνέρχεται εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ προσώπου, ἐκλεγομένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ὁ Πρόεδρος συντρέχεται ὑπὸ ἀντιπροέδρων ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

685. 4. Ἡ Γραμματεία τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς ειδικῆς Γραμματείας τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, τῇ συνδρομῇ ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τῆς Διευθύνσεως τῆς καλούσης Κυβερνήσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 14.

Γλῶσσαι καὶ τρόπος ψηφοφορίας κατὰ τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

686 1. (1) Αἱ χρησιμοποιούμεναι γλῶσσαι κατὰ τὰς γενικὰς συνελεύσεις, εἶναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 16 τῆς Συμβάσεως.

687 (2) Τὰ προπαρασκευαστικὰ στοιχεῖα τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, τὰ στοιχεῖα καὶ τὰ πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων καὶ τὰ μετ' αὐτὰς δημοσιευόμενα, ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, στοιχεῖα, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

688 2. Τὰ μέλη, ἅτινα ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, εἶναι ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 14 καὶ 232. Ἐν τούτοις, ὅταν χώρα τις Μέλος τῆς Ἑνώσεως, δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπό τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ταύτης, ὅλοι ὁμοῦ καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, ἔχουσι δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 15.

Σύστασις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

689 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἱ ὁποῖαι ἀναγκαιοῦσι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων. Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἱ γενόμεναι δεκταί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 671 καὶ 672, ἐὰν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετάσχωσι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦσι τοῦτο εἴτε εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἴτε μεταγενεστέρως, εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

690 2. Ἐξ ἄλλου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 673 καὶ 674, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν δύνανται νὰ γίνωσι δεκτοὶ ὅπως μετάσχωσιν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς πᾶσαν σύνοδον μιᾶς οἱασδήποτε ἐκ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

691 3. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὁρίζει τὸν κύριον εἰσηγητήν, ὅστις θὰ προεδρεύῃ ἑκάστης τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἕνα ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ. Ἐάν, κατὰ τὸ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς γενικῆς συνελεύσεως χρονικὸν διάστημα, εἷς κύριος εἰσηγητὴς κωλυθῇ ὅπως ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, ὁ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ καταλαμβάνει τὴν θέσιν του καὶ ἡ ἐπιτροπὴ μελετῶν ἐκλέγει, κατὰ τὴν ἑπομένην συνεδρίασίν της, μεταξὺ τῶν μελῶν της, νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ. Ἐκλέγει αὕτη ἐπίσης νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ, ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰδίας αὐτῆς περιόδου, ὁ ἀναπληρωτὴς τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ δὲν εἶναι πλέον εἰς θέσιν νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 16.

Διεξαγωγὴ τῶν ἐργασιῶν τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

692 1. Ἡ ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων ζητημάτων, γίνεται, κατὰ κανόνα, δι' ἀλληλογραφίας.

693 2. (1) Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ δίδῃ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, χρησίμους ὁδηγίας, αἵτινες ἐμφανίζονται ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σπουδαίων ὁμάδων ζητημάτων.

694 (2) Ἐξ ἄλλου, ἐὰν εἷς κύριος εἰσηγητής, μετὰ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία ἢ περισσότεραι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς μελετῶν του, μὴ προβλεπόμεναι διὰ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν ζητημάτων, τὰ ὁποῖα δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐπεξεργασθοῦν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται οὗτος, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεώς του καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν οἰκεῖον Διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, λαμβάνων ὑπ' ὄψει καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

695 3. Ἐν τούτοις, πρὸς ἀποφυγὴν ἀνωφελῶν ταξειδίων καὶ παρατεταμένων ἀπουσιῶν, ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, προέδρων τῶν διαφόρων οἰκείων Ἐπιτροπῶν, καταστρώνει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶν συνόδων τῆς ὁμάδος τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ συνέλθουσιν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

696 4. Ὁ Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐνδεχομένως, εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες θὰ ἔχωσι μετάσχει. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς αὐτὰς ἕνα τοὐλάχιστον μῆνα, πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνῃ παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὁσάκις αἱ σύνοδοι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα ἅτινα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως, ἥτις νὰ ἔφθασεν εἰς τὸν προορισμόν της ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύνανται ν' ἀναγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 17.

Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

697 1. (1) Ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος

διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

698 (2) Τηρεῖ τὰ ἀρχεῖα τῆς Ἐπιτροπῆς.

699 (3) Ὁ Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγάς του διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

700 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑπάγεται, ἀπὸ ἀπόψεως διοικήσεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ γενικοῦ γραμματέως.

701 2. Ὁ Διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκεκριμένου Προϋπολογισμοῦ.

Ὁ διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. Ἡ ὁριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀπολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

702 3. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν. Λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

703 4. Ὁ Διευθυντὴς ἐκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

704 5. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν πληροφοριοδοτήσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

705 6. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της παρὰ τῆς συνελεύσεως, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὴν ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

706 7. Ὁ Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὰς ἐτησίας προβλέψεις τοῦ Προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ ἑπόμενον ἔτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐγκριθείσης ἐκθέσεως ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

707 8. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας Τεχνικῆς βοηθείας τῆς Ἑνώσεως ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 18.

Προτάσεις διὰ τὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

708 1. Συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 181 αἱ συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ δύνανται νὰ διατυπώνωσι προτάσεις τροποποιήσεως τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 193 προβλεπομένων Κανονισμῶν.

709 2. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινοῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 526 προβλεπομένους ὅρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 19.

Σχέσεις τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν μεταξύ των καὶ μετ' ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων.

710 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ συνιστῶσι μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

711 (2) Οἱ διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὀργανοῦσι μικτὰς συνελεύσεις ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια ταῦτα γνωματεύσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἑκάστης τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

712 2. Ἡ γενικὴ συνέλευσις ἢ ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς δύναται νὰ προσκαλέσῃ ἐκπρόσωπον τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης ἵνα παραστῇ, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνόδους τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ εἰς τὰς συνόδους ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων εἰς τὰς ὁποίας ἡ συμβουλευτικὴ αὕτη ἐπιτροπὴ προσεκλήθη.

713 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποί των δύνανται νὰ παρίστανται, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, μία Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὀργανισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, ὅστις δὲν ἐθεώρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιούτους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6.

(ἰδὲ ἄρθρον 28)

Συμφωνία μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης εἰς Ἀτλάντικ Σίτυ τὸ 1947, τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον I.

Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἀναγνωρίζουσι τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, καλουμένην κατωτέρω «Ἡ Ἕνωσις», ὡς εἰδικευμένην ὀργάνωσιν ἐπιφορτισμένην νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ συμφώνως πρὸς τὴν ἱδρυτικὴν αὐτῆς Πρᾶξιν κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν, οἵτινες καθωρίσθησαν εἰς τὴν Πρᾶξιν ταύτην.

Ἄρθρον II.

Ἀμοιβαία ἐκπροσώπησις.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις ἁπασῶν τῶν διασκέψεων, πληρεξουσίων καὶ διοικητικῶν τῆς Ἑνώσεως. Ὁμοίως θὰ προσκαλῆται οὗτος, κατόπιν προηγουμένης συνεννοήσεως μετὰ τῆς Ἑνώσεως, ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς συγκαλουμένας ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συνόδους διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν ἢ εἰς πάσας ἄλλας ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συγκαλουμένας συνόδους, μετὰ δικαιώματος συμμετοχῆς, ἄνευ ψήφου, εἰς τὴν συζήτησιν ζητημάτων ἐνδιαφερόντων τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

2. Ἡ Ἕνωσις θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς τὸν

σκοπὸν παροχῆς συμβουλῶν ἐπὶ ζητημάτων Τηλεπικοινωνιῶν.

3. Ἡ Ἕνωσις θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονιῶν ὡς καὶ τῶν ἐπιτροπῶν τούτων καὶ νὰ συμμετάσχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις δι' ἃ σημεῖα τῆς ἡμερησίας διατάξεως ἐνδιαφέρεται ἡ Ἕνωσις.

4. Ἡ Ἕνωσις θὰ καλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν κυριωτέρων ἐπιτροπῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἰς ἃς πρόκειται νὰ συζητηθῶσι ζητήματα ἀναγόμενα εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ συμμετέχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις ταύτας.

5. Ἡ Γραμματεία τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προβαίνῃ εἰς τὴν διανομὴν ἁπασῶν τῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ὑποβαλλομένων γραπτῶν ἐκθέσεων εἰς τὰ Μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν αὐτοῦ, καὶ τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονιῶν, κατὰ τὴν περίπτωσιν, ὁμοίως αἱ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὑποβαλλόμεναι γραπταὶ ἐκθέσεις θὰ διανέμωνται ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ Μέλη της.

Ἄρθρον III.

Ἐγγραφὴ θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

Μετὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀναγκαίας προκαταρκτικὰς συνεννοήσεις, ἡ Ἕνωσις θὰ ἐγγράψῃ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν διασκέψεων, διοικητικῶν καὶ πληρεξουσίων, ἢ τῶν συνόδων ἄλλων ὀργανώσεων τῆς Ἑνώσεως, τὰ θέματα ἅτινα ἤθελον προταθῇ αὐτῇ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον καὶ αἱ ἐπιτροπαί του, ὡς ἐπίσης καὶ τὸ Συμβούλιον Κηδεμονιῶν, θὰ ἐγγράφωσιν ὁμοίως εἰς τὴν ἡμερησίαν αὐτῶν διάταξιν τὰ ὑπὸ τῶν διασκέψεων ἢ τῶν ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως προτεινόμενα θέματα.

Ἄρθρον IV.

Συστάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ὑποχρεοῦνται νὰ εὐνοῶσι τὴν πραγματοποίησιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 55 τοῦ Χάρτου προβλεπομένων σκοπῶν καὶ νὰ βοηθῶσι τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον ὅπως ἀσκῇ τὴν λειτουργίαν καὶ τὴν ἐξουσίαν, τὰς ὁποίας παρέχει αὐτῷ τὸ ἄρθρον 62 τοῦ Χάρτου, νὰ ἐνεργῇ ἢ προκαλῇ μελέτας καὶ ἐκθέσεις ἐπὶ διεθνῶν οἰκονομικῶν, κοινωνικῶν μορφωτικῶν, ἐκπαιδευτικῶν ζητημάτων καὶ προβλημάτων ὑγιεινῆς, ὡς καὶ ἐπὶ ἄλλων συναφῶν ζητημάτων καὶ νὰ διατυπώνῃ συστάσεις ἐφ' ὅλων τῶν ζητημάτων τούτων εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας εἰδικευμένας ὀργανώσεις, ὁμοίως λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ ἄρθρα 58 καὶ 63 τοῦ Χάρτου ὁρίζουν ὅτι ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δέον ν' ἀπευθύνῃ συστάσεις διὰ νὰ συντονίζῃ τὴν δραστηριότητα τῶν εἰδικευμένων τούτων ὀργανώσεων καὶ τὰς γενικὰς ἀρχὰς ἀπὸ τὰς ὁποίας αὗται ἐμπνέονται, συμφωνεῖ νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ὑποβάλῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, εἰς τὸ οἰκεῖον ὄργανον αὐτοῦ, διὰ τὰ περαιτέρω πάσας τὰς ἐπισήμους συστάσεις τὰς ὁποίας ἤθελεν ἀπευθύνῃ αὐτὴ ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ, ὅπως προέρχηται εἰς συνεννοήσεις μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῇ αἰτήσει τούτου, σχετικῶς μὲ τὰς συστάσεις ταύτας, γνωρίζουσα ἐν καιρῷ τῷ δέοντι εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελον ληφθῇ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν Μελῶν αὐτῆς πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν συστάσεων τούτων ἢ ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἀποτελέσματος τῶν μέτρων τούτων.

3. Ἡ Ἕνωσις θὰ συνεργάζηται ἐπὶ παντὸς ἄλλου μέτρου, τὸ ὁποῖον ἤθελε καταστῇ ἀναγκαῖον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικοῦ συντονισμοῦ τῆς δραστηριότητος τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν καὶ τῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Συμφωνεῖ ἰδίως ὅπως συνεργάζηται μετὰ παντὸς ὀργάνου ἢ ὀργάνων, ἅτινα ἤθελον ἱδρυθῇ ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ συντονισμοῦ τούτου καὶ παρέχῃ πάσας τὰς πληροφορίας, αἵτινες ἦσαν ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν τούτων.

Ἄρθρον V.

Ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν καὶ ἐγγράφων.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων, ἅτινα ἤθελον κριθῇ ἀναγκαῖα πρὸς διαφύλαξιν τοῦ ἐμπιστευτικοῦ χαρακτῆρος ἐγγράφων τινων, τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ προέλθωσιν εἰς τὴν κατὰ τὸ δυνατὸν πληρεστέραν καὶ ταχυτέραν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν καὶ ἐγγράφων, πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν ἑκατέρας τούτων.

2. Χωρὶς νὰ παραβλάπτηται ὁ γενικὸς χαρακτὴρ τῶν διατάξεων, τῆς προηγουμένης παραγράφου.

α) Ἡ Ἕνωσις θὰ ὑποβάλῃ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἐτησίαν ἔκθεσιν περὶ τῆς δραστηριότητός της.

β) Ἡ Ἕνωσις θὰ δίδῃ συνέχειαν, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, εἰς πᾶσαν αἴτησιν ἀφορῶσαν εἰδικὰς ἐκθέσεις, μελέτας ἢ πληροφορίας, τὴν ὁποίαν ἤθελον ἀπευθύνει αὐτῇ τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προέρχηται εἰς ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων μετὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τῆς Ἑνώσεως, τῇ αἰτήσει ταύτης, διὰ νὰ παρέχῃ εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς πληροφορίας, αἵτινες θὰ παρουσίαζον ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον δι' αὐτήν.

Ἄρθρον VI.

Συνδρομὴ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ συνεργάζηται μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν κυρίων καὶ ἐπικουρικῶν ὀργανισμῶν αὐτῶν, καὶ νὰ παρέχῃ εἰς αὐτοὺς πᾶσαν δυνατὴν συνδρομήν, συμφώνως πρὸς τὸν Χάρτην τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνουσα πλήρως ὑπ' ὄψιν τὴν ἰδιαιτέραν θέσιν ἐκείνων ἐκ τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον VII.

Σχέσεις μὲ τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ παρέχῃ εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον πᾶσαν ὑπὸ τούτου ζητουμένην πληροφορίαν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 34 τοῦ Καταστατικοῦ του.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐξουσιοδοτεῖ τὴν Ἕνωσιν νὰ ζητῇ ἀπὸ τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον γνωμοδοτήσεις συμβουλευτικοῦ χαρακτῆρος, ἐπὶ νομικῶν ζητημάτων, ἅτινα ἤθελον προκύψῃ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἁρμοδιότητος αὐτῆς, μὴ ἀναγομένων ὅμως εἰς τὰς ἁμοιβαίας σχέσεις τῆς Ἑνώσεως μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν ἄλλων εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν.

3. Ἡ τοιαύτη αἴτησις δύναται νὰ ἀπευθύνηται εἰς τὸ Δικαστήριον ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνεργοῦντος δυνάμει ἐξουσιοδοτήσεως τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων.

4. Ὁσάκις ἡ Ἕνωσις ζητεῖ συμβουλευτικὴν γνωμοδότησιν παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, πληροφορεῖ περὶ τῆς τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον VIII.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσι νὰ καθιερώσωσι διὰ τὸ προσωπικὸν κοινούς, κατὰ τὸ δυνατόν, ὅρους, μεθόδους καὶ διατάξεις διὰ νὰ ἀποφεύγωνται σοβαραὶ ἀντιφάσεις εἰς τοὺς

ὅρους καὶ τὰς συνθήκας χρησιμοποιήσεως, ὡς ἐπίσης καὶ ὁ συναγωνισμὸς κατὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Προσωπικοῦ καὶ νὰ εὐχεράνωσιν ἀνταλλαγὰς προσωπικοῦ, αἵτινες, ἤθελον θεωρηθῆ ἐπιθυμηταὶ ἐξ ἀμφοτέρων τῶν μερῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς καλυτέρας χρησιμοποιήσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Προσωπικοῦ τούτου.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσι νὰ συνεργάζωνται, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀνωτέρω σκοπῶν.

Ἄρθρον IX.

Στατιστικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσιν ὅπως καταβάλωσι πᾶσαν προσπάθειαν διὰ νὰ ἐπιτύχωσι συνεργασίαν ὅσον τὸ δυνατὸν στενωτέραν, τὴν ἐξάλειψιν πάσης διπλῆς χρησιμοποιήσεως ἐν τῇ δραστηριότητι αὐτῶν καὶ τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τεχνικοῦ προσωπικοῦ, κατὰ τὴν συλλογήν, τὴν ἀνάλυσιν, τὴν δημοσίευσιν, τὴν τυποποίησιν, τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν διάδοσιν στατιστικῶν πληροφοριῶν.

Συμφωνοῦσι νὰ ἐνώσωσι τὰς προσπαθείας των διὰ νὰ ἀξιοποιήσωσι κατὰ τὸν καλύτερον δυνατὸν τρόπον τὰς στατιστικὰς πληροφορίας καὶ νὰ ἐλαφρύνωσι τὸ ἔργον τῶν Κυβερνήσεων καὶ τῶν ἄλλων Ὀργανισμῶν, οἵτινες ἤθελον κληθῆ νὰ παράσχωσι τὰς πληροφορίας ταύτας.

2. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει, ὅτι ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἶναι ὁ κεντρικὸς ὀργανισμὸς ὁ ἐπιφορτισμένος νὰ συλλέγῃ, ἀναλύῃ, δημοσιεύῃ, τυποποιῇ, τελειοποιῇ καὶ διαδίδῃ τὰς χρησίμους εἰς τοὺς γενικοὺς σκοποὺς τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν στατιστικάς.

3. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναγνωρίζει ὅτι ἡ Ἕνωσις εἶναι ὁ κεντρικὸς ὀργανισμός, ὁ ἐπιφορτισμένος νὰ συλλέγῃ, ἀναλύῃ, δημοσιεύῃ, τυποποιῇ, τελειοποιῇ καὶ διαδίδῃ τὰς στατιστικὰς τῆς ἰδικῆς της ἁρμοδιότητος, χωρὶς τοῦτο νὰ θίγῃ τὸ δικαίωμα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅπως ἐνδιαφέρεται διὰ τοιαύτας στατιστικάς, καθ' ὃ μέτρον αὗται δύνανται νὰ ὦσιν ἀναγκαῖαι διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν ἰδικῶν του σκοπῶν ἢ διὰ τὴν τελειοποίησιν τῶν στατιστικῶν ὁλοκλήρου τοῦ κόσμου. Εἰς τὴν Ἕνωσιν ἀπόκειται νὰ λαμβάνῃ πᾶσαν ἀπόφασιν περὶ τῆς μορφῆς ὑπὸ τὴν ὁποίαν θὰ συντάσσωνται τὰ ὑπηρεσιακά της ἔγγραφα.

4. Πρὸς ἵδρυσιν κέντρου στατιστικῶν πληροφοριῶν προοριζομένου διὰ γενικὴν χρῆσιν, συμφωνεῖται ὅπως τὰ εἰς τὴν Ἕνωσιν παρεχόμενα στοιχεῖα, τὰ προοριζόμενα νὰ περιληφθῶσιν εἰς βασικὰς στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰς τὰς εἰδικὰς ἐκθέσεις της, εἶναι κατὰ τὸ δυνατὸν προσιτὰ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει του.

5. Συμφωνεῖται ὅπως τὰ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν παρεχόμενα στοιχεῖα, τὰ προοριζόμενα νὰ περιληφθῶσιν εἰς βασικὰς στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰς τὰς εἰδικὰς ἐκθέσεις αὐτῆς, εἶναι προσιτὰ εἰς τὴν Ἕνωσιν τῇ αἰτήσει της, καθ' ὃ μέτρον θὰ εἶναι τοῦτο δυνατὸν καὶ σκόπιμον.

Ἄρθρον X.

Διοικητικαὶ καὶ Τεχνικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζουν ὅτι εἶναι εὐκταῖον, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μᾶλλον ἀποτελεσματικῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν διαθεσίμων πόρων, νὰ ἀποφεύγωσιν, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν, τὴν δημιουργίαν ὑπηρεσιῶν ὧν αἱ ἐργασίαι θὰ συναγωνίζωνται ἢ θὰ συμπίπτουσι καὶ ἐν ἀνάγκῃ νὰ συμβουλεύωνται ἀλλήλους πρὸς τοῦτο.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ λάβωσιν ἀπὸ κοινοῦ μέτρα ἀφορῶντα τὴν καταγραφὴν καὶ κατάθεσιν τῶν ἐπισήμων ἐγγράφων.

Ἄρθρον XI.

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰ οἰκονομικὰ καὶ τὸν προϋπολογισμόν.

1. Ὁ Προϋπολογισμὸς ἢ τὸ σχέδιον προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως θὰ διαβιβάζηται εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ταυτοχρόνως μὲ τὴν διαβίβασιν αὐτοῦ εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ δύναται νὰ ἀπευθύνῃ συστάσεις εἰς τὴν Ἕνωσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου.

2. Ἡ Ἕνωσις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν, ἄνευ ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ οἱωνδήποτε ἐπιτροπῶν τῆς Συνελεύσεως ταύτης, κατὰ πᾶσαν συζήτησιν ἀφορῶσαν τὸν Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XII.

Χρηματοδότησις τῶν εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν.

1. Ἐὰν ἡ Ἕνωσις εὑρεθῇ εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ ἀντιμετωπίσῃ σοβαρὰς συμπληρωματικὰς δαπάνας, συνεπείᾳ αἰτήσεως συνδρομῆς, εἰδικῶν ἐκθέσεων ἢ μελετῶν ζητουμένων ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ VI ἢ ἄλλαις διατάξεσι τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ μέρη θὰ συνεννοῶνται διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ δικαιοτέρου δυνατοῦ τρόπου, καθ' ὃν θὰ ἔδει ν' ἀντιμετωπισθῶσιν αἱ δαπάναι αὗται.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ συνεννοῶνται ὁμοίως πρὸς λῆψιν τῶν ἀποφάσεων, αἵτινες θὰ ἐκρίνοντο ἐνδεδειγμέναι διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κεντρικῶν διοικητικῶν, τεχνικῶν ἢ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ πάσης εἰδικῆς διευκολύνσεως ἢ συνδρομῆς, παρεχομένης ὑπὸ τοῦ ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῇ αἰτήσει τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIII.

Δελτίον ταυτότητος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Οἱ ὑπάλληλοι τῆς Ἑνώσεως θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιῶσι τὸ δελτίον ταυτότητος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς εἰδικὰς συμφωνίας αἵτινες μέλλουσι νὰ συναφθῶσιν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIV.

Συμφωνίαι μεταξὺ ὀργανώσεων.

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ πληροφορῇ τὸ οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς φύσεως καὶ τῆς ἐκτάσεως παντὸς ἐπισήμου συμφώνου, μέλλοντος νὰ καταρτισθῇ μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ πάσης ἑτέρας εἰδικευμένης ὀργανώσεως ἢ παντὸς ἄλλου διακυβερνητικοῦ ἢ μὴ κυβερνητικοῦ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ πλέον θὰ πληροφορῇ τὸ οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν λεπτομερειῶν τοῦ συμφώνου τούτου, ὅταν συναφθῇ.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφωνεῖ νὰ πληροφορῇ τὴν Ἕνωσιν περὶ τῆς φύσεως καὶ τῆς ἐκτάσεως παντὸς ἐπισήμου συμφώνου προβλεπομένου νὰ καταρτισθῇ ὑπὸ πάσης ἄλλης εἰδικευμένης Ὀργανώσεως ἐπὶ θεμάτων δυναμένων νὰ ἐνδιαφέρωσι τὴν Ἕνωσιν καὶ ἐπὶ πλέον θὰ γνωρίζῃ εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς λεπτομερείας αὐτοῦ ὅταν συναφθῇ.

Ἄρθρον XV.

Σύνδεσμος.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων ἐν τῇ πεποιθήσει ὅτι θὰ συμβάλωσιν εἰς τὴν διατήρησιν ἀποτελεσματικοῦ συνδέσμου μεταξὺ τῶν δύο Ὀργανισμῶν. Ἐπιβεβαιοῦσι τὴν πρόθεσίν των νὰ λάβωσι τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἦσαν ἀναγκαῖα πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

2. Αἱ διατάξεις αἱ ἀφορῶσαι τὸν ὑπὸ τοῦ παρόντος συμφώνου προβλεπόμενον σύνδεσμον θὰ ἐφαρμόζωνται ἐν

παντὶ καταλλήλῳ μέτρῳ, εἰς τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν σχέσεις, περιλαμβανομένων καὶ τῶν περιφερειακῶν ἢ βοηθητικῶν Γραφείων αὐτοῦ.

Ἄρθρον XVI.

Ὑπηρεσία Τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει ὅτι εἶναι σημαντικὸν διὰ τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν νὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν αὐτῶν δικαιωμάτων, ὧν ἀπολαύουσι καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκμεταλλεύηται τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνίας αἵτινες ἐξαρτῶνται παρ' αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν σύμβασιν ταύτην Κανονισμοῦ.

3. Αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου τούτου διατυπώσεις θὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν.

Ἄρθρον XVII.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμφωνίας.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ συνάψωσι οἱασδήποτε συμπληρωματικὰς συμφωνίας, αἵτινες θὰ ἐκρίνοντο εὐκταῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον XVIII.

Ἀναθεώρησις.

Ἡ συμφωνία αὕτη ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν παρὰ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου μέρους.

Ἄρθρον XIX.

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, τῆς συγκληθείσης εἰς τὸ Ἀτλαντὶκ Σίτυ, τῷ 1947.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 μνημονευομένης ἀποδοχῆς, ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐπισήμως ἐν ἰσχύϊ ταὐτοχρόνως μετὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης ἐν Ἀτλαντὶκ Σίτυ τῷ 1947 ἢ εἰς προγενεστέραν ἡμερομηνίαν κατόπιν ἀποφάσεως τῆς Ἑνώσεως.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον

εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν

(Γενεύη, 1959)

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), οἱ ὑπογραφόμενοι πληρεξούσιοι λαμβάνουσι σημείωσιν τῶν ἑπομένων δηλώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦσι μέρος τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως τῶν Πληρεξουσίων τῆς Γενεύης (1959).

I.

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀργεντινῆς δηλοῖ :

Ἡ Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη 1959) περιλαμβάνει διάταξιν ὑπ' ἀριθ. 4, καθ' ἣν Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι πᾶσα Χώρα ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἀναγραφόμενα εἰς τὸ Παράρτημα 1. Τὸ Παράρτημα 1 μνημονεύει ὡς Μέλος, τὰ «ὑπερπόντια ἐδάφη, τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις, ἐξασφαλίζονται παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας».

Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη Κυβέρνησις περιλαμβάνει συνήθως εἰς αὐτὸ τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν, τὸ ἔδαφος, τὸ ὁποῖον ἀποκαλεῖ αἱ «Νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξ αὐτῶν ἐξαρτώμεναι» ὡς τοῦτο ἐμφαίνεται, εἰς τὰ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν δημοσιευόμενα ἐπίσημα στοιχεῖα.

Διὰ τὸν λόγον αὐτόν, ἡ Ἀργεντινὴ Ἀντιπροσωπεία δηλοῖ κατηγορηματικῶς ὅτι ἡ ἀνωτέρω πρᾶξις οὐδόλως θίγει τὴν κυριαρχίαν τῆς Ἀργεντινῆς ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ νήσων. Τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον κατέχει τὰς νήσους ταύτας δυνάμει πράξεως βίας, τὴν ὁποίαν οὐδέποτε ἀπεδέχθη ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἀργεντινῆς, ἥτις βεβαιοῖ ἐκ νέου τὰ ἀπαράγραπτα καὶ ἀναπαλλοτρίωτα δικαιώματα τῆς Δημοκρατίας καὶ δηλοῖ ὅτι αἱ Νῆσοι MALUINES, αἱ νότιοι νῆσοι SANDWICH, αἱ νῆσοι τῆς Νοτίου Γεωργίας καὶ αἱ περιλαμβανόμεναι εἰς τὸν Ἀργεντινὸν ἀνταρκτικὸν Τομέα νῆσοι, δὲν ἀποτελοῦν οὔτε ἀποικίαν, οὔτε κτῆσιν Ἔθνους τινὸς καὶ ὅτι ἀποτελοῦσι ἀναπόσπαστον τμῆμα τοῦ Ἀργεντινοῦ Ἐδάφους, ἀνήκουσιν εἰς τὴν ἐθνικήν της κυριότητα καὶ ἐξαρτῶνται ἐκ τῆς κυριαρχίας της. Ἡ ἀνωτέρω δήλωσις δέον νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἔχει ἐπίσης ἰσχὺν καὶ διὰ πᾶσαν ἄλλην ὁμοίαν καταχώρησιν, περιλαμβανομένην εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ εἰς τὰ Παραρτήματα ταύτης.

II.

Διὰ τὸν Καναδᾶν :

Ὑπογράφων τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), ὁ Καναδᾶς ἐπιφυλάσσεται νὰ μὴ ἀποδεχθῇ τὸν ἀριθμὸν 193 τῆς Συμβάσεως ταύτης. Ὁ Καναδᾶς ἀναγνωρίζει τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ἐκτὸς μιᾶς ἐπιφυλάξεως, τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, προσηρτημένων καὶ τῶν τριῶν εἰς τὴν εἰρημένην Σύμβασιν, ἀλλὰ δὲν δέχεται νὰ δεσμευθῇ διὰ τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

III.

Διὰ τὴν Κίναν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας παρὰ τῇ Διασκέψει Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, Γενεύη, 1959, ὡς καὶ εἰς τὸ Ἀτλαντὶκ Σίτυ καὶ εἰς τὸ Μπουένος Ἄϊρες, εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἐκπροσώπησις τῆς Κίνας, εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην καὶ ἔχει ἀναγνωρισθῇ ὡς τοιαύτη παρὰ τῆς εἰρημένης Διασκέψεως. Πᾶσαι αἱ δηλώσεις ἢ ἐπιφυλάξεις, ὑποβληθεῖσαι ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐπισυναφθεῖσαι εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, γενόμεναι παρὰ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ αἵτινες εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν ἀνωτέρω ἐκτεθεῖσαν θέσιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας, εἶναι παράνομοι καὶ συνεπῶς, ἀνύπαρκτοι καὶ ἄκυροι.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἡ Δημοκρατία τῆς Κίνας δὲν δέχεται, ἔναντι τῶν Μελῶν τούτων τῆς Ἑνώσεως οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἐκ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959) ἢ ἔκ τινος ἀναφερομένου εἰς ταύτην πρωτοκόλλου.

IV.

Διὰ τὸ Βελγικὸν Κογκὸ καὶ Ἔδαφος τῆς RUANDA—URUNDI :

Ὑπογράφον τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), τὸ Βελγικὸν Κογκὸ καὶ Ἔδαφος τῆς RUANDA — URUNDI, δηλοῖ, κατηγορηματικῶς ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα νὰ μὴ σεβασθῇ τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), παρὰ καθ' ὃ μέτρον ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων

τοῦ ἄρθρου τούτου, θὰ ἱκανοποιῇ τὰς ἀπαραιτήτους ἀνάγκας τῆς ἐσωτερικῆς του Ραδιοφωνίας.

V.

Διὰ τὴν Κόστα — Ρίκα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κόστα — Ρίκα δηλοῖ, ὅτι ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα ν' ἀποδεχθῇ ἢ ὄχι τὰς συνεπείας τῶν ἐπιφυλάξεων, αἵτινες ἐγένοντο παρ' ἄλλων Κυβερνήσεων, μετεχουσῶν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ προκαλέσωσιν αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συμμετοχῆς τῆς Κόστα — Ρίκα εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

VI.

Διὰ τὴν Κούβαν:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Κούβας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κούβας, κάμνει ρητὴν ἐπιφύλαξιν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀποδοχὴν τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 14 τῆς ρηθείσης Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

Ἄρθρον VII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἔλ Σαλβαντόρ:

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἔλ — Σαλβαντὸρ ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα ἢ ὠφέλιμα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος δὲν θὰ συμμετεῖχεν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ ἤθελε διατυπώσει ἐπιφυλάξεις συνεπαγομένας αὔξησιν τῆς μερίδος δαπανῶν τὴν ὁποίαν ἀναλαμβάνει εἰς τὸν Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

Β'.

Ὑπογράφων τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἔλ Σαλβαντόρ, ὁ ὑπογραφόμενος ἀντιπρόσωπος, ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν του τὸ δικαίωμα ν' ἀποδεχθῇ ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ τὰς ὑποχρεώσεις, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ἐκείνας, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, οἱ ὁποῖοι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 14 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

VIII.

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς:

Ἡ ὑπογραφὴ τῇ παρούσης Συμβάσεως διὰ καὶ ἐν ὀνόματι τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς, ἰσχύει ὡσαύτως, συμφώνως πρὸς τὴν συνταγματικὴν διαδικασίαν, δι' ἅπαντα τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς.

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, δηλοῦσι κατηγορηματικῶς, ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμβάσεως, ἐν ὀνόματί των, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, οὐδεμίαν ἀναλαμβάνουσιν ὑποχρέωσιν, ἀφορῶσαν τὸν Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν Πρόσθετον Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 14, τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

IX.

Διὰ τὴν Ἑλλάδα:

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι οὐδεμίαν ἀποδέχεται συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων, αἵτινες ἤθελον προκαλέσει αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συμμετοχῆς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

X.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας:

1. Ὑπογράφουσα τὰς τελικὰς Πράξεις τῆς Διεθνοῦς Διασκέψεως Τηλεπικοινωνιῶν, Γενεύη 1959, ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας, οὐδεμίαν ἀποδέχεται οἰκονομικὴν συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων, αἵτινες ἤθελον τυχὸν γίνει, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως, παρά τινος ἀντιπροσωπείας, μετεχούσης τῆς παρούσης Διασκέψεως.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως παρὰ τῆς ρηθείσης ἀντιπροσωπείας, ὑπόκειται ἐπίσης εἰς τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας θὰ δυνηθῇ ἢ ὄχι νὰ εὑρεθῇ εἰς θέσιν ν' ἀποδεχθῇ ὡρισμένας διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ (Γενεύη 1958), οἵτινες μνημονεύονται εἰς τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως.

3. Ἐπὶ πλέον, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα, νὰ λάβῃ ἐνδεχομένως τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν της, καθὼς καὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως ἀναφερομένων Κανονισμῶν, ἐὰν οἱαδήποτε χώρα διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις καὶ ἢ δὲν ἀποδεχθῇ τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

XI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

Δοθέντος ὅτι, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ Συντάγματός της, ἡ IRIAN BARAT (Δυτικὴ Νέα Γουϊνέα), ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέλος τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰνδονησίας παρὰ τῇ Διασκέψει Πληρεξουσίων καὶ παρὰ τῇ Διασκέψει Ραδιοεπικοινωνιῶν, Γενεύη, 1959, δηλοῖ ρητῶς ὅτι ἡ ὑπογραφή της παρὰ πόδας τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, οὐδόλως ὑπονοεῖ ὅτι αὕτη ἀποδέχεται ὅπως πρὸ τοῦ ὀνόματος IRIAN BARAT (Νέα Γουϊνέα) τίθεται ἡ λέξις «PAYS - BAS», εἰς τὰ ἔντυπα τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς τὸν Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν, καθὼς καὶ εἰς τὰ συνημμένα καὶ εἰς τὰ παραρτήματα τούτων.

XII.

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ δὲν δύναται ν' ἀποδεχθῇ τὰς ἐπιφυλάξεις, αἵτινες ἐγένοντο ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ἰορδανίας, τοῦ Κουβέϊτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Λιβύης, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδὰν καὶ τῆς Τυνησίας, ἀναφορικῶς μὲ τὸ Ἰσραὴλ καὶ ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λάβῃ τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν, καθ' ὃ μέτρον ἡ ἐφαρμογὴ αὕτη ἀφορᾷ τὰ ἀνωτέρω μνημονευόμενα μέλη.

XIII.

Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν:

Ἡ Ἰαπωνία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ πᾶν μέτρον, τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρήσει ἀναγκαῖον διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἤθελον προκαλέσει αὔξησιν τῆς μερίδος συμμετοχῆς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XIV.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ὁλλανδίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βασιλείου τῆς Ὁλλανδίας δηλοῖ, ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν ἐπισήμως γενομένην δήλωσιν ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας, εἰς ὅ,τι ἡ δήλωσις αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁλλανδίας ἐπὶ τοῦ μὴ αὐτονόμου ἐδάφους τῆς Ὁλλανδικῆς Νέας Γουϊνέας.

Ἡ ὀνομασία «Ὁλλανδικὴ Νέα Γουϊνέα», εἶναι συν-

ταγματικῶς ὀρθή. Εἶναι ρητῶς ἀνεγνωρισμένη ὡς τοιαύτη καὶ χρησιμοποιεῖται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

XV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἡ Δημοκρατία τῶν Φιλιππίνων δηλοῖ ρητῶς, ὅτι δὲν δύναται ἐπὶ τοῦ παρόντος, νὰ δεχθῇ ὅπως δεσμευθῇ ὑπὸ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 193 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως προβλεπομένων Τηλεφωνικοῦ καὶ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ.

XVI.

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας δηλοῖ, ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας γενομένην δήλωσιν, εἰς ὅ,τι ἡ δήλωσις αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Α.Μ. ἐπὶ τῶν νήσων FALKLAND καὶ τῶν ἐξ αὐτῶν ἐξαρτωμένων καὶ ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπιφυλάξῃ ρητῶς τὰ δικαιώματα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Α.Μ. ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου. Αἱ νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξ αὐτῶν ἐξαρτώμεναι εἶναι καὶ ἐξακολουθοῦσι νὰ εἶναι, ἀναπόσπαστον τμῆμα τῶν ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων τὸ σύνολον ἀποτελεῖ τὸ μέλος τῆς Ἑνώσεως, τὸ γνωστὸν μέχρι τοῦδε ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἀποικίαι, Προτεκτοράτα, ὑπερπόντια Ἐδάφη καὶ Ἐδάφη ὑπὸ ἐντολὴν ἢ κηδεμονίαν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ἐν ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, προσεχώρησεν εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (Μπουένος Ἄϊρες, 1952), τὴν 16 Νοεμβρίου 1953 καὶ τὸ ὁποῖον, εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959) προσδιορίζεται κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον: «Ἐδάφη ὑπερπόντια, τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας».

XVII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Τσεχοσλοβακίας δηλοῖ. ἐν ὀνόματι τῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας, ὅτι οὐδεμίαν ἀποδέχεται συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων, ἐχουσῶν ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης αὐτῇ μερίδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XVIII.

Διὰ τὴν Τουρκίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Τουρκίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας, οὐδεμίαν δύναται ν' ἀποδεχθῇ οἰκονομικὴν συνέπειαν, ἥτις ἐνδεχομένως θὰ ἠδύνατο νὰ προκύψῃ ἐξ ἐπιφυλάξεων, γενομένων παρ' ἄλλων Κυβερνήσεων, μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν.

XIX.

Διὰ τὴν Νοτιοαφρικανικὴν Ἕνωσιν καὶ τὸ Ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ἐδάφους τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς, δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπὸ τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ἐδάφους τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς δίδεται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ Νοτιοαφρικανικὴ Ἕνωσις καὶ τὸ Ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς, δὲν δέχεται νὰ δεσμευθῇ διὰ τοῦ ἐν ἄρθρῳ 14 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959) ἀναφερομένου Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

XX.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βενεζουέλας, δηλοῖ, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι διατηρεῖ τὰς διατυπωθείσας ἐπιφυλάξεις, ὅσον ἀφορᾷ τὸν Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν καὶ τὸν Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν (Γενεύη, 1958), καθὼς καὶ ὅσον ἀφορᾷ τὸν Κανονισμὸν Ραδιεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

XIX.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀργεντινῆς, τὸ Βέλγιον, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας, τὸ Βελγικὸν Κογκὸ καὶ τὸ ἔδαφος τῆς Ρουάντα—Οὐρούντι, τὴν Δανίαν, τὴν Ἱσπανίαν, τὰ ὑπερπόντια Κράτη τῆς Κοινότητος καὶ ὑπερπόντια Γαλλικὰ Ἐδάφη, τὴν Γαλλίαν, τὸ Μεξικόν, τὸ Μονακό, τὴν Νορβηγίαν, τὴν Παραγουάην, τὸ Περοῦ, τὴν Πορτογαλίαν, τὰς ὑπερποντίους Πορτογαλικὰς Ἐπαρχίας, τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἑλβετίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω Χωρῶν δηλοῦσιν, ἐν ὀνόματι τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὅτι οὐδεμίαν ἀποδέχονται συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων, αἵτινες ἤθελον προκαλέσει αὔξησιν τῆς μερίδος συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXII.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω Χωρῶν, δηλοῦσιν, ἐν ὀνόματι τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959) ληφθεῖσα ἀπόφασις ὅπως ἀναγνωρίσῃ τὰ πληρεξούσια τῶν ἀντιπροσώπων, τοῦ Τσὰγκ—Κάϊ—Σέκ, διὰ συμμετοχήν των εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ ὑπογραφὴν παρ' αὐτῶν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως, ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας, εἶναι παράνομοι, διότι οἱ νόμιμοι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας δὲν δύνανται νὰ εἶναι ἄλλοι παρὰ οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

XXIII.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας. τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας:

Καθ' ἣν στιγμὴν προσβαίνουν εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη. 1959) αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν κάτωθι χωρῶν: Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας. Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας. Λαϊκὴ Οὐγγρικὴ Δημοκρατία. Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Πολωνίας. Λαϊκὴ Ρουμανικὴ Δημοκρατία. Δημοκρατία τῆς Τσεχοσλοβακίας. δηλοῦσιν ὅτι ἐπιφυλάσσουσι εἰς τὰς Κυβεονήσεις των τὸ δικαίωμα ν' ἀποδεχθῶσιν ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῶσι τὸν Κανονισμὸν Ραδιεπικοινωνιῶν, εἴτε εἰς τὸ σύνολόν του, εἴτε ἐν μέρει.

XXIV.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας. τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς

Ἰορδανίας, τὸ Κουβεΐτ, τὸν Λίβανον, τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Λιβύης, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδὰν καὶ τὴν Τυνησίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν, δηλοῦσιν ὅτι ἡ ἐκ μέρους των ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), καθὼς καὶ ἡ ἐνδεχομένη μεταγενεστέρα κύρωσις τῆς Πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, δὲν ἰσχύουσιν ἔναντι τοῦ ἐν Παραρτήματι 1 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως, ἐγγεγραμμένου ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἰσραὴλ Μέλους καὶ ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

XXV.

Διὰ τὴν Αὐστρίαν καὶ τὴν Ἰταλίαν:

Ἡ Αὐστρία καὶ ἡ Ἰταλία ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα ὅπως λάβωσι πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσωσι κατάλληλα διὰ νὰ προστατεύσωσι τὰ συμφέροντά των, ἐὰν Μέλη τινα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν ἤθελον μετάσχει τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), καὶ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἄλλων Χωρῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς τηλεπικοινωνιακὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας.

XXVI.

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας καὶ τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Ὑπογράφουσαι τὴν παροῦσαν Σύμβασιν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας, τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας καὶ τῆς Ἑνώσεως Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δηλοῦσι κατηγορηματικῶς, ὅτι διατηροῦσι τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὸν Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν, τὰς ὁποίας αἱ Κυβερνήσεις τῶν εἶχον διατυπώσει κατὰ τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μπουένος Ἄϊρες, 1952).

XXVII.

Διὰ τὴν Γκάνα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας, καὶ τὸ Ἰράν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων Χωρῶν, ἐπιφυλάσσουσιν εἰς τὰς οἰκείας Κυβερνήσεις των, τὸ δικαίωμα νὰ λάβωσι ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσωσιν ἀπαραίτητα διὰ νὰ προστατεύσωσι τὰ συμφέροντά των, ἐὰν Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, δὲν ἤθελον ἐφαρμόσει, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν τούτων ἤθελον παραβλάψει τὰς Τηλεπικοινωνιακὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας.

XXVIII.

Διὰ τὸ Χασιμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας καὶ τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ἰορδανίας καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας δηλοῦσιν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των, ὅτι δὲν ἐγκρίνουσι τὸν ἀριθμὸν 42, οὔτε τὸν ἀριθμὸν 97, οἱ ὁποῖοι ἐξουσιοδοτοῦσι τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως, ὅπως συνάπτῃ, ἐν ὀνόματι τῇ ς'Ἑνώσεως, συμφωνίας μετὰ διεθνῶν Ὀργανώσεων.

Αἱ Κυβερνήσεις των δὲν θὰ δεσμεύωνται ὑπὸ τῶν συμφωνιῶν τούτων, τὰ ὁποίας θὰ θεωρῶσι, ὡς ἀντιθέτους πρὸς τὰ συμφέροντά των.

XXVIX.

Διὰ τὴν ὁμοσπονδίαν τῆς Αὐστραλίας, τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὸ Πακιστάν, τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων, τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τὴν Ἕνωσιν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων Χωρῶν, ἐπιφυλάσσουσι τὸ δικαίωμα εἰς τὰς οἰκείας Κυβερνήσεις των νὰ λάβωσιν ἅπαντα τὰ μέτρα, ἅτινα θὰ κρίνωσι ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, δὲν ἤθελον καταβάλει τὴν μερίδα τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὰς διατάξεις, τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959), τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐάν, ἐπιφυλάξεις, διατυπωθεῖσαι παρ' ἄλλων Χωρῶν, ἤθελον παραβλάψει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἰδίων των Τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν.

Εἰς πίστωσιν, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην ἐκ τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικήν.

Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία ἓν ἀντίγραφον αὐτοῦ θὰ ἐπιδώσῃ εἰς ἑκάστην ὑπογράψασαν Κυβέρνησιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τῇ 21 Δεκεμβρίου 1959.

(Ἕπονται αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ τῆς Συμβάσεως).

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

Συνημμένα
εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
Γενεύη 1959.

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959) οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι, ὑπέγραψαν τὰ ἀκόλουθα πρόσθετα Πρωτόκολλα, ἀποτελοῦντα μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, Γενεύη, 1959.

I.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ἀκολουθητέα διαδικασία ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν, διὰ τὴν ἐκλογὴν τῆς κλάσεως εἰσφορᾶς των.

1. Πᾶν Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος ὀφείλει, πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1960, νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν κλάσιν εἰσφορᾶς τὴν ὁποίαν ἐξέλεξεν διὰ τὸν ἑαυτόν του ἐκ τοῦ πίνακος τῶν κλάσεων εἰσφορᾶς τοῦ ἀριθμοῦ 202 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

2. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, τὰ ὁποῖα ἤθελον παραλείψει νὰ γνωστοποιήσωσι τὴν ἀπόδοσίν των πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1960, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1 ὀφείλουσι νὰ συμβάλωσιν εἰς τὰς δαπάνας, συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν μονάδων, δι' ἃς ταῦτα ἔχουσιν ἐγγραφῆ ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος Ἄϊρες.

II.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Δαπάναι τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν περίοδον.
1961 — 1965.

1. Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἐξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίσῃ τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον, ὥστε αἱ ἐτήσιοι δαπάναι.

— Τοῦ Συμβουλίου Διοικήσεως.
— Τῆς Γενικῆς Γραμματείας.
— Τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς συχνοτήτων.

— Τῶν γραμματειῶν τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
— Τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἑνώσεως νὰ μὴ ὑπερβῶσι τὰ κάτωθι ποσὰ διὰ τὰ ἔτη 1961 καὶ ἑφεξῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τῆς Ἑνώσεως:

11.000.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1961.
11.500.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1962.
11.500.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1963.
11.845.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1964.
12.200.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1965.

Διὰ τὰ μετὰ τὸ 1965 ἔτη, οἱ ἐτήσιοι προϋπολογισμοὶ δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνωσιν δι' ἕκαστον ἔτος πλέον τοῦ 3ο)ο τὸ διὰ τὸ προηγούμενον ἔτος, καθοριζόμενον ποσόν. Εἰς τὰ ποσὰ ταῦτα δέον νὰ περιλομβάνωνται καὶ τὰ καταβληθέντα ποσὰ ὡς ἐνοίκιον τοῦ νέου κτιρίου τῆς Ἑνώσεως.

2. Ἐν τούτοις, εἰς ὅλως ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἐξουσιοδοτεῖται νὰ διαθέτῃ πιστώσεις, μὴ ὑπερβαινούσας κατ' ἀνώτατον ὅριον τὸ 3ο)ο τὰ καθορισθέντα εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 1 ὅρια. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ὀφείλει νὰ ἐκδώσῃ ἀπόφασιν, εἰς ἣν νὰ ἐκτίθεντοι οἱ ἀκριβεῖς λόγοι, οἵτινες ἐπέβαλον τὴν λῆψιν τοῦ μέτρου τούτου.

3. Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἐξουσιοδοτεῖται ἐπίσης νὰ ὑπερβῇ τὰ καθορισθέντα εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 1 ὅρια, διὰ νὰ ἀντιμετωπίσῃ:

3.1. Αὐξήσεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχὰς ὑπὸ μορφὴν συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἵτινες γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ εἰς Γενεύην ὑπηρετοῦν προσωπικόν των καὶ

3.2. Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξὺ τοῦ Ἑλβετικοῦ Φράγκου καὶ τοῦ δολλαρίου U.S. αἵτινες θὰ συνεπήγοντο συμπληρωματικὰς δαπάνας διὰ τὴν Ἕνωσιν.

4. Διὰ τὴν μετακόμισιν τῶν ὑπηρεσιῶν, τῆς Ἑνώσεως εἰς τὸ προοριζόμενον δι' αὐτὰς νέον κτίριον, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγγράψῃ εἰς τὸ Προϋπολογισμὸν εἰδικὴν συμπληρωματικὴν δαπάνην ποσοῦ 715.000 ἑλβετικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ὀφείλουσι νὰ συμμετάσχωσι τῆς δαπάνης ταύτης βάσει τῶν κλάσεων συμμετοχῆς τὰς ὁποίας ἔχουσιν ἐκλέξει, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 15 τῆς Συμβάσεως.

5. Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς δαπάνας, τὰς σχετικὰς μὲ τὰς προβλεπομένας, εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 197 καὶ 198 τῆς Συμβάσεως, διασκέψεις καὶ συνελεύσεις, μέχρι ποσοῦ 13.189.000 ἑλβετικῶν φράγκων κατ' ἀνώτατον ὅριον, διὰ τὴν περίοδον πέντε ἐτῶν, περιλαμβανομένην μεταξὺ 1961 καὶ 1965.

5.1. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1961 ἕως 1965, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως, λαμβανομένων, ἐνδεχομένως, ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρω ἐδαφίου 5. 3, θὰ καταβάλῃ προσπάθειαν διατηρήσεως τῶν δαπανῶν τούτων εἰς τὸ ὅριον τῶν ἀκολούθων ποσῶν:

780.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1961.
1.184.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1962.
4.000.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1963.
3.225.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1964.
4.000.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ τὸ ἔτος 1965.

5.2. Ἡ διὰ τὸ ἔτος 1965 προβλεπομένη δαπάνη θὰ μειωθῇ κατά:

1.000.000 ἑλβετικὰ φράγκα ἐὰν οὐδεμία Διάσκεψις Πληρεξουσίων συνέλθῃ κατὰ τὸ 1965 καὶ κατά:

2.120.000 ἑλβετικὰ φράγκα ἐὰν οὐδεμίαν τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις Ραδιοεπικοινωνιῶν, συνέλθῃ κατὰ τὸ αὐτὸ ἔτος 1965.

Ἐὰν ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1965, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως θὰ ἐγκρίνῃ, καθ' ἕκαστον ἔτος, διὰ τὰ μετὰ τὸ 1965 ἔτη, τὰς πιστώσεις, τὰς ὁποίας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον νὰ διατεθῶσι διὰ δαπάνας ἀφορώσας τάς, εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 197 καὶ 198 τῆς Συμβάσεως, προβλεπομένας Διασκέψεις καὶ συνελεύσεις.

5.3. Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ ὑπέρβασιν τῶν εἰς τὰ ἀνωτέρω ἐδάφια 5.1 καὶ 5.2 καθορισθέντων ἐτησίων ὁρίων, ἐὰν ἡ ὑπέρβασις αὕτη δύναται νὰ συμψηφισθῇ μὲ πιστώσεις:
— Αἵτινες παραμένουν ἀδιάθετοι κατὰ ἓν προηγούμενον ἔτος, ἢ
— Αἵτινες δύνανται νὰ προαφαιρεθῶσιν ἀπὸ ἑνὸς μελλοντικὸν ἔτος.

6. Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔχει ἀποστολὴν νὰ πραγματοποιῇ ὅλας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας.

Πρὸς τὸν σκοπὸν οὐτόν, ὑποχρεοῦται νὰ καθορίζῃ καθ' ἕκαστον ἔτος τὰς ἐπιτροπομένας δαπάνας εἰς τὴν χαμηλοτέραν δυνατὴν στάθμην ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἀνάγκας τῆς Ἑνώσεως, ἐντὸς τῶν εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1, 4 καὶ 5, καθορισθέντων ὁρίων.

7. Ἐὰν αἱ πιστώσεις, τὰς ὁποίας τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ἀνωτέρω παραγράφων 1 ἕως 5, ἀποδειχθοῦν ἀνεπαρκεῖς, διὰ νὰ ἐξασφαλίσωσι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως, τὸ Συμβούλιον δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς πιστώσεις ταύτας παρὰ μὲ τὴν ἔγκρισιν τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, τὰ ὁποῖα ἐρωτῶνται σχετικῶς. Πᾶσα αἴτησις γνώμης τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ περιλαμβάνῃ πλήρη ἔκθεσιν τῶν δικαιολογούντων τὴν τοιαύτην αἴτησιν λόγων.

8. Πρὸ τῆς ἐξετάσεως προτάσεων, αἵτινες δύνανται νὰ ἔχωσιν οἰκονομικὰς συνεπείας, αἱ Διοικητικαὶ Διασκέψεις καὶ αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δέον νὰ ἔχωσιν ἕνα κατ' ἐκτίμησιν λογαριασμὸν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς προτάσεις ταύτας δαπανῶν.

9. Δὲν θὰ δίδεται συνέχεια εἰς οὐδεμίαν ἀπόφασιν Διοικητικῆς Διασκέψεως ἢ γενικῆς συνελεύσεως Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἔχουσαν ὡς συνέπειαν ἄμεσον ἢ ἔμμεσον αὔξησιν τῶν δαπανῶν πέραν τῶν πιστώσεων, τὰς ὁποίας τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ διαθέσῃ συμφώνως πρὸς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 ἕως 5 ἢ ἐντὸς τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παράγραφον 7 περιορισμῶν.

III.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ὅρια τῶν τακτικῶν δαπανῶν.

Τακτικὸς Προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως διὰ τὸ 1960.

1. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τακτικῆς του συνόδου τοῦ 1960, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως θὰ καταρτίσῃ τὸν Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως διὰ τὸ ἔτος 1960, εἰς τὴν ὁριστικήν του μορφὴν καὶ ἐντὸς τῶν ὁρίων συνολικοῦ ποσοῦ ἐννέα ἑκατομμυρίων ἑλβετικῶν φράγκων ἀνταποκρινομένου εἰς τὰς δαπάνας:

— Τοῦ Συμβουλίου Διοικήσεως
— Τῆς Γενικῆς Γραμματείας
— Τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων
— Τῶν Γραμματειῶν τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
— Τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἑνώσεως ἐκτὸς τῶν ποσῶν, ἅτινα παρακρατοῦνται διὰ τὸ ἀποθεματικὸν Κεφάλαιον τῆς Διεθνοῦς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς (CCITT).

2. Πρὸς πληροφορίαν τοῦ Συμβουλίου Διοικήσεως σημειοῦται ὅτι τὸ ποσὸν τῶν ἐννέα ἑκατομμυρίων ἑλβετικῶν φράγκων ἐσχηματίσθη ὡς κάτωθι:

	Ἑλβετ. φράγκα	
2.1. Σύνολον δαπανῶν προταθεισῶν ὑπὸ Συμβουλίου Διοικήσεως εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων, διὰ τοῦ Παραρτήματος 8 τῆς Ἐκθέσεώς του (μὴ περιλαμβανομένης τῆς τεχνικῆς βοηθείας)		7.483.000
μεῖον		
α) Προβλεπόμενον ποσὸν διὰ τὴν δευτέραν θέσιν τοῦ βοηθοῦ Γενικοῦ Γραμματέως	90.000	
β) Προβλεπόμενον ποσὸν διὰ τὸ πρόσθετον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐζήτησεν ἡ Δ.Ε.Κ. Συχνοτήτων, ἐπὶ πλέον τοῦ ἐγκριθέντος ἀριθμοῦ τῶν 86 ὑπαλλήλων	154.000	
γ) Παροῦσαι δαπάναι τῶν ἐγκυκλίων τῆς Δ.Ε.Κ. Συχνοτήτων, δι' ὧν θὰ ἐπιβαρυνθῇ ὁ Προϋπολογισμὸς δημοσιευμάτων	115.000	359,000
ἤτοι		7.124.000
2.2. Ποσὰ προταθέντα ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως διὰ διαφόρους δαπάνας, ἐμφαινομένας εἰς τὸ Παράρτημα τοῦ ὑπ' ἀριθ. 339 φακέλλου τῆς Διασκέψεως (σελὶς 7)		101.000
2.3. Αὔξησις τῶν πιστώσεων διὰ τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς Ρωσικῆς Γλώσσης (διὰ σύνολον 5 ἑβδομάδων)		117.000
2.4. Ἐπέκτασις τοῦ Ἐξωτερικοῦ ἐλέγχου τῶν λογαριασμῶν		5.000
2.5. Ἐμπειρογνωμοσύνη ἐπὶ τῆς λειτουργίας τῶν γραμματειῶν τῆς Ἑνώσεως		15.000
2.6. Αὔξησις τοῦ ἐπιδόματος ἀκριβείας ζωῆς εἰς τὸ συνταξιοδοτηθὲν προσωπικὸν ...		17.000
2.7. Ἐνσωμάτωσις τοῦ ἐκτάκτου προσωπικοῦ τῆς Ὑπηρεσίας OFFSET εἰς τὰ πλαίσια τοῦ μονίμου προσωπικοῦ		48.000
2.8. Ἐφαρμογὴ εἰς τὸ Προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως τῶν ὅρων τοῦ κοινοῦ καθεστῶτος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀπὸ 1ης Ἰαν)ρίου 1960 (καθαρὰ δαπάνη)		500.000
2.9. Ἀνάγκαι τῆς Δ.Ε.Κ. Συχνοτήτων (I.F.R.B.) εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ συμπληρωματικὰ καθήκοντα, ἅτινα θὰ ἀνατεθῶσιν εἰς ταύτην κατόπιν τῶν, ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῶν Πληρεξουσίων καὶ τῆς Διοικητικῆς διασκέψεως Ραδιοεπικοινωνιῶν, ληφθεισῶν ἀποφάσεων		800.000
2.10. Συμπληρωματικαὶ δαπάναι διὰ τὴν Γενικὴν Γραμματείαν, προκύπτουσαι ἐκ τοῦ θέματος 2.9.		44.000
2.11. Ἔξοδα μετακομίσεως καὶ ἄλλαι δαπάναι, προκύπτουσαι ἐκ τοῦ διορισμοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐκ μεταβολῶν εἰς τὴν σύνθεσιν τῆς Δ.Ε.Κ. Συχνοτήτων (I.F.R.B.) ...		179.000
2.12. Χρησιμοποίησις ἠλεκτρονικῶν ὑπολογιστῶν		50.000
Σύνολον		9.000.000

3. Πρὸ τῆς καταρτίσεως τοῦ τακτικοῦ προϋπολ)σμοῦ εἰς τὴν ὁριστικήν του μορφήν, τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως θὰ ἐξετάσῃ ἐκ νέου, λεπτομερῶς τοὺς διαφόρους τίτλους καὶ τὰ ποσὰ τῆς ἀνωτέρω παραγράφου, 2, πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὴν χαμηλοτέραν δυνατὴν στάθμην. Ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1960 καὶ μέχρι τῆς καταρτίσεως τοῦ προϋπολογισμοῦ εἰς τὴν ὁριστικήν του μορφήν, παρέχεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἡ ἐξουσιοδότησις νὰ δεσμεύῃ, ἐντὸς λογικῶν ὁρίων, δαπάνας δυναμένας νὰ ἀχθῶσιν εἰς τὸν τακτικὸν προϋπολογισμόν, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν εἰς τὴν ρηθεῖσαν παράγραφον 2 περιλαμβανομένων ἐκτιμήσεων.

4. Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων, Γενεύη, 1959, ἀναγνωρίζουσα ὅτι τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἐκλήθησαν νὰ πραγματοποιήσωσι πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίο. 1960, μίαν προσωρινὴν καταβολὴν ἔναντι τῶν μερίδω συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τοῦ 1960, ὅτι τὰ ὀφειλόμενα ἐκ τῆς αἰτίας ταύτης ποσὰ εἶναι τοκοφόρα ἀπὸ τῆς χρονολογίας ταύτης καὶ ὅτι ἡ συμπληρωματικὴ καταβολὴ ἡ προκύπτουσα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου δὲν δύναται νὰ ζητηθῇ ἀπὸ τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη πρὸ τῆς ὁριστικῆς καταρτίσεως τοῦ Προϋπολογισμοῦ εἰς τὴν ὁριστικήν του μορφὴν ἀποφασίζει ὅπως, παρὰ τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 8 καὶ 9 τοῦ ἄρθρου 13 Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μπουένος Ἄϊρες, 1952), τὸ ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου προκῦπτον συμπληρωματικὸν ποσὸν τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας, τῶν Μελῶν, καὶ συνεργαζομένων Μελῶν, δύναται κατ' ἐξαίρεσιν νὰ καταβληθῇ καθ' οἱανδήποτε ἡμερομηνίαν ἐντὸς τοῦ ἔτους 1960 καὶ ὅπως τὸ συμπληρωματικὸν τοῦτο ποσὸν μὴ εἶναι τοκοφόρον παρὰ μόνον ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1961.

IV.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Μεταβατικαὶ Συμφωνίαι.

Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, Γενεύη, 1959, ἐνέκρινε τὰς ἀκολούθους διατάξεις, αἵτινες θὰ ἐφαρμοσθῶσιν ὑπὸ τύπον προσωρινότητος μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

1.(1) Τὸ κατὰ τοὺς προβλεπομενους εις το αρθρον 9 τῆς Συμβάσεως ὅρους,, ἐκλεγέν, ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως, Συμβούλιον Διοικήσεως καὶ τὸ ὁποῖον ἐπραγματοποίησε τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν εἰς τὴν Γενεύνην πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ συνεχίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων ἅτινα ἔχουσιν ἀνατεθῇ αὐτῷ διὰ τῆς Συμβάσεως.

(2) Ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ ἀντιπρόεδρος οἵτινες ἐξελέγησαν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Διοικήσεως κατὰ τὴν πρώτην ταύτην συνεδρίασιν, θὰ παραμείνουν ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδόχων των, κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἐτησίας συνόδου τοῦ 1961.

2. Τὰ ἕνδεκα Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, τὰ ὁποῖα ἐξελέγησαν ὑπὸ τῆς Διοικητικῆς Διασκέψεως Ραδιοεπικοινωνιῶν, Γενεύη 1959 κατὰ τοὺς προβλεπομένους εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 160 ἕως 169, ὅρους τῆς Συμβάσεως, θὰ ἀναλάβουν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς καθορισθείσης ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης, ἡμερομηνίας.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, οἱ ἐκλεγέντες ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, κατὰ τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον

6 τῆς Συμβάσεως, ὅρους, θὰ ἀναλάβωσιν ὑπηρεσίαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1960.

Εἰς πίστωσιν οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ πρόσθετα πρωτόκολλα εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν.

Τὰ πρωτόκολλα ταῦτα θὰ παραμείνωσι κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἀντίγραφον τούτων εἰς ἑκάστην ὑπογράψασαν Χώραν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 21ην Δεκεμβρίου 1959.
Ἀκολουθοῦν αἱ αὐταί, ὡς καὶ ἐν τῇ Συμβάσει, ὑπογραφαί.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κλπ.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	37.50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048)5321)31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ